ATTESTATION D'ASSURANCE MULTIRISQUES IMMEUBLE
HABITATION BUREAU SERENITE

Le souscripteur

COUDON Eric
9 rue de thann
67100 STRASBOURG

Le risque

9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG
N° SIRET :
Code client : n°581844
Numéro de contrat : MRIAE006704

Les assureurs

Pour les garanties Multirisques Immeuble Habitation Bureau :
ACHEEL - 128 RUE LA BOETIE - 75008 PARIS - ACHEEL - Entreprise d'assurance immatriculée en France - Siège social : 128 rue la Boétie 75008 PARIS et régie par le Code des assurances RCS 879 605 350 RCS Paris

Les assureurs s'engageant chacun pour leur part et sans solidarité entre eux.

Le **02/12/2024,**

Les assureurs attestent que la personne dont l'identité est mentionnée ci-dessus est titulaire du contrat MRIAE006704, pour la période du 01/02/2025 au 31/12/2025.

La présente attestation est valable du 01/02/2025 jusqu'au 31/12/2025 et ne constitue qu'une présomption de garantie à la charge de l'Assureur. Elle ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auxquelles elle se réfère.

MULTIRISQUE - TABLEAU DES GARANTIES

EXTRAIT DES GARANTIES	INCLUS / EXCLU
Incendies et risques annexes	Inclus
Attentats, Acte de terrorisme	Inclus
Emeutes, mouvements populaires et actes de sabotage	Inclus
Catastrophes Naturelles	Inclus
Catastrophes Technologiques	Inclus
Dommages électriques	Inclus
Effondrement accidentel	Inclus
Bris de glace des parties communes	Inclus
Bris de machine	Inclus
Vol ou Tentative de vol/ Détériorations immobilières	Inclus
Actes de vandalisme	Inclus
Graffitis	Inclus
Dégâts des eaux, *y compris recherche de fuite ou infiltration*	Inclus
Grêle et poids de la neige sur les toitures	Inclus
Défense pénale / Recours	Inclus
Responsabilité civile, Autres dommages	Inclus
Responsabilité civile, Dommages corporels	Inclus
Protection juridique	Exclu

Fait à Lyon, le 2 décembre 2024
Pour l'assureur par délégation, Richard Locatelli, Directeur Général Adjoint

CONDITIONS PARTICULIERES MULTIRISQUES IMMEUBLE
HABITATION BUREAU – FORMULE SERENITE

VOTRE CONSEILLER CORRESPONDANT
CABINET MATHIEU SPEISSER
136 ROUTE DU POLYGONE
67100 STRASBOURG
0388452280
M.SPEISSER@MMA.FR

SOUSCRIPTEUR

Forme Juridique :
N° SIRET :
Nom / Raison sociale :
Adresse : **9 rue de thann 67100 STRASBOURG**
Portable **: 0695181040** Email **: ercoudon@gmail.com**
Nom et Prénom du représentant légal : **COUDON Eric**
Qualité du souscripteur : **SYNDIC BENEVOLE**

CONTRAT

Police Multirisque Immeuble n° : **MRIAE006704**

Date d'effet : **01/02/2025**
Date d'échéance du contrat : **01 / 01**

Fractionnement du paiement de la prime : **Annuel**
Indice FFB à la souscription pour les garanties multirisque : **1 172.20**

Le présent contrat est une police individuelle d'assurance dont le fonctionnement est régi par une « police mère » souscrite par le courtier ENTORIA auprès des assureurs du contrat.
Le souscripteur du contrat donne mandat exprès à ENTORIA pour placer, résilier et, le cas échéant, replacer sa police individuelle auprès du ou des assureurs que ce courtier grossiste aura sélectionnés.
Le contrat est souscrit pour une période initiale allant jusqu'au 31/12 de l'année en cours à la date de signature des présentes Conditions particulières. Il se renouvelle par tacite reconduction à chaque échéance pour une durée d'un an, conformément aux dispositions de l'Article 11 des Conditions générales « MULTIRISQUES IMMEUBLE HABITATION BUREAU ».

ASSUREURS

Pour la police Multirisques Immeuble Habitation Bureau :
ACHEEL - Entreprise d'assurance immatriculée en France -Siège social : 128 rue la Boétie 75008 PARIS et régie par le Code des assurances RCS 879 605 350 RCS Paris

MONTANT DES PRIMES

	Prime HT	Dont Prime Catastrophes Naturelles	Dont frais de gestion courtier	Prime annuelle TTC
Multirisque Immeuble*	514,32 €	52,46 €	178,35 €	772,84 €
TOTAL				**772,84 €**

+ Frais de dossier et d'intermédiation courtier ** : 0,00 €

** Montant forfaitaire revalorisé à chaque échéance principale sur la base de l'indice national FFB*
Les primes seront indexées à chaque échéance en fonction de l'évolution de l'indice FFB. Elles seront payables annuellement.
L'indice retenu est celui publié par La Fédération Française du Bâtiment (Indice FFB) pour le deuxième trimestre de l'année précédant l'échéance ou la date d'effet du contrat. La valeur de l'indice FFB est publiée trimestriellement sur le site officiel : http://www.ffbatiment.fr/.
***Les frais de dossier et d'intermédiation sont perçus par le courtier **uniquement** au premier versement*

DESCRIPTIF DU RISQUE

Ce document a été établi sur la base des éléments de déclaration du risque faite par le souscripteur telles que formulées dans le questionnaire de souscription renseignés par l'intermédiaire sur le formulaire extranet Multirisque Immeuble' et dans la demande de souscription.

Adresse :	**9 RUE DE THANN** **67100 STRASBOURG**
Le risque est situé en zone inondable :	**Non**
Le risque est situé en zone urbaine sensible :	**Non**
Le risque est situé en en Quartier prioritaire de la ville :	**Non**
Date de réception ou de livraison de l'immeuble :	**01/01/1905**
L'Immeuble est classé ou inscrit au patrimoine historique :	**Non classé**
Occupation de l'immeuble :	**OCCUPATION EN TOTALITE**
Hauteur de l'immeuble (le plus élevé) :	**14**
Superficie totale des locaux à usage commercial :	**0 (% de la superficie totale)**
Superficie totale des locaux à usage de bureaux :	**0 (% de la superficie totale)**
Superficie des bureaux en m2 :	**0**
Superficie totale inoccupée en m2 :	**0**
Superficie à usage d'habitation en m2 :	**595**
Nombre et superficie du ou des bâtiment(s)	
Superficie totale développée en m²	**595**
Nombre total de bâtiment(s) :	**1**
Superficie du bloc le plus important en m² (Si séparé de plus de 10 mètres et non relié en sous-sol) :	**595**

DÉTAIL DES LOTS ET DES ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nombre déclaré à la souscription : **0**
Tout changement d'activité doit obligatoirement être signalé à Entoria.

ACTIVITÉ / INOCCUPÉ	SUPERFICIE EN M²
Habitation/Bureaux/Mixte	595 m²

ANTECEDENTS SINISTRES

L'immeuble a-t-il déjà été assuré au cours des 36 derniers mois : **Oui**
Le contrat a-t-il été résilié au cours des 36 derniers mois : **Non**
Le contrat a-t-il été résilié pour fausse déclaration : **NON**
Le contrat a-t-il fait l'objet d'une interruption au cours des 36 derniers mois : **NON**

Sinistre(s) déclaré(s) au cours des 36 derniers mois : **0**

CONDITIONS & DECLARATIONS

Le présent contrat n'a pas pour objet de couvrir les risques qui relèvent de l'assurance multirisque habitation.

Le souscripteur déclare que l'immeuble à assurer n'est pas :

- à usage agricole
- constitué de constructions non réalisées en dur : Chapiteaux, tentes, structures gonflables, serres
- frappé d'expropriation ou d'alignement
- sous même toiture ou contigu, avec une entreprise exerçant une activité industrielle
- occupé par des activités relevant des métiers de la nuit tels que discothèques, dancings, bars, cabarets, boites de nuits, casinos et bowlings
- occupé par des activités de vente ou de fabrication de marchandises très dangereuses telles que explosifs liquides ou gaz inflammables matières plastiques alcoolisés
- occupés par des activités d'entrepôt de stockage de garde meuble, dépôt vente
- occupés par des établissements scolaire et assimilés, école, collège, lycée, crèche, ambassade, consulat, lieu de culte
- soumis à arrêter de péril ou péril imminent ; en cours de contrat, l'assuré s'engage à déclarer à l'assureur toute prise d'arrêté de péril sur le ou les bâtiments dans le mois qui suit la notification au syndicat de copropriété
- sous un régime de propriété publique, c'est-à-dire régi par le code des marchés publics, appartenant aux collectivités territoriales, organismes publics, sociétés Economie mixtes et assimilées, ou de type HLM.
- un château, un manoir, un immeuble luxueux ou exceptionnel
- situé à moins d'un kilomètre d'un risque majeur (centrale nucléaire, industrie pétrochimique)..
- équipé de panneaux photovoltaïques posés au sol ou dont la superficie excède 50 m²
- les locaux occupés par des activités commerciales ou professionnelles sont équipés chacun :
    - d'une installation électrique vérifiée au moins une fois par an par un vérificateur ou un organisme agréé dans ce domaine
    - d'une installation d'extincteurs mobiles mise en place par un installateur certifié APSAD dans ce domaine.

CLAUSE PARTICULIERE

Limitations des garanties sur les parties inoccupées ou en cours de travaux :
Sur les parties partiellement vacantes des locaux ou en cours de travaux, **seules les garanties responsabilité civile ; incendie, risques annexes et tempête ; événements climatiques ; catastrophes naturelles ; catastrophes technologiques ; attentats et actes de terrorisme sont accordées**.
Pour tout sinistre ayant lieu sur les périodes de travaux et/ ou sur les parties vacantes des locaux, **la franchise générale prévue aux présentes conditions particulières est portée à 5.000 €**
Ces dispositions s'appliquent uniquement pour les sinistres survenus dans les parties vacantes ou en cours de travaux.
Est considéré comme une inoccupation partielle, une inoccupation supérieure à 25% de la superficie.
Il est rappelé que, conformément aux conditions générales, l'Assuré est tenu de déclarer à l'Assureur toute modification du risque.

MULTIRISQUE IMMEUBLE – TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIE ET FRANCHISES

Valeur à neuf : les biens assurés seront indemnisés en cas de sinistre sur la base de leur valeur à neuf c'est à dire de leur valeur de reconstruction ou remplacement au prix du neuf le jour du sinistre y compris honoraires d'architectes, et ce sans pouvoir dépasser leur valeur d'usage (c'est à dire valeur à neuf – vétusté) majoré de **33% (Sérénité)** de la valeur à neuf.

INDEXATION DES CAPITAUX ET DES FRANCHISES SUIVANT INDICE FFB.

GÉNÉRALITÉS	
BIENS ASSURÉS	**CAPITAUX ASSURÉS**
BÂTIMENTS	**VALEUR A NEUF, sans pouvoir excéder la LCI (*) non indexée et fixée par bâtiment.**
PARKING, CLÔTURES NON VEGETALES, MURS	
ARBRES, PLANTATIONS	
BIENS MEUBLES DESTINES AUX PARTIES COMMUNES DONT L'ASSURE EST PROPRIETAIRE, LOCATAIRE OU DEPOSITAIRE	

(*) Limitation Contractuelle d'Indemnité :
D'un commun accord entre les parties, il est convenu qu'en cas de sinistre, le montant total des dommages pris en compte dans le calcul de l'indemnité due au titre du présent contrat ne pourra en aucun cas dépasser toutes dépenses et garanties confondues la somme non indexée de **9900000 €** ou la somme non indexée fixée par risque** sur la liste nominative jointe.
Cette limitation contractuelle d'indemnité, dite LCI, s'applique quel que soit le nombre de bâtiments sinistrés, l'importance du sinistre et son coût, tant aux garanties de dommages que de responsabilités sans déroger aux autres limitations et/ou sous limitations prévues au titre du présent contrat d'assurance.
** Ensemble de constructions et leur contenu composant une copropriété ou une propriété

A / LES DOMMAGES MATÉRIELS AUX BIENS ASSURÉS		
DOMMAGES MATÉRIELS	**LIMITES DE GARANTIE PAR SINISTRE**	**FRANCHISES**
INCENDIE ET RISQUES ANNEXES	VALEUR A NEUF sans pouvoir excéder la LCI (*)	**Néant**
• Explosion		**Néant**
• Foudre		**Néant**
• Chute d'engins aériens ou de météorites		**Néant**
• Mur du son		**Néant**
• Fumées		**Néant**
• Choc de véhicule		**Néant**
• Tempête		**Néant**
DOMMAGES ELECTRIQUES	100 000 €	**Néant**
EFFONDREMENT ACCIDENTEL (total ou partiel) des biens immobiliers résultant d'un affaissement ou glissement de terrain.	762 245 €	**Néant**
EVENEMENTS CLIMATIQUES : GRELE ET POIDS DE LA NEIGE SUR LES TOITURES	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
ATTENTATS, GREVE ET ACTES DE TERRORISME	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
EMEUTES ET MOUVEMENTS POPULAIRES	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
BRIS DE GLACE DES PARTIES COMMUNES	50 000 €	**Néant**
DEGATS DES EAUX	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
• Frais de recherche de fuites ou infiltrations	15 245 €	**Néant**
• Eaux de ruissellement	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
• Gel des conduites intérieures	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
• Perte d'eau et autres liquides	15 245 €	**Néant**
• Infiltration au travers des façades et couvertures	15 245 €	**Néant**

• Refoulement des égouts	Valeur à Neuf Maximum LCI (*)	**Néant**
VOL ou TENTATIVE DE VOL DETERIORATIONS IMMOBILIERES	15 245 €	**Néant**
• Vol des clés confiées au concierge	15 245 €	**Néant**
• Vol des objets déposés dans les locaux communs	15 245 € (Matériel d'entretien)	**Néant**
VANDALISME sur les parties communes	50 000 €	**Néant**
Graffitis	15 245 €	**Néant**
BRIS DE MACHINE	60 000 €	**Néant**
CATASTROPHES NATURELLES CLASSEES	VALEUR DE REMPLACEMENT A NEUF sans pouvoir excéder la LCI non indexée	**Montant règlementaire en vigueur au jour du sinistre**
CATASTROPHES TECHNOLOGIQUES	VALEUR DE REMPLACEMENT A NEUF sans pouvoir excéder la LCI non indexée	**Néant**

B/ FRAIS ET PERTES

NATURE DES FRAIS ET PERTES	LIMITES DE GARANTIE PAR SINISTRE
PERTES DE LOYERS	Dans la limite de 2 années
FRAIS DE DEBLAIS, DEMOLITION	Dans la limite des capitaux assurés
FRAIS DE SECOURS ET MESURES DE SAUVETAGE	Dans la limite des capitaux assurés
HONORAIRES D'ARCHITECTE	Dans la limite des capitaux assurés
FRAIS ET HONORAIRES D'EXPERT	Dans la limite de 5 % du montant de l'indemnité du sinistre

C/ FRAIS DE DÉFENSE ET RECOURS

LIMITES DE GARANTIE PAR SINISTRE	FRANCHISES
15 245 €	**Néant**

D/ RESPONSABILITE CIVILE

GARANTIES	LIMITES DE GARANTIE PAR SINISTRE	FRANCHISES
DOMMAGES CORPORELS	4 573 471 €	**Néant**
DOMMAGES MATERIELS D'INCENDIE ET D'EXPLOSION ET IMMATERIELS CONSECUTIFS		
• Recours des copropriétaires, des locataires ou des occupants pour les biens mobiliers leur appartenant ou placés sous leur garde	3 048 980 €	**Néant**
• Recours des voisins et des tiers	3 048 980 €	**Néant**
DOMMAGES MATERIELS (SAUF INCENDIE & EXPLOSION) ET IMMATERIELS CONSECUTIFS		
• Recours des copropriétaires, des locataires ou des occupants pour les biens mobiliers leur appartenant ou placés sous leur garde	381 123 €	**DEGÂTS DES EAUX : Néant** **Autres : Néant**
• Recours des voisins et des tiers	381 123 €	**DEGÂTS DES EAUX : Néant** **Autres : Néant**
DOMMAGES IMMATERIELS NON CONSECUTIFS	76 225 €	**DEGÂTS DES EAUX : Néant** **Autres : Néant**
RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT (garantie environnementale)		
TOUS DOMMAGES CONFONDUS	1 530 000 € / année d'assurance	**Néant**
DONT Dommages matériels et immatériels préjudice écologique	306 000 € / année d'assurance	**Néant**

PROTECTION JURIDIQUE – TABLEAU DES MONTANTS DE GARANTIE ET FRANCHISES (Si garantie souscrite)

PROTECTION JURIDIQUE SYNDICAT DE COPROPRIETAIRES.

BAREME APPLICABLE AUX HONORAIRES D'AVOCAT ET D'EXPERT (€ TTC)	En recours	En défense
PHASE AMIABLE		
Démarches amiables		
Intervention amiable d'un avocat	110	220
Protocole ou transaction amiable	450	450
Consultation, expertise		
Consultation d'un spécialiste	300	300
Expertise amiable	1 200	1 200
Modes Amiables de Résolution des Différends (MARD)		
Conciliateur de justice	300	600
Médiation de la consommation (assistance)	300	600
Médiation conventionnelle ou judiciaire	450	450
Arbitrage	350	700
Procédure participative	350	700
PHASE JUDICIAIRE		
Assistance		
Assistance préalable à toute procédure pénale Assistance à une instruction Assistance à une expertise judiciaire comprenant la rédaction des dires (forfait)	300	600
Commissions – Juridictions de première instance		
Démarche au parquet (forfait)	100	100
Commissions diverses	350	700
Ordonnance sur requête (forfait)	400	400
Référé Référé d'heure à heure	500	1 000
Tribunal de police	450*	900*
Tribunal correctionnel	500*	1 000*
Tribunal / Chambre de proximité	600*	1 200*
Conseil de Prud'hommes : - Référé, Phase de conciliation, Départage Phase de Jugement (audiences de mise en état comprises)	 350* 600*	 700* 1 200*
Juge de l'exécution, Juge de l'exequatur	400	800
Tribunal judiciaire Tribunal de commerce Tribunal administratif Autres juridictions	900*	1 800*
Incidents d'instance et demandes incidentes	400	800
Juridictions de recours		
Cour ou juridictions d'appel	900*	1 800*
Recours devant le premier Président de la Cour d'Appel	400	800
Cour de cassation, Conseil d'Etat	1 800*	3 600*
Juridictions monégasques ou andorranes	1 000*	2 000*

PLAFONDS, FRANCHISE ET SEUIL D'INTERVENTION	En € TTC
Plafond maximum par sinistre :	30 000
Dont plafond pour : démarches amiables	800
Expertise judiciaire	5 000
Franchise	0
Seuil d'intervention amiable :	0
Seuil d'intervention judiciaire :	500
Seuil d'intervention judiciaire pour la garantie recouvrement des charges impayées :	500

* Engagement maximum de l'assureur par juridiction.

PERSONNES OU SOCIETE A QUI DEVRONT ETRE SIGNIFIEES LES ACTES JUDICIAIRES EN CAS DE PROCEDURE CONTENTIEUSE A L'ENCONTRE DES ASSUREURS

Personne ou société à qui devront être signifiées les actes judiciaires en cas de procédure contentieuse engagée à l'encontre des Assureurs : **MULTIRISQUE IMMEUBLE** : **ACHEEL** - Entreprise d'assurance immatriculée en France -Siège social : 128 rue la Boétie 75008 PARIS et régie par le Code des assurances RCS 879 605 350 RCS Paris **mail : reclamation@acheel.com**

NOTIFICATION DE SINISTRE

ENTORIA – TSA 51234 – 92308 LEVALLOIS-PERRET CEDEX – Tél. : 09 69 327 317 – Email : indemnisation.immo@entoria.fr.

RECLAMATION

En cas de mécontentement ou d'insatisfaction, le Souscripteur peut s'adresser au Service Réclamation d'ENTORIA qui traitera sa réclamation. Cette réclamation peut être adressée à l'adresse suivante :

« Service Réclamation ENTORIA »
TSA 51234
92308 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
E-mail : reclamation.iard@entoria.fr

Conformément à la réglementation en vigueur, ENTORIA s'engage à accuser réception de la réclamation sous dix (10) jours et à apporter une réponse dans les deux (2) mois à compter de l'envoi de la première manifestation écrite d'un mécontentement, sauf dispositions législatives ou réglementaires plus contraignantes.

Le souscripteur a également la possibilité de saisir la Médiation de l'assurance dans un délai de deux (2) mois après l'envoi d'une première réclamation, quel que soit l'interlocuteur ou le service auprès duquel elle a été formulée et qu'il y ait été ou non répondu. Le Médiateur de l'assurance peut être saisi par courrier à l'adresse figurant sur la page de garde de la présente notice ou par voie électronique en complétant le formulaire disponible sur le site internet : https://www.mediation-assurance.org. En cas de désaccord persistant, le recours à une action en justice reste toujours possible. Toutes contestations éventuelles à défaut d'accord amiable sont de la compétence des Tribunaux Civils français.

SIGNATURE ELECTRONIQUE ET CONVENTION DE PREUVE

L'Assureur et son Gestionnaire mettent en place un dispositif de signature électronique sécurisé permettant à tout moment de prouver que l'opération de signature électronique est conforme à la proposition d'assurance distribuée par le Courtier conseil. Dans le cadre de la signature électronique, le souscripteur est responsable de la sincérité et de l'exactitude des éléments transmis à l'Assureur ou à son Gestionnaire pour la souscription du contrat. L'Assureur et le souscripteur reconnaissent mutuellement que le représentant légal de l'assuré est présumé être celui qui procède à la signature électronique du contrat, cette dernière étant sécurisée par les informations d'email personnel et de téléphone portable fournies au Courtier conseil.

MODALITES DE COMMUNICATION

Il est précisé que l'Assureur et son Gestionnaire s'engagent à utiliser de manière privilégiée des moyens de communication dématérialisés avec le souscripteur/l'assuré sur support durable autre que le papier notamment par courrier électronique. On entend par courrier électronique (« email »), tout document informatisé qu'un utilisateur saisit, envoie ou consulte en différé par l'intermédiaire du réseau Internet, avec ou sans pièces jointes. Par la communication de son adresse électronique lors de la demande de souscription, le souscripteur reconnaît que cette dématérialisation est adaptée à sa situation. Le souscripteur peut, à tout moment et par tout moyen à sa convenance, s'opposer à la dématérialisation et demander au Gestionnaire qu'un support papier soit utilisé. Le souscripteur s'engage à informer sans délai le Gestionnaire de toute modification de son adresse électronique.

INFORMATIONS LEGALES ET ACCEPTATION DU CANDIDAT

☑ **Le souscripteur certifie que les déclarations qu'il a faites pour l'établissement de la présente demande de souscription et pour servir de base au contrat sont sincères, exactes et complètes, et résultent des questions claires et précises qui lui ont été posées lors de la déclaration du risque. Nous attirons votre attention sur le fait qu'en cas de conclusion du contrat :**

- **toute réticence ou fausse déclaration intentionnelle de votre part peut entrainer la nullité du contrat (art. L.113-8 du code des assurances),**
- **toute omission ou déclaration inexacte vous expose à une augmentation de cotisation ou à une résiliation du contrat et le cas échéant, à supporter une réduction d'indemnité en cas de sinistre (art. L.113-9 du code des assurances)**

☑ Le souscripteur reconnait avoir été avisé que toutes les Données à Caractère Personnel (ci-après «DCP») concernant le Souscripteur et l'Assuré sont enregistrées par Entoria et l'Assureur, co-responsables du traitement. Elles ont vocation à être utilisées pour (i) la passation, la gestion et l'exécution du contrat d'assurance, (ii) pour la lutte contre le blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, (iii) pour la lutte contre la fraude, (iv) dans le cadre de contentieux et du traitement des réclamations et (v) pour l'amélioration des produits ou des prestations.
Les bases légales des traitements mentionnés sont l'exécution du contrat [(i), (iii), (v)], l'intérêt légitime [(iii)] et le respect des obligations légales [(ii)].
Les DCP collectées sont destinées aux services habilités de ENTORIA. Elles seront partagées avec ses partenaires contractuels, notamment aux assureurs et aux cabinets d'expertises à des fins de gestion des contrats d'assurance et avec le réassureur le cas échéant, aux organismes professionnels habilités ; aux autorités publiques conformément à la loi. En aucun cas, les DCP collectées ne seront utilisées à d'autres fins et/ou communiquées à d'autres organismes sans recueil du consentement explicite, libre et éclairé de la personne concernée.
Les données recueillies sont conservées par Entoria, dans le respect des durées de conservation exigées par la réglementation (délais de prescription légaux applicables) et pour la durée nécessaire à l'accomplissement de la finalité définie lors de leur collecte.
Les DCP collectées par ENTORIA peuvent faire l'objet d'un transfert auprès d'un tiers situé en dehors de l'Espace économique Européen. Le transfert est effectué en conformité avec la règlementation applicable afin de garantir un niveau de sécurité adéquat et la protection de la vie privée et des droits fondamentaux des personnes concernées.
Conformément au Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à la loi "Informatique et Libertés" du 6 janvier 1978 telle que modifiée, le Souscripteur et l'Assuré disposent d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, à la portabilité des DCP et d'opposition pour des motifs légitimes (notamment en matière de traitement automatisé, y compris le profilage), de limitation du traitement, de décider du sort de ces données post-mortem. Ces droits peuvent être exercés par courrier, accompagné d'un justificatif d'identité, à l'adresse suivante :

« ENTORIA DONNEES PERSONNELLES »
TSA 51234
92308 LEVALLOIS-PERRET CEDEX
E-mail : dpo@entoria.fr

Enfin, le Souscripteur et l'Assuré peuvent contacter la CNIL directement sur le site internet https://www.cnil.fr/fr/agir ou par courrier à l'adresse suivante :

Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés
3 place de Fontenoy – TSA 80715
75334 PARIS CEDEX 07

Le présent contrat est constitué par :

- **La demande de souscription**
- **Les présentes Conditions Particulières**
- **Les Conditions Générales MULTIRISQUES IMMEUBLE HABITATION BUREAU référencées CG_MRI_062022**

LE SOUSCRIPTEUR DECLARE AVOIR REÇU, PRIS CONNAISSANCE ET ACCEPTE LES TERMES DE L'ENSEMBLE DES DOCUMENTS CONSTITUANT LE PRESENT CONTRAT ET DONT LA LISTE FIGURE CI-DESSUS.

Fait à Levallois-Perret, en deux exemplaires, le 02/12/2024.

Pour l'assureur par délégation Richard Locatelli
Directeur Général Adjoint

Signature du souscripteur :

Compte rendu de l'Assemblée Générale de la copropriété
du 9 rue de Thann à Strasbourg
le 17 juin 2024 à 20h30

Ordre du jour
1) Validation du décompte de charges 2023
2) Porte entrée de l'immeuble
3) Proposition changement assurance copropriété
4) Souscription à l'ASIB (Association des Syndics d'Immeuble Bénévoles)
5) Extincteurs
6) Nettoyage collectif (cave/cour/fenêtre)
7) Faux gazon
8) Puisard
9) Buanderie
10) Désignation du lieu d'accueil de l'AG (2025)
11) Divers

Animateur : Eric Coudon, syndic.
CR rédigé par Sonia Coudon.

Étaient présents :
Christophe Reinbold ; Carole Deron et Pierre Hornus ; Marie-Odile et Luc d'Aquin ; Hélène Torregrossa ; Sonia et Éric Coudon.

1) Validation du décompte de charges 2023
Les comptes 2023 sont approuvés à l'unanimité.

2) Porte entrée de l'immeuble
ALSA Serrures Ehrhard : devis de 599,78€. Travaux le 22/07/24 à 15h.

3) Proposition changement assurance copropriété
Devis MMA, Allianz et Axa
Actuellement, GAN 1052€ par an, sans protection juridique.
MMA : 715€ sans protection juridique ; 825€ avec protection juridique.
Si changement, y procéder à date anniversaire, le 20/02/25.
Vote à l'unanimité : changement d'assurance de la copropriété pour la MMA.
Mais vigilance pour garder une réserve de 600€ en cas d'imprévu.

4) Adhésion à l'ASIB (Association des Syndics d'Immeuble Bénévoles)
Plusieurs réunions par an.
Adhésion de 140€ par an, protection juridique incluse.
Vote à l'unanimité : adhésion.

5) Extincteurs
Eric s'est renseigné auprès de « CO2 Sécurité ».
Infos du SDIS : si le dernier plancher habité ne doit pas dépasser 50m de hauteur ou si chaufferie au gaz ou fuel collectif ou pour un immeuble postérieur à 1986, alors obligation d'avoir des extincteurs

d'avoir un/des extincteurs dans les communs de la copropriété. On entre dans aucun cas de figure.
Vote à l'unanimité : pas d'extincteur dans la cage d'escalier.
Vote à l'unanimité : pas de système de désenfumage.

Toutes les copropriétés doivent avoir un plan d'évacuation au niveau de la cave et du rez-de-chaussée depuis l'année X. Coût de 100 à 200€.
Vote à l'unanimité : pour la conception et l'achat d'un plan d'évacuation pour la copropriété.

Proposition que chaque copropriétaire achète un petit extincteur, essayer de voir pour faire un achat groupé.
Pour information : par la société « CO2 Sécurité » coût d'un extincteur avec système de fixation → 22€ hors taxe, par extincteur, validité de 5 ans, sans entretien.

6) Nettoyage collectif (cave/cour/fenêtre)
Proposition D'AQUIN.
Nettoyage prévu le dimanche 08/09/24.

Achat d'une essoreuse.

7) Faux gazon
Vote à l'unanimité : proposition de l'enlever. Sera découpé et emmené à la déchetterie.

8) Puisard
Nettoyage à prévoir en 2025.

9) Buanderie
Vélo qui est à la cave depuis des années sera récupéré par Carole.
Miroir brisé dans la cave à amener à la déchetterie.

10) Désignation du lieu d'accueil de l'AG (2025)
Christophe se propose.

11) Divers
- Carole propose de se renseigner pour le prix et l'installation d'un auvent au-dessus des vélos.

Fin AG 22h20

Eric Coudon, syndic

COUDON	D'AQUIN	HORNUS/DERON
REINBOLD	TORREGROSSA	

DECOMPTE DE CHARGES ANNEE 2023

Dépenses 2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2023	Année 2022	Evolution
Gan	975,35												**975,35**	889,07	10%
Electricité Strasbourg	38,04		38,81				4,46	31,76		29,16	22,27		**164,5**	176,67	-7%
Eau			594,2								596,06		**1190,26**	1097,42	8%
Frais puisard		298,49											**298,49**	0	
Achats divers					33,8								**33,8**	77,5	-56%
Frais excep													**0**	0	
Frais bancaires	3,68	2	2	5			15			15		22,5	**65,18**	74,23	-12%
TOTAL	**1017,07**	**300,49**	**635,01**	**5**	**33,8**	**0**	**19,46**	**31,76**	**0**	**44,16**	**618,33**	**22,5**	**2727,58**	**2314,89**	**18%**
											Total sans assainissem		**1537,32**		

Recettes 2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
COUDON	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	**960**
TORREGROSSA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	**600**
d'AQUIN	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	**720**
HORNUS/ DERON	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	**600**
REINBOLD	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	**360**
TOTAL	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**270**	**3240**

Année 2023	Payé	A Payer	Ecart	Millième	Parts
COUDON	960,00 €	915,77 €	**44,23 €**	286	48
TORREGROSSA	600,00 €	404,97 €	**195,03 €**	186	12
d'AQUIN	720,00 €	523,99 €	**196,01 €**	186	24
HORNUS/DERON	600,00 €	516,30 €	**83,70 €**	181	24
REINBOLD	360,00 €	366,54 €	**-6,54 €**	161	12
TOTAL	3 240,00 €	2 727,58 €	**512,42 €**	1000	120

Immeuble 9 rue de Thann 67100 STRASBOURG

Le 17.06 2024

Coudon Torregrossa d'Aquin Reinbold Hornus/Deron

REPARTITION DE L'EAU EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES

Année 2023	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nbre parts	Répartition
COUDON	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	48	476,10
TORRE GROSSA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	119,03
d'AQUIN	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	238,05
HORNUS /DERON	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	238,05
REINBOLD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	119,03
												Total	**120**	**1190,26**
												Valeur une part	9,92	

Compte rendu de l'Assemblée Générale de la copropriété du 9 rue de Thann à Strasbourg le 17 mai 2023 à 19h30

Les points à l'ordre du jour

- Validation du décompte de charges 2022
- Nouvelle tarification de notre assurance de copropriété
- Banque (frais bancaires, épargne ...)
- Dégâts des eaux 3ème étage
- Proposition vente cave
- Proposition aménagements cour (achats divers)
- Porte d'entrée
- Désignation du lieu d'accueil de l'AG (2024)

Animateur : Eric Coudon, syndic.
CR rédigé par Sonia Coudon.

Étaient présents :
Christophe Reinbold ; Carole Deron et Pierre Hornus ; Marie-Odile et Luc d'Aquin ; Hélène Torregrossa ; Sonia et Éric Coudon.
Étaient absents :
Luc d'Aquin ; Geoffroy Mischler

Validation du décompte de charges 2022
Les comptes 2022 sont approuvés à l'unanimité.

Nouvelle tarification de notre assurance de copropriété
Lors du signalement du changement de syndic, Gan a signalé que le contrat était ancien, et la surface développée n'était pas bonne. La vraie surface sols + murs étant 595 m² → augmentation de 90€, car nous sommes passés dans une tranche supérieure. Donc maintenant 975€.
Avec une protection juridique, ce serait environ 170€ de plus.
Par rapport à protection juridique, il serait peut-être plus intéressant de s'affilier à une association de copro et estimer prix d'une protection juridique.
Proposition de faire établir de 1 à 2 devis pour assurance 1 à 2 mois avant l'AG de l'an prochain.
Voir avec l'ASIB - Association des Syndics d'Immeuble Bénévoles, dès maintenant.

Banque (frais bancaires, épargne ...)
Signalement du nom du nouveau syndic à la banque. Lors du RDV au Crédit Mutuel, la conseillère clientèle s'est rendu compte d'un problème de statut. On avait la tarification statut association, qui était avantageuse, c'est-à-dire 2€ par mois + à chaque transaction, 7 cent + 7€ de frais de tenue de compte.
Statut de copropriété : 5€ par mois au lieu de 2. Mais plus de frais d'écriture.
Cotisation de la carte reste à 20€ par an.
Question de Marie-Odile sur l'obligation d'épargner. Ce n'est pas le cas. Mais pourcentage des charges à approvisionner, un fonds de travaux. Mais à moins de 10 lots, pas d'obligation.
Proposition de fixer un montant minimal sur compte épargne en-deçà duquel il faudrait faire un appel de fonds : 2000€.

Que la copro épargne 500€ par an, et par millième ; proportion à ajouter en milieu de tableau dans les dépenses. Adopté à l'unanimité.
La banque a relancé pour avoir le numéro d'immatriculation. Maintenant, c'est fait.

Dégâts des eaux 3ème étage
Dans la cuisine d'Hélène, auréoles au plafond. Hypothèse expert Phénix : joints de la baignoire chez Coudon, OU, fuite au niveau de la colonne d'eau. Joints refaits chez Coudon.
Devis colonne d'eau.
17 plombiers contactés, relancés. 4 se sont déplacés, et se sont engagés à envoyer un devis, mais ne l'ont pas envoyé.
Devis de l'entreprise « Alsace Rénovations » : 2540,86€ (valable jusqu'au 30/03/2023).

Notons la réserve de l'entreprise "Alsace Rénovations" sur le fait que ce soit la colonne d'eau, car WC utilisés quotidiennement or fuite n'est pas continue. Donc d'où ça vient ? Hypothèses de l'entreprise : ce serait une poche d'eau qui aurait stagnée entre 2 plaques de béton suite à un dégât des eaux il y a quelques années.
Proposition qu'Hélène change ses 2/3 dalles de faux-plafonds, prises en charge par son assurance. Aviser après en fonction de l'évolution.

Proposition vente cave
Vote à l'unanimité pour accord de vendre à un des copropriétaires du 9 rue de Thann.
Date limite pour se renseigner au 31/05.
Après renseignements pris par Sonia :
- Immoval évalue à 2000-3000€.
- Groupimmo : prix à convenir entre copro et acheteur.
- Imbs immobilier : environ 2000€.

Christophe est intéressé.

Porte d'entrée
Carole a vu le serrurier qui a fait un devis daté du 07/10/22, valable jusqu'au 21/10/22 pour groom porte d'entrée, le rabotage de la porte et réparation du mécanisme de la porte donnant sur la cour : 914,56€.
Décision prise de ne prévoir des travaux que pour la porte avant : serrure + changement de groom.
Faire un 2ème devis. Si devis est en-dessous de 800€, pas besoin d'une autre AG.
Christophe va voir pour les doubles béquilles de la porte arrière.

Proposition aménagements cour (achats divers)
Bac à plantes avec treillis sur proposition de Carole à rediscuter en fonction du nettoyage et de l'entretien de la cour. Prioriser plutôt pour l'entretien et la taille du lilas, du sapin.
Proposition de date à faire sur le groupe WhatsApp.

Désignation du lieu d'accueil de la prochaine A.G
Carole et Pierre se proposent.

Divers
- Lumière de la cour se met en route même en journée. Attention à la consommation.
  Voir le capteur de mouvement.
- Portants en métal rouillés et planches cassées pour bacs à fleur chez Carole et Pierre, fixés dans la façade de l'immeuble. Voir avec l'ASIB pour prise en charge puisque cela touche la façade de l'immeuble.

Fin AG 22h.

Eric Coudon, syndic

DECOMPTE DE CHARGES ANNEE 2022

Dépenses 2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2022	Année 2021	Evolution
Gan	889,07												889,07	859,49	3%
Electricité Strasbourg		33,67		32,6		28,4		33,22		28,4		20,38	176,67	160,6	10%
Eau					530,17						567,25		1097,42	1188,64	-8%
Frais puisard								0					0	0	
Achats divers					31,8	45,7							77,5	155	-50%
Frais excep													0	0	
Frais bancaires	8,54	2	2	10,47	2	2	10,96	2	2	24,5	-16,74	24,5	74,23	56,76	31%
TOTAL	**897,61**	**35,67**	**2**	**43,07**	**563,97**	**76,1**	**10,96**	**35,22**	**2**	**52,9**	**550,51**	**44,88**	**2314,89**	**2504,59**	**-8%**

Total sans assainissem 1217,47

Recettes 2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
COUDON	80	80	80	80	80	80	80	80	0	80	80	80	**880**
TORREGROSSA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	**600**
d'AQUIN	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	**720**
MISCHLER	50	50	50	40	0	0	0	0	0	0	0	0	**190**
HORNUS/ DERON	0	0	0	0	0	0	150	50	50	50	50	50	**400**
REINBOLD	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	**360**
TOTAL	**270**	**270**	**270**	**260**	**220**	**220**	**370**	**270**	**190**	**270**	**270**	**270**	**3150**

Année 2022	Payé	A Payer	Ecart	Millième	Parts
COUDON	880,00 €	766,26 €	**113,74 €**	286	48
TORREGROSSA	600,00 €	330,97 €	**269,03 €**	186	12
d'AQUIN	720,00 €	435,48 €	**284,52 €**	186	24
HORNUS/DERON	400,00 €	322,35 €	**77,65 €**	136	18
MISCHLER	190,00 €	159,31 €	**30,69 €**	45	12
REINBOLD	360,00 €	300,53 €	**59,47 €**	161	12
TOTAL	3 150,00 €	2 314,89 €	**835,11 €**	1000	126

Immeuble 9 rue de Thann 67100 STRASBOURG
Le 17.05..... 2023

Coudon Torregrossa d'Aquin Mischler Reinbold Hornus/Deron

REPARTITION DE L'EAU EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES

Année 2022	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nbre parts	Répartition
COUDON	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	48	418,06
TORRE GROSSA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	104,52
d'AQUIN	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	209,03
MISCHLER	4	4	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12	104,52
HORNUS /DERON	0	0	0	2	2	2	2	2	2	2	2	2	18	156,77
REINBOLD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	104,52

Total	**126**	1097,42
Valeur une part	8,71	

Compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété du 9 rue de Thann à Strasbourg le 23 Mai 2022 à 18h00

Les points à l'ordre du jour

- Examen des charges de l'exercice 2021
- Changement de syndic
- Proposition d'un autre syndic
- Divers

Etaient présents :
Christophe Reinbold ; Carole Deron et Pierre Hornus ; Marie-Odile et Luc d'Aquin ;
Hélène Torregrossa ; Sonya et Eric Coudon ;
Etait absent :
Geoffroy Mischler

Examen des charges de l'exercice 2021

L'examen des charges de l'exercice 2021 n'a soulevé aucune observation.
Un Rib a été remis à Mme Deron et Mr Hornus pour le versement de l'acompte sur charge.
Il a été envisagé de contribuer à l'épargne sur le compte du syndic et d'en connaître les règles.

Changement de syndic

Luc d'Aquin annonce sa démission de ses fonctions de syndic.
Il estime qu'il n'a plus les compétences requises pour cette tâche de plus en plus exigeante.

Proposition d'un autre syndic

Lors d'un tour de table, chacun s'exprime sur les possibilités de prendre le relais de l'actuel syndic.
Mr et Mme Coudon demandent un temps de réflexion.
Luc d'Aquin présente l'offre de l'agence NEO immobilier pour assurer les fonctions de syndic : 1800€ par an avant négociation.
Pierre Hornus et Sonya Coudon vont contacter d'autres agences pour remplir ce rôle.

Divers

Les pigeons

Luc d'Aquin achètera des herses anti pigeons et de la colle à installer dans la cour.
Eric Coudon prendra les mesures ainsi que des photos du lieu de pose.
La pose se fera par les copropriétaires ou par le nouveau syndic.

Coffre pour abriter les poubelles et abri à vélo

Ces équipements sont souhaités à plus long terme.

Groupe WhatsApp

Durant l'assemblée Sonya Coudon a crée un groupe de conversation WhatsApp pour l'ensemble des copropriétaires.

Site Facebook

Il existe un site facebook « Neudorf » pour l'ensemble des habitants du quartier.

Arrêt de porte
Hélène Torregrossa propose de réparer l'arrêt de porte donnant sur la cour.
Porte d'entrée
Pour amortir les bruits de la porte d'entrée, Luc d'Aquin se charge de l'achat de feutrine et de sa pose.

L'assemblée prend fin à 19h30.

Luc d'AQUIN Syndic

REINBOLD	d'AQUIN	MISCHLER
HORNUS / DERON	TORREGROSSA	COUDON

Compte rendu de l'assemblée générale extraordinaire de la copropriété du 9 rue de Thann à Strasbourg le 7 Septembre 2022 à 20h00

Les points à l'ordre du jour

- Changement de syndic
- Divers

Etaient présents :

Christophe Reinbold ; Carole Deron et Pierre Hornus ; Marie-Odile et Luc d'Aquin ; Hélène Torregrossa ; Sonia et Eric Coudon ;

L'assemblée générale extraordinaire débute à 20H.

Changement de syndic

Luc d'Aquin présente sa démission de ses fonctions de syndic par lettre manuscrite ; elle est effective au 1er octobre 2022.
Eric Coudon se présente pour reprendre ce rôle, assisté par Sonia Coudon son épouse.
Il est élu à l'unanimité lors d'un vote à main levée.

Divers

Abattement d'un mur porteur au 4ème étage

Eric et Sonia Coudon sollicitent l'avis des copropriétaires pour abattre un mur porteur dans leur cuisine. Lors d'un vote à main levée, l'ensemble des membres de l'assemblée votent pour. Suite à ce vote, des experts (architecte, ingénieur, assurance) vont à leur tour étudier la faisabilité des travaux.

Les portes d'entrée principale et de la cour

Ces portes claquent très fort lorsqu'on ne les retient pas. Carole Deron se charge de contacter un professionnel pour solliciter un devis de réparation ainsi qu'un devis de remplacement du « frein ».

Les herbes devant l'immeuble

Pour le moment il n'y a pas eu d'accord pour l'achat d'un produit anti végétation.

Des travaux

Marie-Odile d'Aquin précise qu'il y aura des travaux dans leur cuisine dans la semaine du 26 septembre. S'agissant d'enlèvement de carrelage cela risque d'être bruyant.

Réunion de quartier

Une réunion de quartier est organisée par la ville jeudi le 15 septembre à 18.30H au Pot'irons 4 place Andrée Viollis. Marie-Odile a prévu d'y participer.

L'assemblée générale extraordinaire prend fin à 21h00.

Luc d'AQUIN
Syndic

REINBOLD

d'AQUIN

HORNUS / DERON

TORREGROSSA

COUDON

DECOMPTE DE CHARGES ANNEE 2021

Dépenses 2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2021	Année 2020	Evolution
Gan	859,49												859,49	834,87	3%
Electricité Strasbourg		29,87		26,92		22,18		21,21		21,38		39,04	160,6	162,46	-1%
Eau						547,35					641,29		1188,64	1189,53	0%
Frais puisard								0					0	0	
Achats divers			25,7							129,4		84	239,1	176,18	36%
Frais excep													0	0	
Frais bancaire	2	2	3,54	2	8,19	2	2	2	2	2	27,03	2	56,76	13,01	336%
TOTAL	861,49	31,87	29,24	28,92	8,19	571,53	2	23,21	2	152,78	668,32	125,04	2504,59	2376,05	5%

→ eau de puisard, (mars) faux gazon (oct).

Total sans assainis 1315,95

Recettes 2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembr	Décembr	TOTAL
COUDON	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	960
TORRE GROSSA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	600
d'AQUIN	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	720
MISCHLER				212,67	50	50	50	50	50	50	50	90	652,67
REINBOLD	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	360
TOTAL	220	220	220	432,67	270	270	270	270	270	270	270	310	3292,67

Année 2021	Payé	A Payer	Ecart	Millième	Parts
COUDON	960,00 €	802,14 €	157,86 €	286	48
TORRE GROSSA	600,00 €	351,22 €	248,78 €	186	12
d'AQUIN	720,00 €	457,66 €	262,34 €	186	24
MISCHLER	652,67 €	575,27 €	77,40 €	181	32
REINBOLD	360,00 €	318,32 €	41,68 €	161	12
TOTAL	3 292,67 €	2 504,60 €	788,07 €	1000	128

Immeuble 9 rue de Thann 67100 STRASBOURG
Le 12 mai 2022

Coudon Torre Grossa d'Aquin Mischler Reinbold

REPARTITION DE L'EAU EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES

Année 2021	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nbre parts	Répartition
COUDON	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	48	425,78
TORRE GROSSA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	106,45
d'AQUIN	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	212,89
MISCHLER	2	2	2	2	2	4	4	4	4	4	4	4	38	337,08
REINBOLD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	106,45
												Total	**134**	**1188,64**
												Valeur une part	8,87	

Compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété du 9 rue de Thann à Strasbourg le 21 Septembre 2021 à 20h00

Les points à l'ordre du jour

- Installation de compteurs à eau individuels
- Equipement de balcons sur l'immeuble
- Divers

Etaient présents :
Christophe Reinbold, Geoffroy Mischler ; Eric Coudon ; Marie-Odile et Luc d'Aquin
Etaient absents :
Sonya Coudon (vote délégué à Eric Coudon)
Hélène Torregrossa (vote délégué à Luc d'Aquin)

Installation de compteurs à eau individuels
Le syndic présente le devis de l'entreprise Stihlé qui intervient pour la maintenance des chaudières avant de solliciter d'autres entreprises.
Ce devis prévoit une dépense d'environ 760€ pour chaque appartement, à la charge de chaque copropriétaire.
Il faut rajouter à cela d'éventuels travaux pour accéder aux installations (pour les cuisines équipées).
L'ensemble des personnes présentes ne voient pas l'intérêt d'un tel investissement.

Equipement de balcons
Ce projet a recueilli un vif intérêt pour l'ensemble des copropriétaires.
Malheureusement l'équipement de balcons sur pilotis n'est pas autorisé sur cet immeuble.
L'architecte Bertrand Patrick a précisé que d'après le règlement de l'urbanisme de juin 2021, l'immeuble du 9 rue de Thann a une emprise au sol trop importante par rapport à l'espace restant pour des balcons.
Il serait néanmoins possible de réaliser des balcons suspendus en tenant compte des éventuelles difficultés liées à l'âge de la construction.

Divers
Pas de point particulier

L'assemblée a pris fin à 20H45.

Luc d'AQUIN Syndic

COUDON d'AQUIN

MISCHLER REINBOLD TORREGROSSA

Compte rendu de l'assemblée générale de la copropriété du 9 rue de Thann à Strasbourg le 11 Juin 2021 à 19h00

Les points à l'ordre du jour

- Examen des charges de l'exercice 2020
- Réaménagement de la cour
- Mise en place d'un local poubelle
- Installation de compteurs d'eau individuels
- Installation d'un détecteur de fumée dans la cage d'escalier
- Divers

Etaient présents :
Geoffroy Mischler ; Eric Coudon ; Marie-Odile et Luc d' Aquin ; Christophe Reinbold
Etaient absents :
Sonya Coudon (vote délégué à Eric Coudon)
Hélène Torregrossa (vote délégué à Luc d'Aquin)

Examen des comptes 2020
Les comptes 2020 ont été approuvés à l'unanimité.

Réaménagement de la cour
Dans le but d'utiliser plus souvent l'espace de la cour et dans un souci d'entretien et d'amélioration, différentes idées ont été discutées :

Soit refaire la chape en béton de la cour ;
Soit poser un plancher de lambourde sur la chape existante.

Eric Coudon se renseigne sur le coût du matériel et la possibilité de le faire par les copropriétaires.
Le changement de mobilier a été évoqué : Geofffroy Mischler se renseigne sur les tarifs.
Afin de gagner de la place, Geofffroy Mischler propose de déplacer les arceaux à vélo vers le mur.

Mise en place d'un local poubelle
L'achat d'abris pour les poubelles est envisagé à hauteur de 400€ ; le syndic se renseigne et fera une proposition.

Installation de compteurs d'eau individuels
Le syndic prend contact avec l'entreprise Stihlé pour faire établir un devis. Cela suppose l'accès à tous les appartements ce jour-là.
Il n'est pas encore établi si les factures d'eau seront adressées à chaque propriétaire ou si elles seront imputées dans les charges de la copropriété. Dans ce dernier cas elles seront réparties au réel.

Installation d'un détecteur de fumée dans la cage d'escalier
D'après les informations recueillies auprès de la mairie, le syndic précise que cette installation est à la fois inutile et interdite.

Divers
Installation de balcons
Il a été abordé la possibilité de faire poser des balcons à chaque étage, côté cour.
Le syndic cherchera une ou deux entreprises pour faire un devis. Il informera les copropriétaires de la date de passage des entreprises.
Fixation des barres devant le soupirail côté rue
Christophe Reinbold propose d'utiliser un scellement chimique pour refixer les barres.

Local à vélo dans la cave
Ce local occupé par la famille d'Aquin est à nouveau libéré et disponible.
Les caves
Dans certaines caves il n'y a pas d'électricité et le sol est en terre battue.
Ces améliorations sont à l'initiative de chacun à condition d'être réalisées dans le respect de la règlementation.

L'assemblée a pris fin à 21H00.

Luc d'AQUIN Syndic

COUDON **d'AQUIN**

MISCHLER **REINBOLD** **TORREGROSSA**

DECOMPTE DE CHARGES ANNEE 2020

Dépenses 2020	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2020	Année 2019	Evolution
Gan	834,87												834,87	788,38	6%
Electricité Strasbourg		32,64			30,56	28,44	22,33			44,8		3,69	162,46	151,07	8%
Eau				594,21							595,32		1189,53	1084,67	10%
Frais puisard								0					0	0	
Achats divers		8,8	97,35	34,83						35,2			176,18	115	53%
Frais excep													0	0	#DIV/0!
Frais bancaire				6,47			6,54						13,01	34,32	-62%
TOTAL	**834,87**	**41,44**	**97,35**	**635,51**	**30,56**	**28,44**	**28,87**	**0**	**0**	**80**	**595,32**	**3,69**	**2376,05**	**2173,44**	**9%**

Total sans assainis 1186,52

Recettes 2020	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembr	Décembr	TOTAL
COUDON	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	80	960
TORRE GROSSA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	600
d'AQUIN	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	720
MISCHLER	40												40
REINBOLD	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	360
TOTAL	**260**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**220**	**2680**

Année 2020	Payé	A Payer	Ecart	Millième	Parts
COUDON	960,00 €	815,15 €	**144,85 €**	286	48
TORRE GROSSA	600,00 €	339,64 €	**260,36 €**	186	12
d'AQUIN	720,00 €	458,60 €	**261,40 €**	186	24
MISCHLER	40,00 €	452,67 €	-412,67 €	181	24
REINBOLD	360,00 €	309,98 €	**50,02 €**	161	12
TOTAL	2 680,00 €	2 376,05 €	**303,95 €**	1000	120

Immeuble 9 rue de Thann 67100 STRASBOURG
Le 26 Avril 2021

Coudon Torre Grossa d'Aquin Mischler Reinbold

REPARTITION DE L'EAU EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES

Année 2020	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nbre parts	Répartition
COUDON	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	48	475,81
TORRE GROSSA	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	118,95
d'AQUIN	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	237,91
MISCHLER	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	237,91
REINBOLD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	118,95

Total	**120**	1189,53
Valeur une part	9,91	

DECOMPTE DE CHARGES ANNEE 2019

Dépenses 2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL 2019	Année 2018	Evolution
Gan	788,38												**788,38**	788,38	0%
Electricité Strasbourg	1,54	26,68			23,76	19,55	19,31			19,82		40,41	**151,07**	187,19	-19%
Eau		534,2			53,2				497,27				**1084,67**	1112,49	-3%
Frais puisard								0					**0**	0	
Achats divers					80							35	**115**	145,31	-21%
Frais excep													**0**	712,8	-100%
Frais bancaire					6,26		6,96			21,1			**34,32**	19,83	73%
TOTAL	**789,92**	**560,88**	**0**	**0**	**163,22**	**19,55**	**26,27**	**0**	**497,27**	**40,92**	**0**	**75,41**	**2173,44**	**2966,00**	**-27%**

Total sans assainis **1088,77**

Recettes 2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembr	Octobre	Novembr	Décembr	TOTAL
COUDON	60	60	60	80	80	80	80	80	80	80	80	80	**900**
TORRE GROSSA	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	**600**
d'AQUIN	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	60	**720**
MISCHLER	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	40	**480**
REINBOLD	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	30	**360**
TOTAL	**240**	**240**	**240**	**260**	**260**	**260**	**260**	**260**	**260**	**260**	**260**	**260**	**3060**

Année 2019	Payé	A Payer	Ecart	Millième	Parts
COUDON	900,00 €	724,60 €	**175,40 €**	286	48
TORRE GROSSA	600,00 €	357,46 €	**242,54 €**	186	18
d'AQUIN	720,00 €	409,11 €	**310,89 €**	186	24
MISCHLER	480,00 €	403,67 €	**76,33 €**	181	24
REINBOLD	360,00 €	278,59 €	**81,41 €**	161	12
TOTAL	3 060,00 €	2 173,43 €	**886,57 €**	1000	126

Immeuble 9 rue de Thann 67100 STRASBOURG
Le 10 Avril 2020

Coudon | Torre Grossa | d'Aquin | Mischler | Reinbold

REPARTITION DE L'EAU EN FONCTION DU NOMBRE DE PERSONNES

Année 2019	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Nbre parts	Répartition
COUDON	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	48	413,21
TORRE GROSSA	2	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	1	18	154,95
d'AQUIN	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	206,60
MISCHLER	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	2	24	206,60
REINBOLD	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	12	103,30
												Total	**126**	**1084,67**
												Valeur une part	8,61	

Esquisse d'étage N° 4347a
Section EC
Parcelle 258/131

TABLEAU RECAPITULATIF DES TANTIEMES GENERAUX

N° du lot	Propriétaires	Situation, nature et description du local	N° de voirie	Bât.	Esc.	Niv.	Loc.	Surface (en m²)	QP dar copropr du sol
1		*- LOT INCHANGE -* Appartement (> 1,80m)				0	1	67	158
2		*- LOT INCHANGE -* Appartement (> 1,80m)				1	1	75	177
3		*- LOT INCHANGE -* Appartement (> 1,80m)				2	1	77	182
4		*- LOT INCHANGE -* Appartement (> 1,80m)				3	1	77	182
5		*- LOT ANNULE -* ~~Appartement (> 1,80m)~~ ~~Grenier~~ ~~Grenier (surface au sol)~~							
6		*- LOT INCHANGE -* Cave				81	2	7	3
7		*- LOT INCHANGE -* Cave				81	3	9	4
8		*- LOT INCHANGE -* Cave				81	4	8	4
9		*- LOT INCHANGE -* Cave				81	5	8	4
10		*- LOT INCHANGE -* Cave				81	6	8	4
11		*- NOUVEAU LOT -* Appartement (> 1,80m) Appartement (< 1,80m)				4	1	109 27	282
								TOTAUX :	**100**

Commune : STRASBOURG - NEUDORF
9, rue de Thann

QP PC2	QP PC3	QP PC4	QP PC5	QP PC6	QP PC7	QP PC8	QP PC9	QP PC10	QP PC11	QP PC12	QP PC13	QP PC14	QP PC15	QP PC16

TABLEAU RECAPITULATIF DES LOTS

LOTS	Etage	Désignation	PC1 1.000
1	rez-de-chaussée	Appartement	158
2	premier étage	Appartement	177
3	deuxième étage	Appartement	182
4	troisième étage	appartement	182
5	SUPPRIME		0
6	sous-sol	cave	3
7	sous-sol	cave	4
8	sous-sol	cave	4
9	sous-sol	cave	4
10	sous-sol	cave	4
11	**Troisième/quatrième étage**	**Appartement en duplex**	**282**
		TOTAL	**1.000**

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations réelles

LA POSTE

SD : 864003832177201

956256 4407 1923
G91 1/ 1 4

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 21/11/2024

N° 36969539S (détail au dos)

Consommations réelles du 20/09/2024 au 04/11/2024 : 19 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	23,87 €
Montant TVA (payée sur les débits)	2,90 €
Montant de la facture TTC	**26,77 €**
Total TTC	**26,77 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 06/12/2024

Date approximative de votre prochain relevé : 23/04/2025
Date approximative de votre prochaine facture : 30/01/2025
Date possible de transmission d'index entre le 07/01/2025 et le 14/01/2025

Le Tarif Bleu évolue à compter du 1er février 2024 selon Décision du Ministère de l économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 29 janvier 2024.
Le taux de la CSPE est revalorisé au 1er février 2024 à 20,5€/MWh.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,90 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 septembre 2024 au 21 novembre 2024 (2 mois)	6,45 €/mois	12,90 €

CONSOMMATIONS — 10,57 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 20/09/2024 au 04/11/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 410 (estimé)	1 429 (relevé)	1	19		
Consommation première tranche				19	0,5562 €/kWh	10,57 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : **23,47 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,40 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	19 kWh	0,021 €/kWh	0,40 €

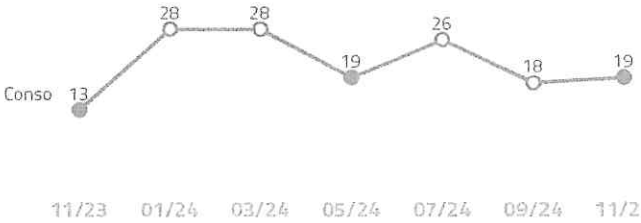
MONTANT HORS TVA — 23,87 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,90 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	10,97 €	20,00 %	2,19 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 26,77 €

Suivi des consommations (kWh)
O *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2023 : 4,7% renouvelable (hydraulique, éolien, solaire & biomasse), 8,8% fossile (gaz, charbon & pétrole), 86,5% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37 rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - www.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

LA POSTE

SD : 864003064703714

874869 5865 2622
G91 1/ 1 6

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/052512092

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 20/09/2024

N° 36516251S (détail au dos)

Consommations estimées du 23/07/2024 au 20/09/2024 : 18 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	23,29 €
Montant TVA (payée sur les débits)	2,79 €
Montant de la facture TTC	**26,08 €**
Total TTC	**26,08 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/10/2024

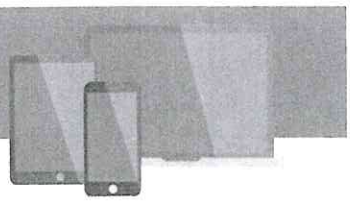
Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 30/11/2024

Le Tarif Bleu évolue à compter du 1er février 2024 selon Décision du Ministère de l économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 29 janvier 2024.
Le taux de la CSPE est revalorisé au 1er février 2024 à 20,5€/MWh.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.



Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,90 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 juillet 2024 au 21 septembre 2024 (2 mois)	6,45 €/mois	12,90 €

CONSOMMATIONS — 10,01 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 23/07/2024 au 20/09/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 392 (estimé)	1 410 (estimé)	1	18		
Consommation première tranche				18	0,5562 €/kWh	10,01 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 22,91 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,38 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	18 kWh	0,021 €/kWh	0,38 €

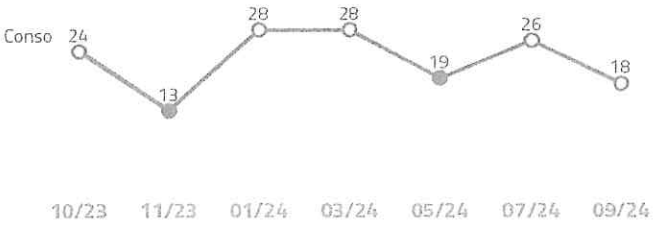
MONTANT HORS TVA — 23,29 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,90 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	10,39 €	20,00 %	2,08 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 26,08 €

Suivi des consommations (kWh)
O *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

LA POSTE

SD : 864002567010429

811815 4549 2149
G91 1/ 1 5

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/07/2024

N° 35995271S (détail au dos)

Consommations estimées du 03/05/2024 au 23/07/2024 : 26 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	27,91 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,71 €
Montant de la facture TTC	**31,62 €**
Total TTC	**31,62 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/08/2024

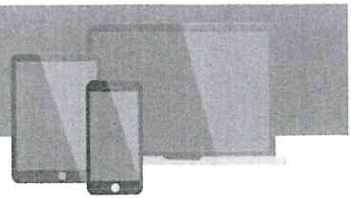
Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 29/09/2024
Date possible de transmission d'index entre le 06/09/2024 et le 13/09/2024

Le Tarif Bleu évolue à compter du 1er février 2024 selon Décision du Ministère de l économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 29 janvier 2024.
Le taux de la CSPE est revalorisé au 1er février 2024 à 20,5€/MWh.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.



Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT

12,90 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 mai 2024 au 21 juillet 2024 (2 mois)	6,45 €/mois	12,90 €

CONSOMMATIONS

14,46 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 03/05/2024 au 23/07/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 366 (relevé)	1 392 (estimé)	1	26		
Consommation première tranche				26	0,5562 €/kWh	14,46 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : **27,36 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS

0,55 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	26 kWh	0,021 €/kWh	0,55 €

MONTANT HORS TVA

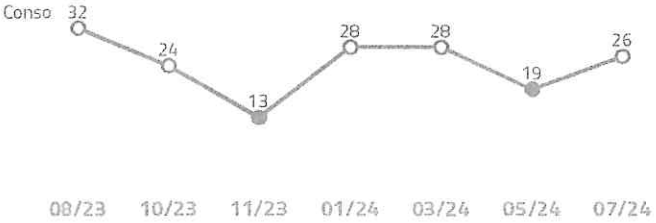
27,91 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,90 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	15,01 €	20,00 %	3,00 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC **31,62 €**

Suivi des consommations (kWh)
○ *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations réelles

LA POSTE

SD : 86400254705416L

722028 4949 2134
G91 1/ 1 5

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 22/05/2024

N° 35397966S (détail au dos)

Consommations réelles du 22/03/2024 au 03/05/2024 : 19 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	23,87 €
Montant TVA (payée sur les débits)	2,90 €
Montant de la facture TTC	**26,77 €**
Total TTC	**26,77 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 06/06/2024

Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 01/08/2024
Date possible de transmission d'index entre le 09/07/2024 et le 16/07/2024

Le Tarif Bleu évolue à compter du 1er février 2024 selon Décision du Ministère de l économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 29 janvier 2024.
Le taux de la CSPE est revalorisé au 1er février 2024 à 20,5€/MWh.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,90 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 mars 2024 au 21 mai 2024 (2 mois)	6,45 €/mois	12,90 €

CONSOMMATIONS — 10,57 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 22/03/2024 au 03/05/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 347 (estimé)	1 366 (relevé)	1	19		
Consommation première tranche				19	0,5562 €/kWh	10,57 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : **23,47 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,40 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	19 kWh	0,021 €/kWh	0,40 €

MONTANT HORS TVA — 23,87 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,90 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	10,97 €	20,00 %	2,19 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 26,77 €

Suivi des consommations (kWh)
valeurs estimées

Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.
En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.
Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.
Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.
Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.
Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.
Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 479 800 € - RCS Strasbourg 501 103 171 - 27, rue du Marais Vert F-67039 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 103 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1450 V - www.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations estimées

LA POSTE

SD : 86400252282523H

654730 6699 2631
G91 1/ 1 6

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 22/03/2024

N° 34858083S (détail au dos)

Consommations estimées du 23/01/2024 au 22/03/2024 : 28 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	28,97 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,92 €
Montant de la facture TTC	**32,89 €**
Total TTC	**32,89 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 08/04/2024

Date approximative de votre prochain relevé : 25/04/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 31/05/2024

Le Tarif Bleu évolue à compter du 1er février 2024 selon Décision du Ministère de l économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique du 29 janvier 2024.
Le taux de la CSPE est revalorisé au 1er février 2024 à 20,5€/MWh.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT

12,90 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 janvier 2024 au 31 janvier 2024 (0,33 mois)	6,44 €/mois	2,13 €
Location de compteur du 1 février 2024 au 21 mars 2024 (1,67 mois)	6,45 €/mois	10,77 €

CONSOMMATIONS

15,57 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 23/01/2024 au 22/03/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
Consommation première tranche	1 319 (estimé)	1 347 (estimé)	1	28		
Consommation première tranche - barème du 23/01/2024 au 31/01/2024				4	0,5552 €/kWh	2,22 €
Consommation première tranche - barème du 01/02/2024 au 22/03/2024				24	0,5562 €/kWh	13,35 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 28,47 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS

0,50 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes. CSPE du 01/02/2024 au 22/03/2024	24 kWh	0,021 €/kWh	0,50 €

MONTANT HORS TVA

28,97 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,90 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	16,07 €	20,00 %	3,21 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC 32,89 €

Suivi des consommations (kWh)
O valeurs estimées

Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations estimées

LA POSTE

SD : 864002491959295

587824 8167 2942
G91 1/ 1 7

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
"""Tarif bleu""", offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/01/2024

N° 34327808S (détail au dos)

Consommations estimées du 21/11/2023 au 23/01/2024 : 28 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	28,46 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,83 €
Montant de la facture TTC	**32,29 €**
Total TTC	**32,29 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/02/2024

Date approximative de votre prochain relevé : 25/04/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 31/03/2024
Date possible de transmission d'index entre le 08/03/2024 et le 15/03/2024

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er août 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 28 juillet 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er août 2023 à 0,5€/MWh. Plus d'informations sur le « bouclier tarifaire » sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,88 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 novembre 2023 au 21 janvier 2024 (2 mois)	6,44 €/mois	12,88 €

CONSOMMATIONS — 15,55 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/11/2023 au 23/01/2024 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 291 (relevé)	1 319 (estimé)	1	28		
Consommation première tranche				28	0,5552 €/kWh	15,55 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : **28,43 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,03 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	28 kWh	0,001 €/kWh	0,03 €

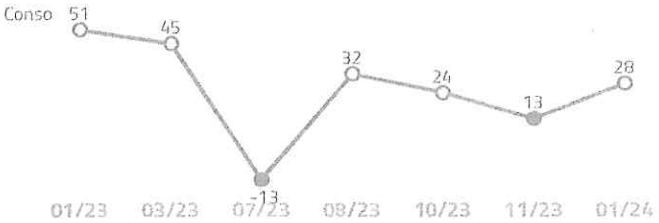
MONTANT HORS TVA — 28,46 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,88 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	15,58 €	20,00 %	3,12 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 32,29 €

Suivi des consommations (kWh)
○ *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37, rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - www.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations réelles

LA POSTE

SD : 863002478883869

521397 15323 6407
G91 1/ 1 13

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 22/11/2023

N° 33840554S (détail au dos)

Consommations réelles du 21/09/2023 au 21/11/2023 : 13 kWh

Index transmis par vos soins

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	20,11 €
Montant TVA (payée sur les débits)	2,16 €
Montant de la facture TTC	**22,27 €**
Total TTC	**22,27 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/12/2023

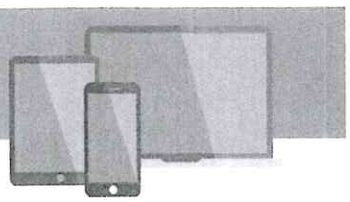
Date approximative de votre prochain relevé : 25/04/2024
Date approximative de votre prochaine facture : 01/02/2024
Date possible de transmission d'index entre le 09/01/2024 et le 16/01/2024

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er août 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 28 juillet 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er août 2023 à 0,5€/MWh. Plus d'informations sur le « bouclier tarifaire » sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.



Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,88 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 septembre 2023 au 21 novembre 2023 (2 mois)	6,44 €/mois	12,88 €

CONSOMMATIONS — 7,22 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/09/2023 au 21/11/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 278 (estimé)	1 291 (relevé)	1	13		
Consommation première tranche				13	0,5552 €/kWh	7,22 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* **: 20,10 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,01 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	13 kWh	0,001 €/kWh	0,01 €

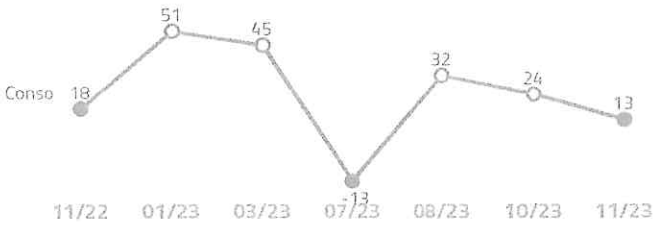
MONTANT HORS TVA — 20,11 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,88 €	5,50 %	0,71 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	7,23 €	20,00 %	1,45 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 22,27 €

Suivi des consommations (kWh)
○ *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations estimées

LA POSTE

SD : 86300247049750X

475562 2327 1034
G91 1/ 1 2

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 09/10/2023

N° 33391445S (détail au dos)

Consommations estimées du 21/07/2023 au 21/09/2023 : 24 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	25,83 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,33 €
Montant de la facture TTC	**29,16 €**
Total TTC	**29,16 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 24/10/2023

Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 01/12/2023

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er août 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 28 juillet 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er août 2023 à 0,5€/MWh. Plus d'informations sur le « bouclier tarifaire » sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 12,69 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 juillet 2023 au 31 juillet 2023 (0,32 mois)	5,85 €/mois	1,87 €
Location de compteur du 1 août 2023 au 21 septembre 2023 (1,68 mois)	6,44 €/mois	10,82 €

CONSOMMATIONS — 13,12 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/07/2023 au 21/09/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
Consommation première tranche	1 254 (estimé)	1 278 (estimé)	1	24		
Consommation première tranche - barème du 21/07/2023 au 31/07/2023				4	0,5047 €/kWh	2,02 €
Consommation première tranche - barème du 01/08/2023 au 21/09/2023				20	0,5552 €/kWh	11,10 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : **25,81 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,02 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	24 kWh	0,001 €/kWh	0,02 €

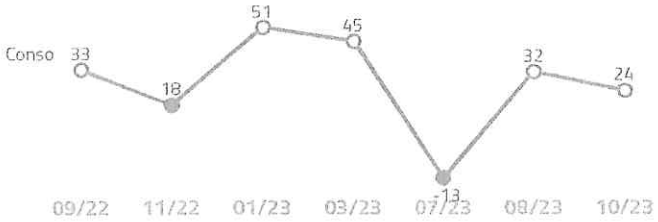
MONTANT HORS TVA — 25,83 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	12,69 €	5,50 %	0,70 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	13,14 €	20,00 %	2,63 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 29,16 €

Suivi des consommations (kWh)
O *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2022 : 5,6% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 21,5% fossile (gaz, charbon & pétrole), 72,9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37, rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - WWW.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

LA POSTE

SD : 863002459364935

384237 4745 2127
G91 1/ 1 5

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 09/08/2023

N° 32835726S (détail au dos)

Consommations estimées du 03/05/2023 au 21/07/2023 : 32 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	27,88 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,88 €
Montant de la facture TTC	**31,76 €**
Total TTC	**31,76 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 24/08/2023

Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 30/09/2023
Date possible de transmission d'index entre le 07/09/2023 et le 14/09/2023

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er février 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 30 janvier 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er février à 0,5 €/MWh. Plus d'informations sur le bouclier tarifaire sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 11,70 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 mai 2023 au 21 juillet 2023 (2 mois)	5,85 €/mois	11,70 €

CONSOMMATIONS — 16,15 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 03/05/2023 au 21/07/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 222 (relevé)	1 254 (estimé)	1	32		
Consommation première tranche				32	0,5047 €/kWh	16,15 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 27,85 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,03 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	32 kWh	0,001 €/kWh	0,03 €

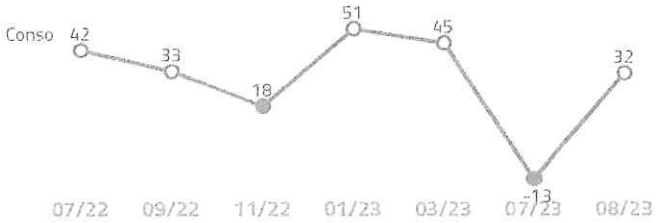
MONTANT HORS TVA — 27,88 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	11,70 €	5,50 %	0,64 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	16,18 €	20,00 %	3,24 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 31,76 €

Suivi des consommations (kWh)
○ *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% fossile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations réelles

LA POSTE

SD : 86300161556261H

322696 42693 6085
G91 1/ 1 62

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 07/07/2023

N° 32396511S (détail au dos)

Consommations réelles du 23/03/2023 au 03/05/2023 : -13 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	5,13 €
Montant TVA (payée sur les débits)	-0,67 €
Montant de la facture TTC	**4,46 €**
Total TTC	**4,46 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 24/07/2023

Date approximative de votre prochain relevé : 26/10/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 30/07/2023
Date possible de transmission d'index entre le 07/07/2023 et le 14/07/2023

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er février 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 30 janvier 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er février à 0,5 €/MWh. Plus d'informations sur le bouclier tarifaire sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 11,70 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 mars 2023 au 21 mai 2023 (2 mois)	5,85 €/mois	11,70 €

CONSOMMATIONS — -6,56 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 23/03/2023 au 03/05/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 235 (estimé)	1 222 (relevé)	1	-13		
Consommation première tranche				-13	0,5047 €/kWh	-6,56 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* **: 5,14 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — -0,01 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	-13 kWh	0,001 €/kWh	-0,01 €

MONTANT HORS TVA — 5,13 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	11,70 €	5,50 %	0,64 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	-6,57 €	20,00 %	-1,31 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 4,46 €

Suivi des consommations (kWh)
○ *valeurs estimées*

Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n ° 59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% fossile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37, rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - WWW.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations estimées

LA POSTE

SD : 86300243251658S

945883 5795 1450
G91 1/ 1 5

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 24/03/2023

N° 31482167S (détail au dos)

Consommations estimées du 21/01/2023 au 23/03/2023 : 45 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	33,72 €
Montant TVA (payée sur les débits)	5,09 €
Montant de la facture TTC	**38,81 €**
Total TTC	**38,81 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 11/04/2023

Date approximative de votre prochain relevé : 30/04/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 01/06/2023

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er février 2023 selon Décision du Ministère de la transition énergétique du 30 janvier 2023. Le taux de la CSPE est maintenu au 1er février à 0,5 €/MWh. Plus d'informations sur le bouclier tarifaire sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

Inscrivez-vous aux alertes Écowatt & Écogaz
Ces dispositifs mis en place par les gestionnaires de réseaux de transport RTE et GRT Gaz, en partenariat avec l'ADEME, vous alertent en temps réel des risques de coupure sur les réseaux électriques et gaziers français.
www.monecowatt.fr • https://myecogaz.com

ABONNEMENT 11,44 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 janvier 2023 au 31 janvier 2023 (0,34 mois)	5,09 €/mois	1,73 €
Location de compteur du 1 février 2023 au 21 mars 2023 (1,66 mois)	5,85 €/mois	9,71 €

CONSOMMATIONS 22,18 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/01/2023 au 23/03/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
Consommation première tranche	1 190 (estimé)	1 235 (estimé)	1	45		
Consommation première tranche - barème du 21/01/2023 au 31/01/2023				8	0,4389 €/kWh	3,51 €
Consommation première tranche - barème du 01/02/2023 au 23/03/2023				37	0,5047 €/kWh	18,67 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 33,62 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS 0,10 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.			
TCCFE du 21/01/2023 au 31/01/2023	8 kWh	0,00624 €/kWh	0,05 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.			
CSPE du 21/01/2023 au 31/01/2023	8 kWh	0,001 €/kWh	0,01 €
CSPE du 01/02/2023 au 23/03/2023	37 kWh	0,001 €/kWh	0,04 €

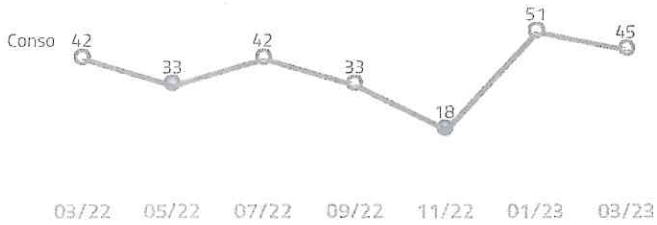
MONTANT HORS TVA 33,72 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	11,44 €	5,50 %	0,63 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	22,28 €	20,00 %	4,46 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC 38,81 €

Suivi des consommations (kWh)
valeurs estimées



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% fossile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

LA POSTE

SD : 863002420683055

844791 7723 3245
G91 1/ 1 8

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/01/2023

N° 30889055S (détail au dos)

Consommations estimées du 09/11/2022 au 21/01/2023 : 51 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	32,93 €
Montant TVA (payée sur les débits)	5,11 €
Montant de la facture TTC	**38,04 €**
Total TTC	**38,04 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/02/2023

Date approximative de votre prochain relevé : 30/04/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 31/03/2023
Date possible de transmission d'index entre le 08/03/2023 et le 15/03/2023

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

Inscrivez-vous aux alertes Écowatt & Écogaz
Ces dispositifs mis en place par les gestionnaires de réseaux de transport RTE et GRT Gaz, en partenariat avec l'ADEME, vous alertent en temps réel des risques de coupure sur les réseaux électriques et gaziers français.
www.monecowatt.fr • https://myecogaz.com

ABONNEMENT

10,18 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 novembre 2022 au 21 janvier 2023 (2 mois)	5,09 €/mois	10,18 €

CONSOMMATIONS

22,38 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 09/11/2022 au 21/01/2023 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 139 (relevé)	1 190 (estimé)	1	51		
Consommation première tranche				51	0,4389 €/kWh	22,38 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 32,56 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS

0,37 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.			
TCCFE du 09/11/2022 au 31/12/2022	37 kWh	0,00624 €/kWh	0,23 €
TCCFE du 01/01/2023 au 21/01/2023	14 kWh	0,00624 €/kWh	0,09 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.			
CSPE du 09/11/2022 au 31/12/2022	37 kWh	0,001 €/kWh	0,04 €
CSPE du 01/01/2023 au 21/01/2023	14 kWh	0,001 €/kWh	0,01 €

MONTANT HORS TVA

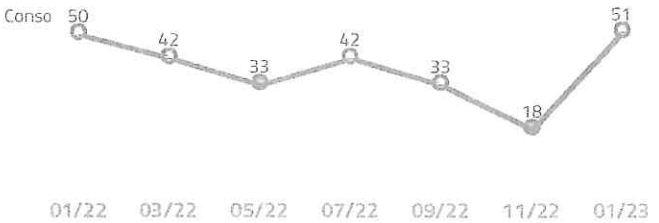
32,93 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	10,18 €	5,50 %	0,56
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	22,75 €	20,00 %	4,55 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC 38,04 €

Suivi des consommations (kWh)
valeurs estimées



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% fossile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ

Formulaire en cas de changement de syndic/gestionnaire

Numéro actuel du contrat 123224

N° du compteur 257635

Adresse des parties communes 9 rue de THANN STRASBOURG 67100

Repreneur :

Vous êtes : syndic pro* ☐ Syndic bénévole* ☒ Gestionnaire* ☐

Adresse d'envoi des factures : ERIC COUDON

9 rue de THANN

Code postal : 67100

Ville : Strasbourg

Tél. : 06 95 18 18 40 Mail :

Si payeur différent du nouveau titulaire : Syndic : bénévole* ☐ pro* ☐ Gestionnaire* ☐

Nom : Prénom :

Adresse d'envoi des factures :

Ville : Code postal :

Tél. : Mail :

Prélèvement automatique ☒ Oui* (joindre BIC/IBAN) ☐ Non*

Souhaitez-vous une facture de décompte ? ☒ Oui* ☐ Non* Si oui, veuillez indiquer le relevé du compteur : HC HP ou Base

Coordonnées et adresse d'envoi de la facture de décompte : ERIC COUDON – 9 rue de THANN 67100 Strasbourg

*Cochez la case concernée

Nom, date et signature

Formulaire à retourner complété et signé soit : Par courrier à ÉS Énergies Strasbourg DSVE 37 rue du Marais Vert 67953 Strasbourg Cedex 9
Par mail sous : contact.syndics@es.fr ou fax : 03 88 20 65 30

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations réelles

LA POSTE

SD : 86200240515396W

745201 6599 2184
G91 1/ 1 6

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
SC SYNDIC COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/11/2022

N° 30389294S (détail au dos)

Consommations réelles du 21/09/2022 au 09/11/2022 : 18 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	18,21 €
Montant TVA (payée sur les débits)	2,17 €
Montant de la facture TTC	**20,38 €**
Total TTC	**20,38 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 08/12/2022

Date approximative de votre prochain relevé : 30/04/2023
Date approximative de votre prochaine facture : 30/01/2023
Date possible de transmission d'index entre le 07/01/2023 et le 14/01/2023

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT

10,18 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 septembre 2022 au 21 novembre 2022 (2 mois)	5,09 €/mois	10,18 €

CONSOMMATIONS

7,90 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/09/2022 au 09/11/2022 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 121 (estimé)	1 139 (relevé)	1	18		
Consommation première tranche				18	0,4389 €/kWh	7,90 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 18,08 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS

0,13 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.	18 kWh	0,00624 €/kWh	0,11 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	18 kWh	0,001 €/kWh	0,02 €

MONTANT HORS TVA

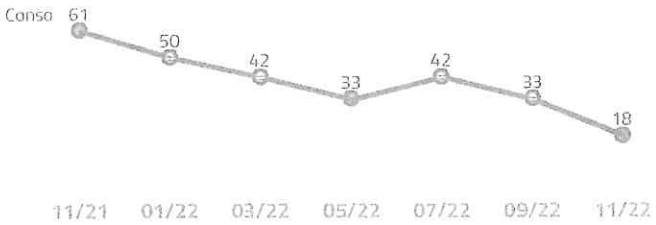
18,21 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	10,18 €	5,50 %	0,56 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	8,03 €	20,00 %	1,61 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC 20,38 €

Suivi des consommations (kWh)
valeurs estimées



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto.

Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n °59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% fossile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

LA POSTE

SD : 862002394832775

665282 9167 4109
G91 1/ 1 9

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX
03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 21/09/2022

N° 29879684S (détail au dos)

Consommations estimées du 21/07/2022 au 21/09/2022 : 33 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	24,90 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,50 €
Montant de la facture TTC	**28,40 €**
Total TTC	**28,40 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 06/10/2022

Date approximative de votre prochain relevé : 27/10/2022
Date approximative de votre prochaine facture : 27/11/2022

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.

Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 10,18 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 juillet 2022 au 21 septembre 2022 (2 mois)	5,09 €/mois	10,18 €

CONSOMMATIONS — 14,48 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 21/07/2022 au 21/09/2022 du compteur électromécanique n° 257685						
consommations th	1 088 (estimé)	1 121 (estimé)	1	33		
Consommation première tranche				33	0,4389 €/kWh	14,48 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* : 24,66 €

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,24 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.	33 kWh	0,00624 €/kWh	0,21 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	33 kWh	0,001 €/kWh	0,03 €

MONTANT HORS TVA — 24,90 €

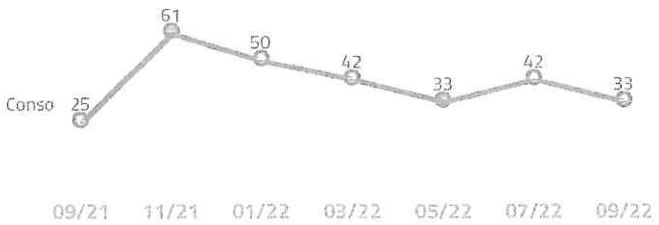
	Assiette	Prix / Taux	Mont
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	10,18 €	5,50 %	0,56 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	14,72 €	20,00 %	2,94 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 28,40 €

Suivi des consommations (kWh)

○ *valeurs estimées*



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto. Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n°59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2021 : 8% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 9.3% [illegible]ile (gaz, charbon & pétrole), 82.7% nucléaire.

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations réelles

464744 9597 2984
1/ 1 8

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Puissance souscrite
3 kVA

Option tarifaire
Eclairage à tranches

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX

03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/05/2022

N° 28667210S (détail au dos)

Consommations réelles du 22/03/2022 au 06/05/2022 : 33 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	24,90 €
Montant TVA (payée sur les débits)	3,50 €
Montant de la facture TTC	**28,40 €**
Total TTC	**28,40 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/06/2022

Date approximative de votre prochain relevé : 27/10/2022
Date approximative de votre prochaine facture : 25/07/2022
Date possible de transmission d'index entre le 07/07/2022 et le 14/07/2022

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er février 2022 selon Décision du Ministère de la transition écologique du 28 janvier 2022. Le taux de la CSPE évolue au 1er février 2022 à 1 €/MWh. Plus d'informations sur le «bouclier tarifaire» sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.
Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

ABONNEMENT — 10,18 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 mars 2022 au 21 mai 2022 (2 mois)	5,09 €/mois	10,18 €

CONSOMMATIONS — 14,48 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 22/03/2022 au 06/05/2022 du compteur électromécanique n° **257685**						
consommations th	1 013 (estimé)	1 046 (relevé)	1	33		
Consommation première tranche				33	0,4389 €/kWh	14,48 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* **: 24,66 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS — 0,24 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.	33 kWh	0,00624 €/kWh	0,21 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité) S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.	33 kWh	0,001 €/kWh	0,03 €

MONTANT HORS TVA — 24,90 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	10,18 €	5,50 %	0,56 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	14,72 €	20,00 %	2,94 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC — 28,40 €

Suivi des consommations (kWh)

valeurs estimées

Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto. Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n°59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2020 : 12.2% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 8.9% fossile (gaz, charbon & pétrole), 78.9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 479 800 € - RCS Strasbourg 501 103 171 - 37, rue du Maréchal Foch B.P.7020 Strasbourg Cedex 0 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 89 501 103 171 - ADE 3514 7 - CCP Strasbourg 1150 K - www.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ

Consommations estimées

385105 5391 2051
1/ 1 5

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Site de consommation
9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Option tarifaire
Eclairage à tranches

Puissance souscrite
3 kVA

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX
03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 23/03/2022

N° 28044908S (détail au dos)

Consommations estimées du 20/01/2022 au 22/03/2022 : 42 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	28,36 €
Montant TVA (payée sur les débits)	4,24 €
Montant de la facture TTC	**32,60 €**
Total TTC	**32,60 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/04/2022

Date approximative de votre prochain relevé : 29/04/2022
Date approximative de votre prochaine facture : 25/05/2022

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er février 2022 selon Décision du Ministère de la transition écologique du 28 janvier 2022. Le taux de la CSPE évolue au 1er février 2022 à 1 €/MWh. Plus d'informations sur le «bouclier tarifaire» sur es.fr.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

UNE QUESTION SUR VOTRE FACTURE ?
Rendez-vous sur www.es.fr

ABONNEMENT

9,93 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 janvier 2022 au 31 janvier 2022 (0,34 mois)	4,36 €/mois	1,48 €
Location de compteur du 1 février 2022 au 21 mars 2022 (1,66 mois)	5,09 €/mois	8,45 €

CONSOMMATIONS

17,93 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 20/01/2022 au 22/03/2022 du compteur électromécanique n° **257685**						
Consommation première tranche	971 (estimé)	1 013 (estimé)	1	42		
Consommation première tranche - barème du 20/01/2022 au 31/01/2022				8	0,3758 €/kWh	3,01 €
Consommation première tranche - barème du 01/02/2022 au 22/03/2022				34	0,4389 €/kWh	14,92 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* **: 27,86 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS

0,50 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.	42 kWh	0,00624 €/kWh	0,26 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.			
CSPE du 20/01/2022 au 31/01/2022	8 kWh	0,0258291 €/kWh	0,21 €
CSPE du 01/02/2022 au 22/03/2022	34 kWh	0,001 €/kWh	0,03 €

MONTANT HORS TVA

28,36 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	9,93 €	5,50 %	0,55 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TCCFE et la CSPE	18,43 €	20,00 %	3,69 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC **32,60 €**

Suivi des consommations (kWh)

○ *valeurs estimées*

Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto. Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n°59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2020 : 12.2% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 8.9% fossile (gaz, charbon & pétrole), 78.9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37, rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - WWW.es.fr

FACTURE D'ÉLECTRICITÉ
Consommations estimées

304569 9285 2170
1/ 2 7

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SITE DE CONSOMMATION N° 525120

VOTRE CONTRAT D'ÉLECTRICITÉ N° 423224

SYNDICAT COPROPRIETE 9 THANN
Référence client : 249557
Référence paiement : 196510

Site de consommation
9 RUE DE THANN
STRASBOURG

Votre offre
°°°Tarif bleu°°°, offre au tarif réglementé

Option tarifaire
Eclairage à tranches

Puissance souscrite
3 kVA

Point De Livraison
67482/E1/0525120 92

POUR NOUS JOINDRE

espaceclient.es.fr :
gérez votre contrat en ligne

du lundi au vendredi :
03 88 206 220
8h30 à 18h

professionnels@es.fr

ÉS Énergies Strasbourg
Centre de Contact Pros
67932 STRASBOURG CEDEX 9

URGENCE RÉSEAUX
03 88 18 74 00 - 7j/7 et 24h/24

VOTRE FACTURE DU 21/01/2022

N° 27594023S (détail au dos)

Consommations estimées du 05/11/2021 au 20/01/2022 : 50 kWh

Le paiement anticipé ne donne pas lieu à escompte.

Montant hors TVA	29,11 €
Montant TVA (payée sur les débits)	4,56 €
Montant de la facture TTC	**33,67 €**
Total TTC	**33,67 €**

Montant prélevé sur votre compte à partir du 07/02/2022

Date approximative de votre prochain relevé : 29/04/2022
Date approximative de votre prochaine facture : 27/03/2022
Date possible de transmission d'index entre le 09/03/2022 et le 16/03/2022

Les tarifs réglementés de vente d'électricité évoluent à compter du 1er août 2021 selon Décision du Ministère de la transition écologique du 29 juillet 2021.
Le taux de la CTA évolue au 1er août 2021 à 21.93%.

VOS COORDONNÉES BANCAIRES

Conformément à votre demande, le prélèvement sera réalisé sur le compte XXXXXXXX9101.

UNE QUESTION SUR VOTRE FACTURE ?
Rendez-vous sur www.es.fr

ABONNEMENT 8,72 €

	Prix unitaire	Montant HT
Location de compteur du 22 novembre 2021 au 21 janvier 2022 (2 mois)	4,36 €/mois	8,72 €

CONSOMMATIONS 18,79 €

	Anciens index	Nouveaux index	Coeff.	Consommations (kWh)	Prix unitaire	Montant HT
Du 05/11/2021 au 20/01/2022 du compteur électromécanique n° **257685**						
consommations th	921 (relevé)	971 (estimé)	1	50		
Consommation première tranche				50	0,3758 €/kWh	18,79 €

TOTAL HORS TAXES *(dont part acheminement HT : 52 %)* **: 27,51 €**

TAXES ET CONTRIBUTIONS 1,60 €

	Assiette	Prix / Taux	Montant HT
TCCFE (Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée à la commune.			
TCCFE du 05/11/2021 au 31/12/2021	37 kWh	0,00624 €/kWh	0,23 €
TCCFE du 01/01/2022 au 20/01/2022	13 kWh	0,00624 €/kWh	0,08 €
TDCFE (Taxe Départementale sur la Consommation Finale d'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée au département.			
TDCFE du 05/11/2021 au 31/12/2021	37 kWh	0,003315 €/kWh	0,12 €
CSPE (Contribution aux charges du Service Public de l'Électricité)			
S'applique aux consommations. Elle est reversée au service des douanes.			
CSPE du 05/11/2021 au 31/12/2021	37 kWh	0,0225 €/kWh	0,83 €
CSPE du 01/01/2022 au 20/01/2022	13 kWh	0,0258291 €/kWh	0,34 €

MONTANT HORS TVA 29,11 €

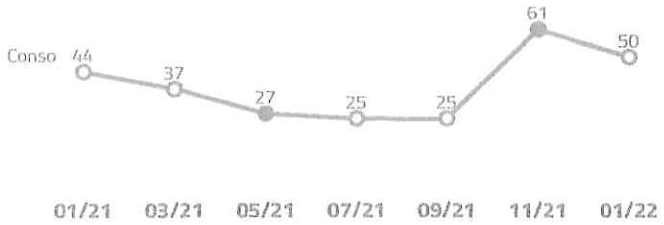
	Assiette	Prix / Taux	Montant
TVA réduite* s'applique sur l'abonnement et la CTA.	8,72 €	5,50 %	0,48 €
TVA* s'applique sur les consommations, les services et prestations, la TDCFE, la TCCFE et la CSPE	20,39 €	20,00 %	4,08 €

* TVA payée sur les débits

Montant de la facture TTC 33,67 €

Suivi des consommations (kWh)

valeurs estimées



Cet historique est fourni à titre indicatif. Il ne reprend pas d'éventuelles rectifications d'index.

Retrouvez tout votre historique dans votre Espace client sur es.fr

Informations :

Votre facture fait l'objet de tarif réglementé. L'ensemble des tarifs et prix proposés par ÉS Énergies Strasbourg S.A. est disponible sur le site www.es.fr ou sur simple demande.

En cas de réclamation, votre conseiller ÉS est à votre disposition par tout moyen de contact indiqué au recto. Cette facture doit être conservée 5 ans. Créez votre Espace client sur www.es.fr et retrouvez les données de vos contrats et factures.

Tout sur vos démarches, vos droits et les économies d'énergie gratuitement par téléphone au 0 800 112 212 ou sur www.energies-info.fr, le site des pouvoirs publics. En cas de litige lié à l'exécution du contrat, si votre réclamation écrite auprès d'ÉS Énergies Strasbourg S.A. n'a pas permis de régler le différend dans un délai de deux mois, vous pouvez saisir le médiateur national de l'énergie à l'adresse : Libre réponse n°59252 75443 Paris CEDEX 09 ou sur le site www.energie-mediateur.fr.

Les factures non réelles sont estimées sur la base des consommations réelles antérieures pour une même période ou, à défaut, à partir de consommations moyennes constatées pour la même option tarifaire. Pour plus d'informations, vous pouvez consulter les Conditions Générales de Vente, article Modalités de facturation.

Selon les modalités prévues à l'article 441-10 du Code de Commerce : indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 € et pénalités en cas de retard de paiement au taux d'intérêt légal appliqué par la BCE majoré de 10 points et non soumis à la TVA.

Origine de l'électricité en 2020 : 12.2% renouvelable (hydro & marine, éolien, solaire & biomasse), 8.9% fossile (gaz, charbon & pétrole), 78.9% nucléaire.

ÉS Énergies Strasbourg S.A. au capital de 6 472 800 € - RCS Strasbourg 501 193 171 - 37, rue du Marais Vert F-67932 Strasbourg Cedex 9 - N° d'identification Intracommunautaire (TVA) FR 82 501 193 171 - APE 3514 Z - CCP Strasbourg 1150 K - WWW.es.fr

Votre synthèse Énergies 2021
ÉLECTRICITÉ

Client : SYN D AQUIN LUC COPROPRIETE 9 THANN

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021
Édition du 22 janvier 2022

Adresse de consommation
9 rue DE THANN
67100 STRASBOURG

Contrat n° : 423224

Point De Livraison : 67482/E1/0525120

Ce document est un récapitulatif tenant compte des éléments
qui vous ont été facturés sur l'année
2021
(cumul des factures éditées entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2021, pour le contrat concerné)

Votre offre

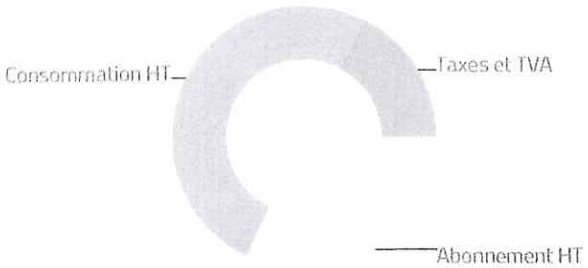
°°°Tarif bleu°°°

Vos consommations

Consommations 2021
Total de 219 kWh

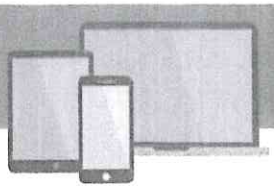
Total de la consommation facturée	219 kWh
Montant annuel hors taxes de l'abonnement	51,71 €
Montant annuel hors taxes de la consommation	81,38 €
Montant taxes et TVA	27,51 €
Montant total annuel toutes taxes compris	160,60 €

Répartition des montants facturés



Cette synthèse annuelle n'est pas une facture : elle n'est pas à régler.
Origine de l'électricité fournie par ÉS sur es.fr

L'Espace client ÉS,
un suivi de contrat pratique et efficace.



Rendez-vous sur espaceclient.es.fr

Strasbourg.eu
eurométropole

PDI : 482057405009 00
Adresse desservie :
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SERVICE DE L EAU ET DE L ASSAINISSEMENT
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

0334-009206-0022-0

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

Client : 10004318
COPRO 9 RUE DE THANN

SIRET :
N° Engagement :
Code Service :
Nom Service :
N° Marché :

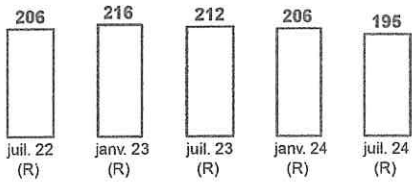
SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
11 quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

URGENCES TECHNIQUES 24H/24 7J/7
Tél. : 03 68 98 51 75

REGLEMENT
SERVICE DE GESTION COMPTABLE STRASBOURG EUROMETROPOLE
1 parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique : 03 68 98 51 98
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h15
Courriel : sgc.strasbourg-ems@dgfip.finances.gouv.fr

Evolution de votre consommation (m³)
R : Réelle - E : Estimée



FACTURE
EA / 2024 / 117 1000424104343 du 02/10/2024

Présentation simplifiée de votre facture (Détail au verso)

Votre consommation facturée du 26/01/2024 au 10/07/2024 : 195 m³

Distribution de l'eau	**215,38 € TTC**
Collecte et traitement des eaux usées	**222,68 € TTC**
Organismes publics	**117,44 € TTC**
Total de votre facture	**555,50 € TTC**

Prix du litre d'eau TTC : 0,00280 € - Coût de l'abonnement TTC : 9,65 €

Somme prélevée le 18/11/2024 **555,50 € TTC**

Au verso de votre facture vous trouverez toutes les informations utiles pour effectuer votre règlement.

Propriétaire ou locataire : pensez à nous informer de tout déménagement, par courrier ou par courriel eau@strasbourg.eu
A défaut, vous resterez redevable des factures émises.

Consultez les dernières analyses de l'eau dans votre commune : strasbourg.eu/analyses-eau-quotidiennes

Montant en euros
555,50 €

COPRO 9 RUE DE THANN
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE
Facture N° : EA / 2024 / 117 1000424104343
Montant : 555,50 €

Le montant de cette facture sera prélevé le : **18/11/2024.**

RUM : EAUFR36EAU006831I0000000007136
ICS : FR36EAU006831
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Titulaire du compte : COPRO 9 RUE THANN

Si vous changez de compte bancaire, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

Facture EA / 2024 / 117 1000424104343 du 02/10/2024

N° série compteur	Diam.	Ancien relevé Date	Ancien relevé Index	Nouveau relevé Date	Nouveau relevé Index	Conso. en m³
14IB003344	20	25/01/2024	4 404 (Réel)	10/07/2024	4 599 (Réel)	195
Consommation totale						**195**

Détail de votre facture	Période d'application	Tr.	Quantité	Prix unité € HT	Montant € HT	T.V.A. %	Montant € T.V.A.	Montant € TTC
Distribution de l'eau					**204,15**		**11,23**	**215,38**
Abonnement diam. 20 mm	26/01/24 - 10/07/24	T1	167 J	0,05479	9,15	5,50	0,50	9,65
Consommation d'eau	26/01/24 - 10/07/24	T1	195 m3	1,00000	195,00	5,50	10,73	205,73
Collecte et traitement des eaux usées					**212,76**		**9,92**	**222,68**
Collecte	26/01/24 - 10/07/24	T1	195 m3	0,43040	83,93	0,00	0,00	83,93
Epuration	26/01/24 - 10/07/24	T1	195 m3	0,15200	29,64	0,00	0,00	29,64
Epuration (SOVEES)	26/01/24 - 30/06/24	T1	183 m3	0,50830	93,02	10,00	9,30	102,32
Epuration (SOVEES)	01/07/24 - 10/07/24	T1	12 m3	0,51390	6,17	10,00	0,62	6,79
Organismes publics					**113,69**		**3,75**	**117,44**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	26/01/24 - 10/07/24	T1	195 m3	0,35000	68,25	5,50	3,75	72,00
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)	26/01/24 - 10/07/24	T1	195 m3	0,23300	45,44	0,00	0,00	45,44
Montant total à payer :					**530,60**		**24,90**	**555,50**

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA
0,00	159,01	0,00
5,50	272,40	14,98
10,00	99,19	9,92
	530,60	**24,90**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du CGCT), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le règlement de votre facture peut s'effectuer :
- **Par prélèvement automatique** : formulaire à retirer au Service de l'Eau et de l'Assainissement
- **Par TIP SEPA** : dater, signer le TIP SEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation, et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **Par chèque** : à l'ordre du Trésor Public, joindre le TIP SEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **En espèces** dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou en **carte bancaire**, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite)
- **Par virement bancaire** sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT, en mentionnant le numéro de votre facture
- **Par internet** sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique

Strasbourg.eu
eurométropole

PDI : 482057405009 00
Adresse desservie :
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SERVICE DE L EAU ET DE L ASSAINISSEMENT
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

8201-002381-0006-0

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

Client : 10004318
COPRO 9 RUE DE THANN

SIRET :
N° Engagement :
Code Service :
Nom Service :
N° Marché :

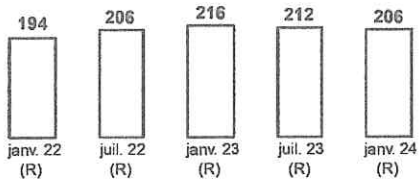
SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
11 quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

URGENCES TECHNIQUES 24H/24 7J/7
Tél. : 03 68 98 51 75

REGLEMENT
SERVICE DE GESTION COMPTABLE STRASBOURG EUROMETROPOLE
1 parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique : 03 68 98 51 98
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h15
Courriel : sgc.strasbourg-ems@dgfip.finances.gouv.fr

Evolution de votre consommation (m³)
R : Réel - E : Estimé



FACTURE
EA / 2024 / 40 1000424201190 du 03/04/2024

Présentation simplifiée de votre facture (Détail au verso)

Votre consommation facturée du 28/07/2023 au 25/01/2024 : 206 m³

Distribution de l'eau	**227,85 € TTC**
Collecte et traitement des eaux usées	**232,08 € TTC**
Organismes publics	**124,06 € TTC**
Total de votre facture	**583,99 € TTC**

Prix du litre d'eau TTC : 0,00278 € - Coût de l'abonnement TTC : 10,52 €

Somme prélevée le 10/06/2024 **583,99 € TTC**

Au verso de votre facture vous trouverez toutes les informations utiles pour effectuer votre règlement.

Propriétaire ou locataire : pensez à nous informer de tout déménagement, par courrier ou par courriel eau@strasbourg.eu
A défaut, vous resterez redevable des factures émises.

Consultez les dernières analyses de l'eau dans votre commune : strasbourg.eu/analyses-eau-quotidiennes

Montant en euros
583,99 €

COPRO 9 RUE DE THANN
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE
Facture N° : EA / 2024 / 40 1000424201190
Montant : 583,99 €

Le montant de cette facture sera prélevé le : **10/06/2024.**

RUM : EAUFR36EAU006831I0000000007136
ICS : FR36EAU006831
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Titulaire du compte : COPRO 9 RUE THANN

Si vous changez de compte bancaire, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

Facture EA / 2024 / 40 1000424201190 du 03/04/2024

N° série compteur	Diam.	Ancien relevé Date	Ancien relevé Index	Nouveau relevé Date	Nouveau relevé Index	Conso. en m³
14IB003344	20	27/07/2023	4 198 (Réel)	25/01/2024	4 404 (Réel)	206
Consommation totale						**206**

Détail de votre facture	Période d'application	Tr.	Quantité	Prix unité € HT	Montant € HT	T.V.A. %	Montant € T.V.A.	Montant € TTC
Distribution de l'eau					**215,97**		**11,88**	**227,85**
Abonnement diam. 20 mm	28/07/23 - 31/12/23	T1	157 J	0,05479	8,60	5,50	0,47	9,07
Abonnement diam. 20 mm	01/01/24 - 25/01/24	T1	25 J	0,05479	1,37	5,50	0,08	1,45
Consommation d'eau	28/07/23 - 31/12/23	T1	178 m3	1,00000	178,00	5,50	9,79	187,79
Consommation d'eau	01/01/24 - 25/01/24	T1	28 m3	1,00000	28,00	5,50	1,54	29,54
Collecte et traitement des eaux usées					**221,89**		**10,19**	**232,08**
Collecte	28/07/23 - 31/12/23	T1	178 m3	0,43040	76,61	0,00	0,00	76,61
Collecte	01/01/24 - 25/01/24	T1	28 m3	0,43040	12,05	0,00	0,00	12,05
Epuration	28/07/23 - 31/12/23	T1	178 m3	0,15200	27,06	0,00	0,00	27,06
Epuration	01/01/24 - 25/01/24	T1	28 m3	0,15200	4,26	0,00	0,00	4,26
Epuration (SOVEES)	01/10/23 - 31/12/23	T1	104 m3	0,50780	52,81	10,00	5,28	58,09
Epuration (SOVEES)	01/01/24 - 25/01/24	T1	28 m3	0,50830	14,23	10,00	1,42	15,65
Epuration (Valeaurhin)	28/07/23 - 30/09/23	T1	74 m3	0,47120	34,87	10,00	3,49	38,36
Organismes publics					**120,09**		**3,97**	**124,06**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	28/07/23 - 25/01/24	T1	206 m3	0,35000	72,10	5,50	3,97	76,07
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)	28/07/23 - 25/01/24	T1	206 m3	0,23300	47,99	0,00	0,00	47,99
Montant total à payer :					**557,95**		**26,04**	**583,99**

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA
0,00	167,97	0,00
5,50	288,07	15,85
10,00	101,91	10,19
	557,95	**26,04**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du CGCT), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le règlement de votre facture peut s'effectuer :
- **Par prélèvement automatique** : formulaire à retirer au Service de l'Eau et de l'Assainissement
- **Par TIP SEPA** : dater, signer le TIP SEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation, et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **Par chèque** : à l'ordre du Trésor Public, joindre le TIP SEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **En espèces** dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou en **carte bancaire**, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite)
- **Par virement bancaire** sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT, en mentionnant le numéro de votre facture
- **Par internet** sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique

Strasbourg.eu
eurométropole

PDI : 482057405009 00
Adresse desservie :
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

SERVICE DE L EAU ET DE L ASSAINISSEMENT
1 PARC DE L ETOILE
67076 STRASBOURG CEDEX

6568-011691-0026-0

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M COUDON ERIC
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

Client : 10004318
COPRO 9 RUE DE THANN

SIRET :
N° Engagement :
Code Service :
Nom Service :
N° Marché :

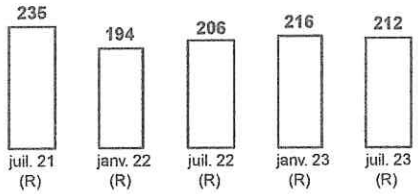
SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT
1 parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
11 quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

URGENCES TECHNIQUES 24H/24 7J/7
Tél. : 03 68 98 51 75

REGLEMENT
SERVICE DE GESTION COMPTABLE STRASBOURG
EUROMETROPOLE
1 parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique : 03 68 98 51 98
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique : du lundi au jeudi de 8h30 à 12h15
Courriel : sgc.strasbourg-ems@dgfip.finances.gouv.fr

Evolution de votre consommation (m³)
R : Réel - E : Estimé



FACTURE
EA / 2023 / 130 1000423101229 du 26/10/2023

Présentation simplifiée de votre facture (Détail au verso)
Votre consommation facturée du 12/01/2023 au 27/07/2023 : 212 m³

Distribution de l'eau	**235,04€**
Collecte et traitement des eaux usées	**233,34€**
Organismes publics	**127,68€**
Total de votre facture	**596,06 € TTC**

Prix du litre d'eau TTC : 0,00276 € - Coût de l'abonnement TTC : 11,38 €

Somme prélevée le 14/12/2023 **596,06 € TTC**

Nouvelle présentation des factures :

Vous trouverez au recto de votre facture la période de consommation facturée et un histogramme de vos consommations.

Nouvelle modalité d'impression des factures :

Vos factures sont désormais éditées en noir et blanc par la Direction Générale des Finances Publiques.

Montant en euros
596,06 €

COPRO 9 RUE DE THANN
9 RUE DE THANN
67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE
Facture N° : EA / 2023 / 130 1000423101229
Montant : 596,06€

Le montant de cette facture sera prélevé le : **14/12/2023.**

RUM : EAUFR36EAU006831I0000000007136
ICS : FR36EAU006831
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Titulaire du compte : COPRO 9 RUE THANN

Si vous **changez de compte bancaire**, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

Facture EA / 2023 / 130 1000423101229 du 26/10/2023

N° série compteur	Diam.	Ancien relevé Date	Ancien relevé Index	Nouveau relevé Date	Nouveau relevé Index	Conso. en m³
14IB003344	20	11/01/2023	3 986 (Réel)	27/07/2023	4 198 (Réel)	212
Consommation totale						**212**

Détail de votre facture	Appliqué du	au	Tr.	Qté	Unité	Prix unité € HT	Montant € HT	T.V.A. %	Montant € T.V.A.	Montant € TTC
Distribution de l'eau							**222,79**		**12,25**	**235,04**
Abonnement diam. 20 mm	12/01/23 -	27/07/23	T1	197	U	0,05479	10,79	5,50	0,59	11,38
Consommation d'eau	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	1,00000	212,00	5,50	11,66	223,66
Collecte et traitement des eaux usées							**223,35**		**9,99**	**233,34**
Collecte	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	0,43040	91,24	0,00	0,00	91,24
Epuration	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	0,15200	32,22	0,00	0,00	32,22
Epuration (Valeaurhin)	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	0,47120	99,89	10,00	9,99	109,88
Organismes publics							**123,60**		**4,08**	**127,68**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	0,35000	74,20	5,50	4,08	78,28
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)	12/01/23 -	27/07/23	T1	212	M3	0,23300	49,40	0,00	0,00	49,40
Montant total à payer :							**569,74**		**26,32**	**596,06**

Taux TVA	Montant HT	Montant TVA
0,00	172,86	0,00
5,50	296,99	16,33
10,00	99,89	9,99
	569,74	**26,32**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 du Code Général des Collectivités Territoriales. Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du CGCT), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le règlement de votre facture peut s'effectuer :
- **Par prélèvement automatique** : formulaire à retirer au Service de l'Eau et de l'Assainissement
- **Par TIP SEPA** : dater, signer le TIP SEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation, et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **Par chèque** : à l'ordre du Trésor Public, joindre le TIP SEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie
- **En espèces** dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou en **carte bancaire**, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite)
- **Par virement bancaire** sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT, en mentionnant le numéro de votre facture
- **Par internet** sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique

Strasbourg.eu
eurométropole

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

FACTURE

EA / 2022 / 107 1000422901049 du 24/08/2022

RÉFÉRENCES À RAPPELER

Adresse desservie :
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG
Point d'installation : 482057405009 00
Client : 10004318

SIRET :
N°engagement :
Code service :
Nom service :
N° marché :

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

INFORMATIONS

Service de l'Eau et de l'Assainissement
Parc de l'Etoile
J76 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
11, quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

L'évolution de votre consommation :

date/relevé	m3 consommés
09/07/2020	218 m3
13/01/2021	200 m3
26/07/2021	235 m3
11/01/2022	194 m3
20/07/2022	206 m3

Facture simplifiée

(voir détail au dos)

Votre consommation : 206 m3

	Montant TTC
Distribution de l'eau	228,31
Collecte et traitement des eaux usées	214,87
Organismes publics (protection de l'environnement)	124,07
Total de votre facture.....	**567,25**
Coût de l'abonnement TTC	10,98
Prix du litre d'eau TTC (hors abonnement)	0,00270

(Montant total à payer - Abonnement) / m3 facturés / 1000

Somme total à payer 567,25 € TTC

URGENCES

En cas d'urgence, contactez le service :
Eau - 03 88 39 12 89
Assainissement - 03 88 40 05 96

Au verso de votre facture vous trouverez toutes les informations utiles pour effectuer votre règlement.

Propriétaire ou locataire : pensez à nous informer de tout déménagement, par courrier ou par courriel eau@strasbourg.eu
A défaut, vous resterez redevable des factures émises.

RÈGLEMENT

Trésorerie de Strasbourg Municipale et de l'Eurométropole
1 Parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique: 03 68 98 51 98 du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique du lundi au jeudi de 8h15 à 12h15
Courriel : t067058@dgfip.finances.gouv.fr
rci de régler cette facture dans les 15 jours à réception

Pn° 865

N° de facture : EA / 2022 / 107 1000422901049 Y
Montant en euros : **567,25**

ICS : FR36EAU006831
RUM : EAUFR36EAU006831I0000000000990
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Agence : CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL - AG NEUDORF

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Le montant de cette facture sera prélevé le : **22/11/2022**

Si vous **changez de compte bancaire**, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

Imprimé sur papier recyclé

N° de compteur	• Nouvelle lecture Relevé le	Index	Relevé par	• Ancienne lecture Relevé le	Index	Relevé par	M3 consommés	Code tarif
14IB003344	20/07/2022	3770	AGENT_CUS	11/01/2022	3564	AGENT_CUS	206	01

Votre facture détaillée	Tranche	Volume en m3	Prix unitaire	Montant hors taxes	Taux de TVA	Montant TVA	Montant € TTC
Distribution de l'eau :							**228,31**
Abonnement diam. 20 mm (Eurométropole de Strasbourg)	nombre de jours	190	0,05479	10,41	5,50	0,57	10,98
Consommation d'eau (Eurométropole de Strasbourg)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	1,00000	206,00	5,50	11,33	217,33
Collecte et traitement des eaux usées :							**214,87**
Collecte (Eurométropole de Strasbourg)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	0,43040	88,66	0,00	0,00	88,66
Epuration (Eurométropole de Strasbourg)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	0,15200	31,31	0,00	0,00	31,31
Epuration (Valeaurhin)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	0,41880	86,27	10,00	8,63	94,90
Organismes publics :							**124,07**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	0,35000	72,10	5,50	3,97	76,07
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)	du 12/01/2022 au 20/07/2022	206	0,23300	48,00	0,00	0,00	48,00
Montant total à payer :				**542,75 €**		**24,50 €**	**567**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et R.3342-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du code général des collectivités territoriales), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le réglement de votre facture peut s'effectuer :

- **Par prélèvement automatique (formulaire à retirer au Service de l'Eau).**
- **Par TIPSEPA : dater et signer le TIPSEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation du TIPSEPA et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie.**
- **Par chèque à l'ordre du TRESOR PUBLIC avec volet du TIPSEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-joint dûment affranchie.**
- **En espèces, dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou carte bancaire, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite).**
- **Par virement bancaire sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT en mentionnant le numéro de votre facture.**
- **Par internet sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique.**

Strasbourg.eu
eurométropole

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

FACTURE

EA / 2022 / 23 1000422104441 du 14/02/2022

RÉFÉRENCES À RAPPELER

Adresse desservie :
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG
Point d'installation : 482057405009 00
Client : 10004318

SIRET :
N°engagement :
Code service :
Nom service :
N° marché :

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

INFORMATIONS

Service de l'Eau et de l'Assainissement
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
1, quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

L'évolution de votre consommation :

date/relevé	m3 consommés
09/01/2020	218 m3
09/07/2020	218 m3
13/01/2021	200 m3
26/07/2021	235 m3
11/01/2022	194 m3

Facture simplifiée

(voir détail au dos)

Votre consommation : 194 m3

	Montant TTC
Distribution de l'eau	214,45
Collecte et traitement des eaux usées	198,89
Organismes publics (protection de l'environnement)	116,83
Total de votre facture.....	**530,17**
Coût de l'abonnement TTC	9,77
Prix du litre d'eau TTC (hors abonnement)	0,00268

(Montant total à payer - Abonnement) / m3 facturés / 1000

Somme total à payer 530,17 € TTC

URGENCES

En cas d'urgence, contactez le service :
Eau - 03 88 39 12 89
Assainissement - 03 88 40 05 96

Au verso de votre facture vous trouverez toutes les informations utiles pour effectuer votre règlement.

Propriétaire ou locataire : pensez à nous informer de tout déménagement, par courrier ou par courriel eau@strasbourg.eu
A défaut, vous resterez redevable des factures émises.

RÈGLEMENT

Trésorerie de Strasbourg Municipale et de l'Eurométropole
1 Parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique: 03 68 98 51 98 du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique du lundi au jeudi de 8h15 à 12h15
Courriel : t067058@dgfip.finances.gouv.fr
Merci de régler cette facture dans les 15 jours à réception

Pn° 679

N° de facture : EA / 2022 / 23 1000422104441 Q
Montant en euros : **530,17**

ICS : FR36EAU006831
RUM : EAUFR36EAU006831I0000000000990
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Agence : CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL - AG NEUDORF

COPRO 9 RUE DE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Le montant de cette facture sera prélevé le : **09/05/2022**

Si vous **changez de compte bancaire**, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

N° de compteur	• Nouvelle lecture Relevé le	Index	Relevé par	• Ancienne lecture Relevé le	Index	Relevé par	M3 consommés	Code tarif
14IB003344	11/01/2022	3564	AGENT_CUS	26/07/2021	3370	AGENT_CUS	194	01

Votre facture détaillée	Tranche	Volume en m3	Prix unitaire	Montant hors taxes	Taux de TVA	Montant TVA	Montant € TTC
Distribution de l'eau :							**214,45**
Abonnement diam. 20 mm (Eurométropole de Strasbourg)							
nombre de jours		158	0,05479	8,66	5,50	0,48	9,14
nombre de jours		11	0,05479	0,60	5,50	0,03	0,63
Consommation d'eau (Eurométropole de Strasbourg)							
du 27/07/2021 au 31/12/2021		181	1,00000	181,00	5,50	9,96	190,96
du 01/01/2022 au 11/01/2022		13	1,00000	13,00	5,50	0,72	13,72
Collecte et traitement des eaux usées :							**198,89**
Collecte (Eurométropole de Strasbourg)							
du 27/07/2021 au 31/12/2021		181	0,43040	77,90	0,00	0,00	77,90
du 01/01/2022 au 11/01/2022		13	0,43040	5,60	0,00	0,00	5,60
Epuration (Eurométropole de Strasbourg)							
du 27/07/2021 au 31/12/2021		181	0,15200	27,51	0,00	0,00	27,51
du 01/01/2022 au 11/01/2022		13	0,15200	1,98	0,00	0,00	1,98
Epuration (Valeaurhin)							
du 27/07/2021 au 31/12/2021		181	0,40140	72,65	10,00	7,27	79,92
du 01/01/2022 au 11/01/2022		13	0,41880	5,44	10,00	0,54	5,98
Organismes publics :							**116,83**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)							
du 27/07/2021 au 11/01/2022		194	0,35000	67,90	5,50	3,73	71,63
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)							
du 27/07/2021 au 11/01/2022		194	0,23300	45,20	0,00	0,00	45,20
Montant total à payer :				**507,44 €**		**22,73 €**	**530,17 €**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et R.3342-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du code général des collectivités territoriales), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le réglement de votre facture peut s'effectuer :

- **Par prélèvement automatique (formulaire à retirer au Service de l'Eau).**
- **Par TIPSEPA : dater et signer le TIPSEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation du TIPSEPA et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie.**
- **Par chèque à l'ordre du TRESOR PUBLIC avec volet du TIPSEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-joint dûment affranchie.**
- **En espèces, dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou carte bancaire, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite).**
- **Par virement bancaire sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT en mentionnant le numéro de votre facture.**
- **Par internet sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique.**

Strasbourg.eu
eurométropole

SERVICE DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT

FACTURE

EA / 2021 / 111 1000421103398 du 20/08/2021

COPRO 9 RUE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

RÉFÉRENCES À RAPPELER

Adresse desservie :
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG
Point d'installation : 482057405009 00
Client : 10004318

SIRET :
N°engagement :
Code service :
Nom service :
N° marché :

INFORMATIONS

Service de l'Eau et de l'Assainissement
1, Parc de l'Etoile
67076 STRASBOURG CEDEX
SIRET : 24670048800033

Accueil physique et téléphonique : 03 68 98 51 65
quai Fustel de Coulanges 67000 Strasbourg
du lundi au vendredi
de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00
Courriel : eau@strasbourg.eu

L'évolution de votre consommation :

date/relevé	m3 consommés
08/07/2019	182 m3
09/01/2020	218 m3
09/07/2020	218 m3
13/01/2021	200 m3
26/07/2021	235 m3

URGENCES

En cas d'urgence, contactez le service :
Eau - 03 88 39 12 89
Assainissement - 03 88 40 05 96

RÈGLEMENT

Recette des Finances de Strasbourg et Eurométropole
1 Parc de l'Etoile CS 71022 67070 Strasbourg Cedex
Accueil téléphonique: 03 68 98 51 98 du lundi au vendredi
8h30 à 12h15 et de 13h30 à 16h00
Accueil physique du lundi au jeudi de 8h15 à 12h15
Courriel : t067058@dgfip.finances.gouv.fr
Merci de régler cette facture dans les 15 jours à réception

Facture simplifiée

(voir détail au dos)

Votre consommation : 235 m3

	Montant TTC
Distribution de l'eau	259,14
Collecte et traitement des eaux usées	240,62
Organismes publics (protection de l'environnement)	141,53
Total de votre facture.....	**641,29**
Coût de l'abonnement TTC	11,21
Prix du litre d'eau TTC (hors abonnement)	0,00268
(Montant total à payer - Abonnement) / m3 facturés / 1000	

Somme total à payer 641,29 € TTC

Au verso de votre facture vous trouverez toutes les informations utiles pour effectuer votre règlement.

Propriétaire ou locataire : pensez à nous informer de tout déménagement, par courrier ou par courriel eau@strasbourg.eu
A défaut, vous resterez redevable des factures émises.

Pn° 639

N° de facture : EA / 2021 / 111 1000421103398 B
Montant en euros : **641,29**

ICS : FR36EAU006831
RUM : EAUFR36EAU006831I0000000000990
BIC : CMCIFR2AXXX
IBAN : FR7610278010040002010910144
Agence : CAISSE FEDERALE DE CREDIT MUTUEL - AG NEUDORF

COPRO 9 RUE THANN
PAR M D AQUIN LUC
9 RUE DE THANN

67100 STRASBOURG

PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

Le montant de cette facture sera prélevé le : **26/11/2021**

Si vous **changez de compte bancaire**, veuillez nous adresser un relevé d'identité bancaire ou postal.

Imprimé sur papier recyclé

N° de compteur	• Nouvelle lecture Relevé le	Index	Relevé par	• Ancienne lecture Relevé le	Index	Relevé par	M3 consommés	Code tarif
14IB003344	26/07/2021	3370	AGENT_CUS	13/01/2021	3135	AGENT_CUS	235	01

Votre facture détaillée	Tranche	Volume en m3	Prix unitaire	Montant hors taxes	Taux de TVA	Montant TVA	Montant € TTC
Distribution de l'eau :							**259,14**
Abonnement diam. 20 mm (Eurométropole de Strasbourg)							
	nombre de jours	194	0,05479	10,63	5,50	0,58	11,21
Consommation d'eau (Eurométropole de Strasbourg)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	1,00000	235,00	5,50	12,93	247,93
Collecte et traitement des eaux usées :							**240,62**
Collecte (Eurométropole de Strasbourg)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	0,43040	101,14	0,00	0,00	101,14
Epuration (Eurométropole de Strasbourg)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	0,15200	35,72	0,00	0,00	35,72
Epuration (Valeaurhin)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	0,40140	94,33	10,00	9,43	103,76
Organismes publics :							**141,53**
Lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	0,35000	82,25	5,50	4,52	86,77
Modernisation des Réseaux (Agence de l'Eau)							
	du 14/01/2021 au 26/07/2021	235	0,23300	54,76	0,00	0,00	54,76
Montant total à payer :				**613,83 €**		**27,46 €**	**641,29 €**

La TVA facturée est acquittée sur les débits en application de l'instruction de la DGI n° 3A-5-93 du 19 mars 1993. N° de TVA intracommunautaire : FR7R246700488

Titre exécutoire en application de l'article L.252A du livre des Procédures Fiscales, pris, émis et rendu exécutoire conformément aux dispositions des articles R.2342-4 et R.3342-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Dans le délai de deux mois suivant la notification du présent acte (article L 1617-5 du code général des collectivités territoriales), vous pouvez contester la somme mentionnée au recto en saisissant directement le tribunal judiciaire ou le tribunal administratif compétent selon la nature de la créance.

Le réglement de votre facture peut s'effectuer :

- **Par prélèvement automatique (formulaire à retirer au Service de l'Eau).**
- **Par TIPSEPA : dater et signer le TIPSEPA dans le cadre prévu à cet effet, joindre un RIB à la première utilisation du TIPSEPA et l'adresser au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-jointe dûment affranchie.**
- **Par chèque à l'ordre du TRESOR PUBLIC avec volet du TIPSEPA non signé, le tout adressé au Centre d'Encaissement à l'aide de l'enveloppe ci-joint dûment affranchie.**
- **En espèces, dans la limite de 300 € (article 19, loi de finances rectificatives 2013) ou carte bancaire, muni de la présente facture, auprès d'un buraliste ou partenaire agréé (liste consultable sur le site www.impots.gouv.fr/portail/paiement-proximite).**
- **Par virement bancaire sur le compte IBAN/BIC : FR35 3000 1008 06C6 7200 0000 056 / BDFEFRPPCCT en mentionnant le numéro de votre facture.**
- **Par internet sur le site https://tipi.strasbourg.eu par carte bancaire ou prélèvement unique.**

COPIE SANS FORME
DÉLIVRÉE A TITRE DE SIMPLE
RENSEIGNEMENT

9, rue de Thann
67100 STRASBOURG

REGLEMENT DE COPROPRIETE

Du 20 septembre 2004 Rép. N° 21 671

L'AN DEUX MILLE QUATRE
Le vingt septembre

Maître Jean Paul TRABAND, notaire à la résidence de WEYERSHEIM (67720), 81, rue de la République, soussigné,

A reçu le présent acte authentique contenant :

REGLEMENT DE COPROPRIETE
AVEC ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

A LA REQUETE DE :

La Société dénommée "SCI LE CACTUS", au capital de 1.525 euros, avec siège social à STRASBOURG (67000), 1 rue Laurent Goetz, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de STRASBOURG sous le n° D 331 498 741 et 85 D 34.

Propriétaire de l'immeuble ci-après désigné :

PRESENCE-REPRESENTATION

La SCI LE CACTUS est représenté par Madame Francine ACH, co-géranre, demeurant à STRASBOURG (67000), 1, rue Laurent Goetz, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du 2 septembre 2004 dont un exemplaire du procès-verbal est ci-annexé.

Jean-Paul Traband
Notaire
WEYERSHEIM

DESIGNATION

Les biens et droits immobiliers dépendant d'un immeuble en copropriété sis à STRASBOURG (67100), 9, rue de Thann, cadastrés savoir :

Ville de STRASBOURG
Banlieue de Neudorf

Section EC N° 258/131 « Rue de Thann » avec 1,51 ares de sol, maison et bâtiments accessoires.

ORIGINE DE PROPRIETE

L'assiette de la copropriété est inscrite au livre foncier de STRASBOU Banlieue de NEUDORF, feuillet n° 4.796 ouvert au nom de la SCI LE CACT

Pour plus de précision concernant l'origine de propriété, référence est aux annexes du livre foncier.

Ceci exposé, il est passé aux conventions suivantes :

TITRE I

ETAT DESCRIPTIF DE DIVISION

Il a été établi par Monsieur Régis BILHAUT, géomètre expe STRASBOURG, en date du 9 septembre 2004, une esquisse d'étage, aux te de laquelle l'immeuble est divisé en dix lots (n° 1 à 10).

PARTIES COMMUNES

A. Parties communes à tous les propriétaires de l'immeuble, savoir les l à 10, désignées par le symbole "PC1"

Savoir : l'ensemble des propriétaires de l'immeuble sis à 9 rue de Tha STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de : mille milli (1.000/1.000èmes), comprenant :

- les parties communes générales à savoir : le sol bâti et non bâti parcelle cadastrée : VILLE DE STRASBOURG, section EC n° 258/131 surface cadastrale de 1,51 ares.

Les éléments d'équipement communs y compris les parties de canalisa y afférentes traversant des locaux privatifs.

Les fondations, l'ossature, les murs, le vide et la toiture du bâtiment.

Au niveau terrain naturel :

- un emplacement poubelles.

Au sous-sol :

- un escalier,
- un débarras,
- deux dégagements,
- une buanderie,
- un local,

- et un compteur d'eau.

Au rez-de-chaussée :

- un escalier,
- un dégagement,
- et une cage d'escalier.

Du premier étage au quatrième étage :

- une cage d'escalier.

Tantièmes calculés conformément aux dispositions de l'article 5 de la loi du 10 juillet 1965.

Coefficients de Pondération utilisés :

- appartement..... : 1,00
- cave..... : 0,20
- grenier..... : 0,20

COMPOSITION DES LOTS

LOT N° 1 (un)
Un appartement comprenant au rez-de-chaussée : un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bains - WC et un dégagement,
- et les :
* 174/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 2 (deux)
Un appartement comprenant au premier étage : un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bains, un WC, une salle à manger et un dégagement,
- et les :
* 196/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 3 (trois)
Un appartement comprenant au deuxième étage : un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bains, un WC, une salle à manger et un dégagement,
- et les :
* 201/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 4 (quatre)
Un appartement comprenant au troisième étage : un séjour, une cuisine, deux chambres, une salle de bains, un WC, une salle à manger et un dégagement,
- et les :
* 201/1.000èmes des parties communes PC1.

Membre d'une association agréée. Le règlement des honoraires par chèque est accepté.

SCP Guy RUHARD et Nicolas CHAPOUTOT

NOTAIRES ASSOCIÉS

48, rue du Général-Leclerc - 67540 OSTWALD

TÉL. : 03.88.10.48.88 FAX : 03.88.29.53.95

CHAMBRE DÉPARTEMENTALE DES NOTAIRES DU BAS-RHIN

A1
REÇU N°
0035316

REÇU DE : M. D'AOUIN LUC
COPRO 9 RUE DE THANN
9 RUE DE THANN

Demeurant à : 67100 STRASBOURG

CONTREVALEUR	MONNAIE	DATE	RÉF.	MONTANT	MONNAIE
		06/02/2015	1088	32,73 EUR	

La somme de Trente deux EUROS et soixante treize cents**********

IMP. FORTIN LE PROGRÈS

COMPTE CRÉDITÉ	CAUSE DU VERSEMENT	SOMMES
00034770001 M3 D'AOUIN LU	RECU PROV FRAIS COPIE RC 20/09/2004 DE R LUC D'AOUIN-COPRO 9 RUE DE THANN	32,73

Signature	N° CHÈQUE / DATE / MODE DE VERS[T] / ÉTABL[T] TIRÉ	TOTAL ▶	32,73
	2314981 05/02/2015 CCM DE D'AOUIN LUC		32,73
Reçu délivré sous réserve d'encaissement des chèques remis		TOTAL ▶	32,73

DÉCRET DU 19 DÉCEMBRE 1945 modifié. « Art. 13 - Il est interdit aux notaires, soit par eux-mêmes, soit par personnes interposées, soit directement, soit indirectement : 5° De recevoir ou conserver des fonds à charge d'en servir l'intérêt ; 6° De se constituer garants ou cautions, à quelque titre que ce soit, des prêts à la négociation desquels ils auraient participé, comme aussi de ceux dont les actes seraient dressés par eux ou avec leur participation ; ... 8° De consentir avec leurs deniers personnels des prêts qui ne seraient pas constatés par acte authentique ; 9° De contracter pour leur propre compte aucun emprunt par souscription de billet sous seing privé ». « Art. 14 - Il est également interdit aux notaires : ... 3° De recevoir ou conserver aucune somme en vue de son placement par prêt, si celui-ci ne doit pas être constaté par acte authentique ; 4° De négocier, de rédiger, de faire signer des billets ou reconnaissances sous seings privés et de s'immiscer de quelque manière que ce soit dans la négociation, l'établissement ou la prorogation de tels billets ou reconnaissances ; 5° (Complété D. n. 67-978, 3 nov. 1967). De négocier des prêts autres qu'en la forme authentique et qu'assortis d'une sûreté réelle ». **GARANTIE DES DÉPÔTS. DÉCRET DU 20 MAI 1955.** « Art. 12. - Cette garantie s'applique au remboursement des sommes d'argent, à la restitution des titres et valeurs quelconques reçus par les notaires à l'occasion des actes de leur ministère ou des opérations dont ils sont chargés en raison de leurs fonctions. Elle s'étend aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile encourue par les notaires dans l'exercice normal de leurs fonctions à raison de leur fait, de leur faute ou de leur négligence, ou du fait de la faute ou de la négligence de leur personnel. Elle ne couvre pas les pertes subies à raison de l'insuffisance des gages ». **Nota :** Tout reçu ne concernant pas les frais d'actes, délivré seulement « pour ordre », ne fera qu'une seule et même chose avec la quittance.

REÇU N°

LOT N° 5 (cinq)
Un appartement comprenant :
* au quatrième étage : un séjour, une cuisine, trois chambres, u
bains, un WC, un escalier et deux dégagements,
* aux combles : deux greniers et un escalier.
- et les :
* 207/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 6 (six)
Au sous-sol : une cave,
- et les :
* 4/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 7 (sept)
Au sous-sol : une cave,
- et les :
* 5/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 8 (huit)
Au sous-sol : une cave,
- et les :
* 4/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 9 (neuf)
Au sous-sol : une cave,
- et les :
* 4/1.000èmes des parties communes PC1.

LOT N° 10 (dix)
Au sous-sol : une cave,
- et les :
* 4/1.000èmes des parties communes PC1.

TABLEAU RECAPITULATIF DES LOTS

LOTS	Etage	Désignation	PC1 1.000
1	rez-de-chaussée	appartement	174
2	premier étage	appartement	196
3	deuxième étage	Appartement	201
4	troisième étage	appartement	201
5	quatrième étage et combles	appartement et greniers	207
6	sous-sol	cave	4
7	sous-sol	cave	5
8	sous-sol	cave	4
9	sous-sol	cave	4
10	sous-sol	cave	4
		TOTAL	**1.000**

TITRE II

REGLEMENT DE COPROPRIETE

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

Le présent règlement a été dressé conformément aux dispositions de la l n° 65-557 du 10 juillet 1965 modifiée par la loi n° 66-1066 du 28 décembre 19 et complétée par son décret d'application n° 67-223 du 17 mars 1967 et l'ensemble de ses textes subséquents, notamment les lois n° 85-1470 du décembre 1985, n° 94-624 du 21 juillet 1994 relative à l'habitat et n° 2000-12 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains, dans but :

1) D'établir la désignation et l'état descriptif de division de l'immeub conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 196

2) De déterminer les parties communes affectées à l'usage collectif d propriétaires et les parties privatives affectées à l'usage exclusif de chaq propriétaire.

3) De fixer les droits et obligations des propriétaires des différents loca composant l'immeuble, tant sur les choses qui seront leur propriété privative exclusive que sur celles qui seront communes.

4) D'organiser l'administration de l'immeuble en vue de sa bonne tenue, son entretien, de la gestion des parties communes et de la participation de chaq propriétaire au paiement des charges.

5) De définir les diverses catégories de charges conformément aux articl 10 et 30 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 et de l'article 1er du décret n° 6 223 du 17 mars 1967 précité.

6) Et de préciser les conditions dans lesquelles le présent règlement pour être modifié et comment seront réglés les litiges auxquels son application pour donner lieu.

Ce règlement de copropriété et toutes modifications qui lui seraie apportées en respectant les conditions prévues par l'article 26 b de la loi du n. 6 557 du 10 juillet 1965 et celles des articles ci-après seront obligatoires pour to les propriétaires d'une partie quelconque de l'immeuble, leurs ayants droit et leu ayants cause (et, en cas de démembrement du droit de propriété tel que le prév le Titre III du Livre II du Code civil, pour les nus-propriétaires et usufruitiers tous bénéficiaires d'un droit d'usage et d'habitation). Il fera la loi commune laquelle ils devront tous se conformer.

Il ne peut, conformément aux prescriptions de l'article 8 de la loi n° 65-5 du 10 juillet 1965, imposer aucune restriction aux droits des copropriétaires dehors de celles qui seraient justifiées par la destination de l'immeuble, te qu'elle est définie aux actes, par ses caractères ou sa situation.

Tout ce qui n'est pas prévu par le présent règlement restera régi par le dr commun, à défaut de décisions particulières prises par l'assemblée génér prévues ci-après.

CHAPITRE 2 : PARTIES COMMUNES ET PARTIES PRIVATIVES

A - PARTIES COMMUNES

Les parties communes sont celles qui ne sont pas affectées à l'usage exclusif d'un copropriétaire déterminé. Elles forment une copropriété avec indivision forcée et considérée comme partie accessoire et intégrante de la partie divise de chacun des copropriétaires.

Elles se subdivisent :

- en parties communes générales appartenant à l'ensemble des copropriétaires des lots composant la copropriété ;
- et, le cas échéant, en parties communes particulières qui n'appartiennent qu'à certains copropriétaires.

Sont accessoires aux parties communes générales :

- le droit de surélever le bâtiment,
- le droit d'affouiller le sol,
- et le droit de mitoyenneté afférent aux parties communes.

Les parties communes et les droits qui leur sont accessoires ne peuvent faire l'objet, séparément des parties privatives auxquelles elles sont afférentes, ni d'une cession, ni d'une action en partage, ni d'une licitation forcée.

B - PARTIES PRIVATIVES

Les parties privatives d'un lot sont celles qui sont réservées à l'usage exclusif de chaque copropriétaire, c'est-à-dire les locaux compris dans son lot avec tous leurs accessoires.

Elles comportent, dans les lieux constituant ce lot :

- les sols, parquets ou carrelages à l'exclusion des ouvrages de gros oeuvres qui sont parties communes ;
- les cloisons intérieures, mais non les gros murs ni les refends, qui sont choses communes ; toute cloison qui sépare deux lots est mitoyenne.
- les plafonds en plâtre et leurs lattis, les corniches, les staffs, les enduits en plâtre intérieurs et tous revêtements intérieurs (marbres, faïences, fibres, etc...).
- les menuiseries intérieures, y compris les portes palières.
- les menuiseries extérieures, y compris les volets à lames, les persiennes, les rideaux roulants.
- les barres d'appui, les garde-corps, les balustrades, les balcons, les terrasses, les grilles, les abat-jour, jalousies.
- les appareils sanitaires, les glaces, tablettes, la robinetterie, les lavabos, éviers, water-closets, etc.
- les compteurs divisionnaires (sauf s'ils sont la propriété des compagnies concessionnaires.)
- l'installation électrique de chaque appartement depuis le secteur.
- les sonneries et installations téléphoniques.

- les installations de chauffage (chaudières, radiateurs), les conduits, l canalisations, les colonnes montantes se trouvant à l'intérieur des locau constituant chaque lot.
- les vitrages, glaces, miroirs et velux.
- les châssis à tabatière.
- la peinture des choses privées.
- les papiers, tentures et décors.
- et d'une façon générale, tout ce qui est inclus à l'intérieur des locau l'énumération qui précède étant énonciative et non limitative.

CHAPITRE 3 : CONDITIONS D'USAGE DE L'IMMEUBLE

A - DESTINATION DE L'IMMEUBLE

L'ensemble immobilier est destiné à usage d'habitation. Toutefois le rez-d chaussée, pourra aussi être utilisé pour l'exercice d'une profession libérale, po l'installation du bureaux ou de locaux administratifs. Il ne pourra en aucun c servir de magasin de vente, entrepôt ou atelier.

B - CONDITIONS DE JOUISSANCE DES PARTIES PRIVATIVES

Principes - Chacun des copropriétaires aura le droit de jouir comme bon l semble des parties privatives comprises dans son lot, à la condition de ne p nuire aux droits des autres copropriétaires et de ne rien faire qui puis compromettre la solidité, la sécurité ou la tranquillité de l'immeuble, ni de port atteinte à sa destination.

Occupation – L'ensemble immobilier est destiné à usage d'habitation.

Toutefois le rez-de-chaussée pourra aussi être utilisé pour l'exercice d'u profession libérale, pour l'installation du bureaux ou de locaux administratifs. Il pourra en aucun cas servir comme magasin de vente, entrepôt ou atelier.

Location - Les copropriétaires pourront louer leurs appartements comr bon leur semblera, à la condition que les locataires soient de bonne vie et moeu et qu'ils respectent les prescriptions du présent règlement, ainsi que la destinati de l'immeuble telle que définie ci-dessus.

Les baux et engagements de location devront imposer aux locatair l'obligation de se conformer aux prescriptions du présent règlement.

En tout cas, les copropriétaires resteront personnellement garants responsables de l'exécution de cette obligation.

Lorsqu'un bail ou un engagement de location aura été consenti, copropriétaire devra, dans les quinze jours de l'entrée en jouissance du locatai en aviser le syndic par lettre recommandée.

La transformation des appartements en chambres meublées pour être loué à des personnes distinctes est interdite, mais les locations en meublé, p appartement entier, sont autorisées.

Garages - Les garages ne pourront servir qu'au stationnement des voitures. Il ne pourra y être exploité aucun atelier de réparation. Des appareils extincteurs facilement accessibles devront y être placés aux frais des copropriétaires.

Il ne pourra y être entreposé une quantité d'essence ou autre matière inflammable supérieure à celle acceptée par les compagnies d'assurance sans surprime et autorisée par les règlements en vigueur.

L'emploi des avertisseurs n'est autorisé que pour l'entrée et la sortie des voitures. Il est interdit de faire tourner les moteurs autrement que pour les besoins des départs et arrivées que ce soit dans les garages ou sur les parkings.

Harmonie de l'immeuble - Les portes d'entrée des appartements, les fenêtres et fermetures extérieures, les garde-corps, balustrades, rampes et barres d'appui des balcons, loggias, terrasses, ne pourront, même en ce qui concerne leur peinture, être modifiés, si ce n'est avec l'autorisation de l'assemblée générale des copropriétaires.

La pose des stores et fermetures extérieures est autorisée, sous réserve que la teinte et la forme soient celles choisies par le syndic de la copropriété avec l'approbation de l'assemblée générale des copropriétaires.

Aucun aménagement ni aucune décoration ne pourront être apportés par un copropriétaire aux balcons, loggias, terrasses qui, extérieurement, rompraient l'harmonie de l'immeuble.

Les tapis-brosses, s'il en existe sur les paliers d'étages, quoique fournis par chaque copropriétaire, devront être d'un modèle uniforme agréé par le syndic.

Le tout devra être entretenu en bon état et aux frais de chacun des copropriétaires, et notamment, les portes donnant accès aux parties privatives, les fenêtres et, s'il y a lieu, volets, persiennes, stores et jalousies.

Utilisations des fenêtres et balcons - Il ne pourra être étendu de linge aux fenêtres ou balcons, tant sur la rue que sur la cour ni dans les couloirs.

Aucun objet ne pourra être déposé sur les bords des fenêtres sans être fixé pour en éviter la chute. Les vases à fleurs, même sur les balcons, devront reposer sur des dessous étanches et capables de conserver l'excédent d'eau, de manière à ne pas détériorer les murs ni incommoder les passants ou les voisins.

Il ne devra jamais être jeté dans la rue ou dans les parties communes de l'immeuble ni eaux, ni détritus ou immondices quelconques.

Les règlements de police devront être observés pour battre ou secouer les tapis et chiffons de nettoyage.

Bruits - Les copropriétaires et occupants devront veiller à ce que la tranquillité de l'immeuble ne soit à aucun moment troublée par leur fait, celui des membres de leur famille, de leurs invités ou des personnes à leur service.

En conséquence, ils ne pourront faire ou laisser faire aucun bruit anormal, aucun travail, de quelque genre que ce soit, qui serait de nature à nuire à la solidité de l'immeuble ou à gêner leurs voisins par le bruit, l'odeur, les vibrations ou autrement.

Tous bruits ou tapages nocturnes, de quelque nature qu'ils soient, alc même qu'ils auraient lieu à l'intérieur des appartements, troublant la tranquilli des habitants, sont formellement interdits.

L'usage des appareils de radio, de télévision, des chaînes HI-FI, d électrophones, magnétophones et magnétoscopes, est autorisé sous réserve l'observation des règlements administratifs et à la condition que le bruit résultant ne soit pas perceptible par les voisins.

Animaux - Les copropriétaires ne pourront avoir aucun animal malfaisa malodorant, malpropre ou criard.

Les chiens et les chats sont tolérés, étant entendu que toutes dégradatio causées par eux resteront à la charge de leurs propriétaires. En aucun cas, chiens ne devront errer dans les parties communes.

Antennes - Une antenne collective de radio, une antenne collective télévision ou une parabole collective pourront être installées sur le toit l'immeuble. Toutes décisions concernant la ou les installations visées ci-dess seront faites à la majorité de l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965. raccordement de chaque appartement devra être réalisé aux frais de s propriétaire.

L'installation d'antennes ou paraboles extérieures individuelles devra ê faite conformément aux dispositions de l'article 1 de la loi n° 66-457 du 2 jui 1966 et de son décret d'application n° 67-1171 du 22 Décembre 1967.

Enseignes - Plaques - Toute installation d'enseigne, réclame, panneau affiche quelconque sur la façade des bâtiments est strictement interdite s accord du syndic.

Il pourra être posé une plaque sur la porte palière. Les plaques devront é d'un modèle uniforme indiqué par le syndic.

Les personnes exerçant une profession libérale pourront apposer, dans vestibule ou à l'entrée de l'immeuble, une plaque faisant connaître au public l nom, profession et situation de l'appartement où elles exercent leur activité. modèle de ces plaques est fixé par le syndic qui détermine l'emplacement où e peuvent être apposées.

Réparations et entretien - Les copropriétaires devront souffrir, s indemnité, l'exécution des réparations ou des travaux d'entretien qui sera nécessaires aux parties communes quelle qu'en soit la durée et, si besoin est, li accès au syndic, aux architectes, entrepreneurs, techniciens et ouvriers chargés surveiller, conduire ou faire ces travaux.

Libre accès - En cas d'absence prolongée, tout occupant devra laisser clefs de son appartement à une personne résidant effectivement dans la comm de la situation de l'immeuble. L'adresse de cette personne devra être portée connaissance du syndic. Le détenteur des clefs sera autorisé à pénétrer c l'appartement en cas d'urgence.

Entretien des canalisations d'eau et robinetteries - Afin d'éviter les fuites d'eau et les vibrations dans les canalisations, les robinets et chasses de W.C. devront être maintenus en bon état de fonctionnement et les réparations exécutées sans retard.

En cas de fuite, le propriétaire du local où elle se produirait, devra réparer les dégâts et rembourser la dépense d'eau supplémentaire.

Pendant les gelées, il ne pourra être jeté d'eau dans les conduits extérieurs d'évacuation.

Radiateurs - Chauffage - Chaque copropriétaire ne pourra, sans l'autorisation du syndic, remplacer les radiateurs se trouvant dans son lot par des appareils augmentant la surface de chauffe, ni augmenter le nombre de ces radiateurs.

En cas d'autorisation, la quote-part de charges de chauffage afférente au lot concerné sera modifiée en conséquence.

Ne peuvent être utilisés que les appareils de chauffage individuel conformes à la réglementation et compatibles avec la contexture de l'immeuble. Toutefois, l'utilisation des poêles à combustion lente est interdite.

Ramonage - Les conduits de fumée et les appareils qu'ils desservent devront être ramonés suivant les règlements en usage.

Chaque copropriétaire sera responsable de tous les dégâts occasionnés à l'immeuble par un feu de cheminée qui se serait déclaré dans ses locaux. Dans ce cas, les travaux de réparation ou de reconstruction devront être exécutés sous la surveillance de l'architecte désigné par le syndic.

Surcharge des planchers - Il ne pourra être placé ni entreposé aucun objet dont le poids excéderait la limite de charge des planchers, afin de ne pas compromettre leur solidité ou celle des murs et de ne pas détériorer ou lézarder les plafonds.

Responsabilité - Tout copropriétaire restera responsable à l'égard des autres copropriétaires, des conséquences dommageables entraînées par sa faute ou sa négligence ou celle des personnes dont il doit répondre ou par le fait d'un bien dont il est légalement responsable.

C- USAGE DES PARTIES COMMUNES

Principe - Chacun des copropriétaires pourra user librement des parties communes, pour la jouissance de sa fraction divise, suivant leur destination propre, telle qu'elle résulte du présent règlement, à condition de ne pas faire obstacle aux droits des autres copropriétaires et sous réserve des limitations ci-après stipulées.

Pour l'exercice de ce droit, il sera responsable dans les termes de l'article ci-dessus.

Chacun des copropriétaires devra respecter la réglementation intérieure pourrait être édictée pour l'usage de certaines parties communes, et fonctionnement des services collectifs et des éléments d'équipement commun.

Encombrement - Nul ne pourra, même temporairement, encombrer parties communes, ni y déposer quoi que ce soit, ni les utiliser pour son us personnel, en dehors de leur destination normale, sauf cas de nécessité. Les co passages, vestibules, escaliers, couloirs, entrées devront être laissés libres en t temps. Notamment, les entrées et couloirs ne pourront en aucun cas servir garages à bicyclettes, motocyclettes, voitures d'enfants ou autres qui, dans le où des locaux seraient réservés à cet usage, devront y être garées.

En cas d'encombrement d'une partie commune en contravention avec présentes stipulations, le syndic est fondé à faire enlever l'objet de contravention, quarante huit heures après mise en demeure par le recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet, aux frais contrevenant et à ses risques et périls. En cas de nécessité, la procédure ci-des sera simplement réduite à la signification faite par le syndic au contrevenant lettre recommandée, qu'il a été procédé au déplacement de l'objet.

Livraisons - Les livraisons dans l'immeuble de provisions, matières sales encombrantes devront être faites le matin avant dix heures.

Il ne devra être introduit dans l'immeuble aucune matière dangere insalubre ou malodorante.

Hygiène - Les tapis des escaliers pourront être enlevés tous les ans en pendant une période de trois mois, pour le battage, sans que les copropriétaire tous autres occupants puissent réclamer une indemnité quelconque.

Les postes de vide-ordures devront être entretenus en état par les usager utilisés conformément à leur destination en évitant d'y déverser des liquides, objets cassants, trop encombrants ou susceptibles de faire bouchon.

Harmonie de l'immeuble - La conception et l'harmonie générale l'immeuble devront être respectées sous le contrôle du syndic.

Toute enseigne ou publicité de caractère professionnel ou commercial interdite dans les parties communes, ainsi qu'il est dit ci-dessus au paragra "Enseignes - Plaques".

Le syndic pourra toutefois autoriser l'apposition de plaques professionne dans les conditions visées au même paragraphe.

Par ailleurs, il pourra être toléré l'apposition d'écriteaux proviso annonçant la mise en vente ou la location d'un lot.

En fonction de l'organisation du service de l'immeuble, il pourra être inst dans les entrées des boîtes aux lettres, en nombre égal au nombre de lots, c modèle déterminé par le syndic. Aucune boîte aux lettres supplémentaires pourra être installée dans les parties communes, sans autorisation de l'assemb générale.

Les copropriétaires pourront, après en avoir avisé le syndic, procéder à tous branchements, raccordements sur les descentes d'eaux usées et sur les canalisations et réseaux d'eau, d'électricité, de téléphone et, d'une façon générale, sur toutes les canalisations et réseaux constituant des parties communes, le tout dans la limite de leur capacité et sous réserve de ne pas causer de nuisances aux autres copropriétaires.

Troubles de jouissance - L'ensemble des services collectifs et éléments d'équipements communs étant propriété collective, un copropriétaire ne pourra réclamer de dommages et intérêts en cas d'arrêt permanent, imputable à un cas de force majeure, ou de suspension momentanée pour des nécessités d'entretien ou des raisons accidentelles.

Responsabilité - Chaque copropriétaire sera personnellement responsable des dégradations causées aux parties communes et, d'une manière générale, de toutes les conséquences dommageables susceptibles de résulter d'un usage abusif ou d'une utilisation non conforme à la destination des parties communes, que ce soit par son fait, par le fait des occupants ou de ses locataires ou par celui des personnes se rendant chez lui.

Entretien - Carence - En cas de carence de la part d'un copropriétaire dans l'entretien de ses parties privatives, tout au moins pour celles visibles de l'extérieur, ainsi que d'une façon générale pour toutes celles dont le défaut d'entretien peut avoir des incidences à l'égard des parties communes ou des autres parties privatives ou de l'aspect extérieur de l'immeuble, le syndic, après décision de l'assemblée générale, pourra remédier aux frais du copropriétaire défaillant à cette carence, après mise en demeure par lettre recommandée avec demande d'avis de réception restée sans effet pendant un délai d'un mois.

Servitudes réciproques - Les conventions stipulées au présent état descriptif de division - règlement de copropriété notamment celles qui déterminent les droits et obligations réciproques des copropriétaires relativement aux choses de propriété communes et privatives constituent des servitudes que les copropriétaires devront respecter chacun en ce qui le concerne.

Il en est notamment ainsi de toutes suggestions pouvant découler de la situation naturelle des lieux, du passage des canalisations communes de toutes sortes dans les locaux privatifs, spécialement du passage des tuyaux sanitaires et des conduits d'électricité, de chauffage central le cas échéant.

CHAPITRE 4 - ADMINISTRATION DE L'IMMEUBLE

Syndicat

Les copropriétaires sont constitués en un syndicat dont le siège est dans l'immeuble.

Les décisions du syndicat sont prises en assemblées générales (copropriétaires ; leur exécution est confiée à un syndic placé éventuellement s(le contrôle d'un conseil syndical.

L'assemblée générale des copropriétaires pourra décider de donner syndicat la forme coopérative.

Syndic

Le syndic est nommé par l'Assemblée Générale des copropriétaires pour u durée maximum de trois années à la majorité des voix de tous les copropriétaire

Il peut être révoqué à tout moment dans les mêmes conditions.

Monsieur Luc d'AQUIN, demeurant à STRASBOURG (67100), 2, 1 d'Eguisheim est nommé syndic provisoire jusqu'à la première assemblée (nommera le syndic définitif.

Les pouvoirs et les obligations du syndic sont ceux qui lui sont confiés p la loi n. 65-557 du 10 juillet 1965 et ses textes subséquents ainsi que par s décret d'application n. 67-223 du 17 mars 1967 dans ses articles 31 à 39.

Le syndic est notamment chargé d'ouvrir un compte bancaire ou pos séparé au nom du syndicat sur lequel sont versées sans délai toutes les sommes valeurs reçues au nom ou pour le compte du syndicat. L'assemblée générale p(en décider autrement dans les conditions fixées à l'article 18 de la loi du 10 juil 1965 précitée. La méconnaissance par le syndic de cette obligation emporte nullité de plein droit de son mandat.

Conseil syndical

L'assemblée des copropriétaires pourra décider, par délibération spéciale, ne pas instituer de conseil syndical. Cette décision doit être prise à la majorité l'article 26 de la loi. La décision de l'assemblée générale de créer un tel cons syndical (après une première décision) pourra être prise à la majorité de l'arti(25 de la loi.

L'assemblée générale statuant à la majorité de l'article 25 de la loi d(arrêter un montant des marchés et des contrats à partir duquel la consultation conseil syndical est rendue obligatoire.

Assemblées Générales

La réunion de tous les copropriétaires formant le syndicat constit l'assemblée générale. Cette assemblée contrôle l'administration et la gestion l'immeuble ; elle prend toutes les décisions utiles. Ses décisions oblige l'universalité des copropriétaires.

Cette assemblée se tient sur convocation du syndic, chaque fois que l circonstances l'exigent et au moins une fois par an. En outre, le syndic d(convoquer l'assemblée générale chaque fois que la demande lui en est faite p lettre recommandée soit par le conseil syndical, soit par les copropriétair représentant ensemble au moins le quart des tantièmes de copropriété ; faute par

syndic de le faire dans un délai de huit jours, les convocations seront valablement envoyées par le président du conseil syndical.

Convocations - Les convocations sont adressées par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou remises contre récépissé au moins quinze jours avant la date prévue. Elles devront comporter l'indication des lieu, date, heure de la réunion laquelle pourra être tenue dans la commune, soit de la situation de l'immeuble, soit au domicile du syndic, ainsi que l'ordre du jour qui précisera chacune des questions soumises à la délibération de l'Assemblée.

Lorsque l'assemblée générale est appelée à délibérer sur les comptes de la copropriété, les documents suivants sont notifiés au plus tard en même temps que l'ordre du jour :

a) le compte des recettes et des dépenses de l'exercice écoulé, un état des dettes et créances et la situation de trésorerie, lorsque l'assemblée est appelée à approuver les comptes ;

b) le budget prévisionnel accompagné des documents prévus au paragraphe a) ci-dessus, lorsque l'assemblée est appelée à voter les crédits du prochain exercice.

Le syndic doit tenir les pièces justificatives des charges de copropriété à la disposition des copropriétaires durant au moins un jour ouvré au cours de la période s'écoulant entre la convocation de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes et la tenue de celle-ci.

Représentation - Chaque copropriétaire peut se faire représenter par un mandataire ; celui-ci peut être, soit permanent, soit désigné spécialement pour une assemblée. Cette représentation sera réglée par les articles 22 et 23 de la loi n. 65-557 du 10 juillet 1965 susvisée, modifiée par la loi n. 85-1470 du 31 décembre 1985. Le mandataire peut être choisi hors des membres du syndicat (toutes dispositions contraires sont réputées non écrites).

En cas d'indivision ou d'usufruit d'un lot, les intéressés doivent être représentés par un mandataire commun, qui sera, à défaut d'accord, désigné par le Président du Tribunal d'instance à la requête de l'un d'entre eux ou du syndic.

Tenue des Assemblées - Il sera dressé pour chaque assemblée une feuille de présence signée par tous les copropriétaires ou leurs mandataires et arrêtée par le président de l'assemblée ; les pouvoirs y seront annexés.

L'assemblée générale élit son président, et le cas échéant son bureau.

Le syndic assure le secrétariat de la séance sauf décision contraire de l'assemblée générale.

Il est établi un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée, qui est signé par le président, par le secrétaire et par les membres du bureau, s'il en a été constitué un.

Le procès-verbal comporte le texte de chaque délibération. Il indique le résultat de chaque vote et précise les noms des copropriétaires ou associés qui se

sont opposés à la décision de l'assemblée, de ceux qui n'ont pas pris part au vote de ceux qui se sont abstenus.

Sur la demande d'un ou plusieurs copropriétaires ou associés opposants, procès-verbal mentionne les réserves éventuellement formulées par eux sur régularité des délibérations. Les procès-verbaux des séances sont inscrits, à suite des uns des autres, sur un registre spécialement ouvert à cet effet.

Les copies ou extraits de procès-verbaux sont certifiés conformes par syndic.

Quorum - Majorité - Chaque copropriétaire dispose d'autant de voix qu possède de tantièmes de copropriété.

Toutefois lorsqu'un copropriétaire possède plus de la moitié des quotes-pa des parties communes appartenant à tous les copropriétaires, le nombre de vo dont il dispose est réduit à la somme des voix des autres copropriétaires, sauf dispositions prévues à l'article 23 de la loi n. 65-557 du 10 juillet 1965.

Les assemblées des copropriétaires ne peuvent valablement délibérer qu'a conditions de quorum et majorité des articles 24 et suivants de la loi n. 65-557 10 juillet 1965 susvisée, modifiée par la loi n. 85-1470 du 31 décembre 19 étant rappelé ou précisé ce qui suit :

- la majorité de droit commun prévue à l'article 24 de la loi du 10 juil 1965, correspond à la majorité des voix exprimées par les copropriétaires prése ou représentés. Il s'agit de celle nécessaire pour régler les affaires courantes de copropriété ;

- la majorité prévue à l'article 25 de la loi du 10 juillet 1965, correspond à majorité des voix de tous les copropriétaires (y compris ceux qui ne sont présents ni représentés) ; celle-ci est nécessaire pour les décisions concernant matières énumérées audit article dans sa rédaction actuelle.

Observation faite que lorsque cette majorité n'a pu être atteinte, mais que projet a recueilli au moins le tiers des voix de tous les copropriétaires compos le syndicat, la même assemblée peut statuer à la majorité de l'article 24, procédant immédiatement à un second vote.

- la majorité prévue à l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965, dans rédaction actuelle, correspond à la majorité des membres du syndicat représent les deux tiers des voix (déterminés par le total des voix de tous les copropriétair ; cette dernière est nécessaire pour les décisions les plus importantes, ceci, s réserve du cas prévu lors de la modification de majorité apportée par la loi n. 624 du 21 juillet 1994.

Décisions requérant l'unanimité- L'assemblée générale ne peut, sau l'unanimité des voix de tous les copropriétaires, décider l'aliénation des par communes dont la conservation est nécessaire au respect de la destination l'immeuble, ni imposer à un copropriétaire une modification à la destination de parties privatives ou aux modalités de leur jouissance, telles qu'elles résultent présent règlement de copropriété.

Sous réserve du cas prévu par les dispositions des articles 11 et 12 de la Loi n. 65-557 du 10 Juillet 1965, aucune modification de la répartition des charges ne peut être effectuée sans le consentement unanime des copropriétaires.

Votes particuliers - Chaque fois que la question mise en discussion concernera les dépenses d'entretien d'une partie de l'immeuble à la charge de certains copropriétaires seulement ou les dépenses d'entretien et de fonctionnement d'un élément d'équipement commun seulement à certains des copropriétaires, seuls les copropriétaires intéressés prendront part au vote sur les décisions qui concernent ces dépenses.

Chacun d'eux vote avec un nombre de voix proportionnel à sa participation auxdites dépenses.

CHAPITRE 5 - CHARGES COMMUNES

Les charges relatives à la conservation, à l'entretien et à l'administration des parties communes sont réparties entre les copropriétaires au prorata de leurs tantièmes de copropriété.

Règlement des charges

I - Pour faire face aux dépenses courantes de maintenance, de fonctionnement et d'administration des parties communes et équipements communs de l'immeuble, le syndicat des copropriétaires vote, chaque année, un budget prévisionnel. A cette fin, l'assemblée générale des copropriétaires est réunie dans un délai de six mois à compter du dernier jour de l'exercice comptable précédent.

Les provisions versées par les copropriétaires au syndicat sont égales au quart du budget voté. Toutefois, l'assemblée générale peut fixer des modalités différentes. Ces provisions sont exigibles le premier jour de chaque trimestre ou le premier jour de la période fixée par l'assemblée générale.

De plus, pour permettre au syndic de faire face au paiement des charges communes, chaque copropriétaire devra verser au syndic une avance de trésorerie permanente dont le montant sera fixé par l'assemblée générale.

Le syndic pourra en outre exiger le versement des provisions déterminées par l'article 35 du décret n. 67-223 du 17 mars 1967 ainsi que le versement des provisions pour travaux prévues à l'article 18 de la loi du 10 juillet 1965.

II - Le compte des dépenses communes sera établi une fois par an, dans les six mois suivant l'année écoulée.

Leur règlement aura lieu, au plus tard, dans la quinzaine de l'envoi du compte.

Toutefois, le syndic pourra présenter des comptes trimestriels ou semestriels, dont le règlement aura lieu dans la quinzaine de leur présentation. Dans ce cas également, dès son entrée en jouissance, chaque copropriétaire versera entre les mains du syndic la provision nécessaire.

Le règlement des charges communes, s'il est opéré semestriellement trimestriellement, ne pourra, en aucun cas, être imputé sur la provision ver laquelle devra rester intacte.

Le paiement des charges n'emporte pas l'approbation des comptes qui r du ressort de l'assemblée générale.

III - En cas d'indivision ou de démembrement de la propriété d'un lot, indivisaires d'une part et les nus-propriétaires et usufruitiers d'autre part, se tenus solidairement de l'entier paiement des charges afférentes au lot considéré

Aucun copropriétaire ne pourra se décharger de sa contribution aux cha communes, ou la diminuer, par l'abandon aux autres, en totalité ou en partie ses droits divis et indivis.

IV - Toute somme due porte intérêt au profit du syndicat au taux léga matière civile à compter de la mise en demeure adressée par le syndic copropriétaire défaillant.

D'autre part, les autres propriétaires devront faire l'avance nécessaire p parer aux conséquences de cette défaillance.

V - Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à l'exercice sûretés légales et ne valent pas accord de délais de règlement.

VI - Tous les frais et honoraires quelconques exposés pour le recouvren des sommes dues par un copropriétaire resteront à la charge du débiteur.

VI. Répartition des charges

Tantièmes calculés conformément aux dispositions de l'article 5 d loi du 10 juillet 1965

PC1 : Savoir : l'ensemble des propriétaires de l'immeuble sis à 9 ru Thann à STRASBOURG, en indivision forcée pour un total de : mille millié (1.000/1.000èmes), comprenant :

- les parties communes générales à savoir : le sol bâti et non bâti d parcelle cadastrée : VILLE DE STRASBOURG, section EC n° 258/131 d surface cadastrale de 1,51 ares.

Les éléments d'équipement communs y compris les parties de canalisat y afférentes traversant des locaux privatifs.

Les fondations, l'ossature, les murs, le vide et la toiture du bâtiment.

Au niveau terrain naturel :

- un emplacement poubelles.

Au sous-sol :

- un escalier,
- un débarras,
- deux dégagements,
- une buanderie,
- un local,
- et un compteur d'eau.

Au rez-de-chaussée :

- un escalier,
- un dégagement,
- et une cage d'escalier.

Du premier étage au quatrième étage :

- une cage d'escalier.

CHAPITRE 6 - DISPOSITIONS DIVERSES

AUTORISATIONS - Travaux

Le propriétaire comme tel du lot n° 5 (cinq) est autorisé à aménager les combles en logement à titre d'extension de son logement et à cet effet de poser un ou plusieurs vélux ou « chien assis » dans la toiture, et de se brancher sur les équipements communs ou privatifs de l'immeuble.

L'ensemble des travaux sus-énoncés devra être effectué sous le contrôle de l'architecte ou du bureau d'études de la copropriété, et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à cet effet, et de la souscription d'une assurance dommage-ouvrage.

Les frais de modification du règlement de copropriété – état descriptif de division et des millièmes sont à la charge du propriétaire comme tel dudit lot et seront préalables au démarrage des travaux.

MUTATIONS DE PROPRIETE

En cas de mutation entre vifs à titre onéreux, les parties seront tenues de remplir les formalités prévues par l'article 20 de la loi n. 65-557 du 10 juillet 1965 susvisée.

Tout transfert de propriété d'un lot ou d'une fraction de lot, toute constitution sur ces derniers d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété, est notifié au syndic dans les conditions de l'article 6 du décret n. 67-223 du 17 mars 1967 susvisé.

Mutation entre vifs - Le nouveau copropriétaire sera tenu vis-à-vis syndicat, au paiement des sommes dont la mise en recouvrement aura régulièrement décidée postérieurement à la notification, faite au syndic, de mutation intervenue.

Le précédent copropriétaire restera tenu de répondre à tous appels de fo décidés avant cette notification, fût-ce pour le financement de travaux futurs et régler toutes autres sommes mises en recouvrement antérieurement à la notification.

Il ne pourra exiger la restitution, même partielle, des sommes par lui vers à titre d'avance ou de provisions.

Les conventions ou accords intervenus entre l'ancien et le nouv copropriétaire à l'occasion du transfert de propriété du lot pour la prise en cha des dépenses de copropriété ne seront en aucun cas opposables au syndicat.

Mutation par décès - En cas de mutation par décès, les héritiers et aya droit devront justifier au syndic, dans les deux mois du décès, de leurs quali héréditaires par une lettre du notaire chargé de régler la succession.

Les obligations de chaque copropriétaire étant indivisibles à l'égard syndicat, celui-ci pourra exiger leur entière exécution de n'importe lequel héritiers ou représentants. Si l'indivision vient à cesser par suite d'un acte partage, cession ou licitation entre héritiers, le syndic devra en être informé d le mois de cet événement par une lettre du rédacteur de l'acte contenant les n prénoms, profession et domicile du nouveau copropriétaire, la date de la mutat et celle de l'entrée en jouissance.

TRAVAUX IMMOBILIERS

Améliorations

Décisions - L'assemblée générale des copropriétaires, statuant à la majo des membres du syndicat représentant au moins les deux tiers des voix, pourr la condition qu'elles soient conformes à la destination de l'immeuble telle prévue au présent règlement de copropriété, décider toutes améliorations, telle la transformation d'un ou de plusieurs éléments d'équipement exista l'adjonction d'éléments nouveaux, l'aménagement de locaux affectés à l'us commun ou la création de tels locaux. L'assemblée fixera alors, à la mê majorité :

a) La répartition du coût des travaux et de la charge des indemnités prév au paragraphe ci-après, en proportion des avantages qui résulteront des trav envisagés pour chacun des copropriétaires, sauf à tenir compte de l'accord certains d'entre eux pour supporter une part de dépenses plus élevée.

b) La répartition des dépenses de fonctionnement, d'entretien et remplacement des parties communes ou des éléments d'équipement comm transformés ou créés.

Travaux entraînant accès aux parties privatives - Si les circonstan l'exigent et à condition que l'affectation, la consistance ou la jouissance des par

privatives comprises dans son lot n'en soient pas altérées de manière durable, aucun des copropriétaires ou de ses ayants droit ne peut faire obstacle à l'exécution, même à l'intérieur de ses parties privatives, des travaux régulièrement et expressément décidés par l'assemblée.

Les travaux entraînant un accès aux parties privatives devront toutefois être notifiés aux copropriétaires au moins huit jours avant le début de leur réalisation, sauf impératif de sécurité ou de conservation des biens.

Mais les copropriétaires qui subiraient un préjudice par suite de la réalisation desdits travaux, en raison, soit d'une diminution définitive de la valeur de leur lot, soit d'un trouble de jouissance grave, même s'il est temporaire, soit de dégradations, auront droit à une indemnité dont le montant, à la charge de l'ensemble des copropriétaires, sera réparti en proportion de la participation de chacun d'entre eux au coût des travaux dont s'agit.

Paiement des travaux - La décision prise par l'assemblée générale en application de l'article "Améliorations" ci-dessus, obligera les copropriétaires à participer, dans les proportions fixées par cette décision, au paiement des travaux, à la charge des indemnités prévues au paragraphe qui précède, ainsi qu'aux dépenses de fonctionnement, d'administration, d'entretien et de remplacement des parties communes ou des éléments d'équipement transformés ou créés.

La part du coût des travaux, des charges financières y afférentes, et des indemnités, incombant aux copropriétaires qui n'auront pas donné leur accord à la décision prise par l'assemblée générale d'exécuter les travaux pourra n'être payée que par annuités égales au dixième de cette part. Lorsque le syndicat n'aura pas contracté d'emprunt en vue de la réalisation desdits travaux, les charges financières dues par les copropriétaires payant par annuités seront égales au taux d'intérêt légal. Toutefois, les sommes visées ci-dessus deviendront immédiatement exigibles lors de la première mutation entre vifs du lot de l'intéressé, même si cette mutation est réalisée par voie d'apport en société.

La possibilité de règlement différé prévue ci-dessus n'est cependant pas applicable lorsqu'il s'agit de travaux imposés par le respect d'obligations légales ou réglementaires ou de travaux d'entretien ou de réparation.

DOMICILE

Pour permettre toutes notifications ou convocations, chaque copropriétaire ou titulaire d'un droit d'usufruit ou de nue-propriété sur un lot ou une fraction de lot devra notifier au syndic son domicile réel ou élu, en France métropolitaine conformément à l'article 64 du décret n. 67-223 du 17 mars 1967 susvisé.

MODIFICATIONS DU REGLEMENT

Le présent règlement pourra être modifié par l'assemblée générale dans la mesure où il concerne la jouissance, l'usage et l'administration des parties communes.

Les décisions à cet effet seront adoptées par l'assemblée générale à la majorité prévue à l'article 26 de la loi du 10 juillet 1965.

MODIFICATION DES LOTS

Chaque copropriétaire pourra, sous sa responsabilité et dans la limi lois et règlements, modifier la disposition intérieure des locaux lui appart sous réserve cependant de ne pas nuire à la solidité de tout ou partie de l'imm ; il sera responsable de tous affaissements et dégradations qui se produirai fait de ces travaux.

Détachement d'éléments de lot - Division de lots - Les copropri pourront échanger entre eux des éléments détachés de leurs lots ou en céd copropriétaires voisins, ou encore diviser leurs locaux en plusieurs lots. Ils a la faculté de modifier en conséquence les quotes-parts de parties communes charges de toute nature afférentes aux locaux en question, à la condition c total reste inchangé.

Toutefois, en cas d'aliénation séparée d'une ou plusieurs fractions d'un nouvelle répartition des charges entre ces fractions sera, par applicatio l'article 11 de la Loi du 10 juillet 1965, soumise à l'approbation de l'asse générale, statuant à la majorité prévue à l'article 24 de la loi du 10 juillet (majorité de droit commun)

Tout copropriétaire de plusieurs lots jouira de la faculté de modif composition de ces lots mais sous les mêmes conditions.

Toute modification des lots devra faire l'objet d'un acte modificatif de descriptif de division, ainsi que de l'état de répartition des charges.

En cas de division d'un lot, cet acte attribuera un numéro nouveau à ch des parties du lot divisé, lesquelles formeront autant de lots distincts.

De même en cas de réunion de plusieurs lots pour former un lot u l'acte modificatif attribuera à ce dernier un nouveau numéro.

Formalités - Dans l'intérêt commun des copropriétaires ou de leurs a cause, il est stipulé qu'au cas où l'état descriptif de division ou le règleme copropriété viendraient à être modifiés, une copie authentique de l'acte modif rapportant la mention de publicité foncière devra être remise :

1- Au syndic,

2- Au notaire détenteur de l'original des présentes, ou à son successeur, en être effectué le dépôt ensuite de celles-ci au rang de ses minutes.

Tous les frais en conséquence seront à la charge du ou des copropriét ayant réalisé les modifications.

PUBLICITE FONCIERE – LIVRE FONCIER

Le présent règlement de copropriété sera publié conformément à la L 65-557 du 10 Juillet 1965 et aux dispositions légales relatives au Livre Fonci

Il en sera de même de toutes modifications pouvant être apportées p suite au présent règlement.

Mention des présentes est consentie partout où besoin sera.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état-civil.

DIAGNOSTIC TECHNIQUE

Conformément à l'article L. 111-6-2 du Code de la construction et de l'habitation, un diagnostic technique portant constat de l'état apparent de la solidité du clos et du couvert, de l'état des conduites et canalisations collectives, ainsi que des équipements communs et de sécurité, a été établi par le Cabinet CERTIFIM IMMOBILIER SARL, à MUNDOLSHEIM, le 22 juillet 2004.

Un exemplaire de ce diagnostic technique est demeuré ci-annexé.

DONT ACTE rédigé sur vingt trois pages.

Fait et passé à OSTWALD, 48, rue du Général Leclerc
A la date sus indiquée.
Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

Droits d'enregistrement
sur Etat : 75 €

9, rue de Thann
67100 STRASBOURG

MODIFICATIF AU
REGLEMENT DE COPROPRIETE

Du 29 juin 2007 Rép. N° 31.126

L'AN DEUX MILLE SEPT
Le vingt neuf juin

PARDEVANT Maître Guy RUHARD, notaire associé de la Société Civile Professionnelle « Guy RUHARD – Stéphane FAGOT », titulaire d'un office notarial à la résidence d'OSTWALD (67540), 48, rue du Général Leclerc, soussigné

ONT COMPARU :

1°) Monsieur Luc D'ACQUIN, demeurant à STRASBOURG (67100), 9, rue de Thann

agissant sa qualité de syndic au nom du syndicat des copropriétaires de l'immeuble 9, rue de Thann à STRASBOURG (67100),

en vertu d'une délibération de l'assemblée générale des copropriétaires du 23 mars 2207, dont un exemplaire est ci-annexé après mention. Aux termes de ladite Assemblée l'unanimité des copropriétaires a donné son accord à la modification objet des présentes.

2°) - Monsieur Paul Frédéric Charles **NEMET**, enseignant, demeurant à STRASBOURG (67100), 9, rue de Thann
Né à la WALCK (67350), le 27 novembre 1968
Epoux divorcé de Madame Véronique HERRMANN, suivant jugement du Tribunal de Grande Instance de STRASBOURG, le 8 avril 2005 non remarié
De nationalité française.

2°) Mademoiselle Elisabeth Pascale **BUR**, enseignant, demeurant à STRASBOURG (67100), 9, rue de Thann
Née à SAINT AVOLD (57500), le 9 août 1970
Célibataire, majeure
De nationalité française.

- liés par un PACS enregistré le 31 octobre 2005 au Greffe du Tribunal d'Instance de STRASBOURG -

Lesquels exposent préalablement ce qui suit :

L'ensemble des travaux sus-énoncés devra être effectué sous le contrôle de l'architecte ou du bureau d'études de la copropriété, et sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires à cet effet, et de la souscription d'une assurance dommage-ouvrage.

Les frais de modification du règlement de copropriété – état descriptif de division et des millièmes sont à la charge du propriétaire comme tel dudit lot et seront préalables au démarrage des travaux.

Quant à la modification objet du présent acte

Suite à l'aménagement des combles par le propriétaire comme tel du lot n° 5, comme mentionné ci-dessus, une esquisse modificative a été établie le 29 août 2006 par le Cabinet GRAFF - KIEHL géomètre expert à STRASBOURG, certifiée par le Service du Cadastre de STRASBOURG, le 5 septembre 2006.

Aux termes de ladite esquisse :
- Le lot n° 5 est supprimé,
- Le lot n° 11 est créé suite au réaménagement intérieur,
- les millièmes sont recalculées.

Ceci exposé, il est passé à la modification objet du présent acte.

MODIFICATION

I. PARTIES COMMUNES

Parties communes à tous les propriétaires de l'immeuble, savoir les lots **1 à 4 et 6 à 11**, désignées par le symbole "PC1"

SANS CHANGEMENTS

II. PARTIES PRIVATIVES

SUPPRESSION DE LOT

Le lot n° 5 savoir :

LOT N° 5 (cinq)
Un appartement comprenant :
* au quatrième étage : un séjour, une cuisine, trois chambres, une salle de bains, un WC, un escalier et deux dégagements,
* aux combles : deux greniers et un escalier.
- et les :
* 207/1.000èmes des parties communes PC1.

TABLEAU RECAPITULATIF DES LOTS

LOTS	Etage	Désignation	PC1 1.000
1	rez-de-chaussée	Appartement	158
2	premier étage	Appartement	177
3	deuxième étage	Appartement	182
4	troisième étage	appartement	182
5	SUPPRIME		0
6	sous-sol	cave	3
7	sous-sol	cave	4
8	sous-sol	cave	4
9	sous-sol	cave	4
10	sous-sol	cave	4
11	**quatrième étage et combles**	**Appartement en duplex**	**282**
		TOTAL	**1.000**

Il est renoncé à la notification prescrite par la loi contre délivrance d'un certificat d'inscription au notaire soussigné.

POUVOIRS

Les parties, agissant dans un intérêt commun donnent tous pouvoirs à tous clercs et employés de l'étude du notaire soussigné, avec faculté d'agir ensemble ou séparément à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires, rectificatifs ou modificatifs des présentes, pour mettre celles-ci en concordance avec les documents hypothécaires, cadastraux et avec ceux d'état-civil.

DONT ACTE rédigé sur sept pages.

Ne Varietur./.

Fait et passé au siège de l'office notarial dénommé en tête des présentes.
A la date sus indiquée.
Et, après lecture faite, les parties ont signé avec le notaire.

PREMIERE COPIE
délivrée à divorcions

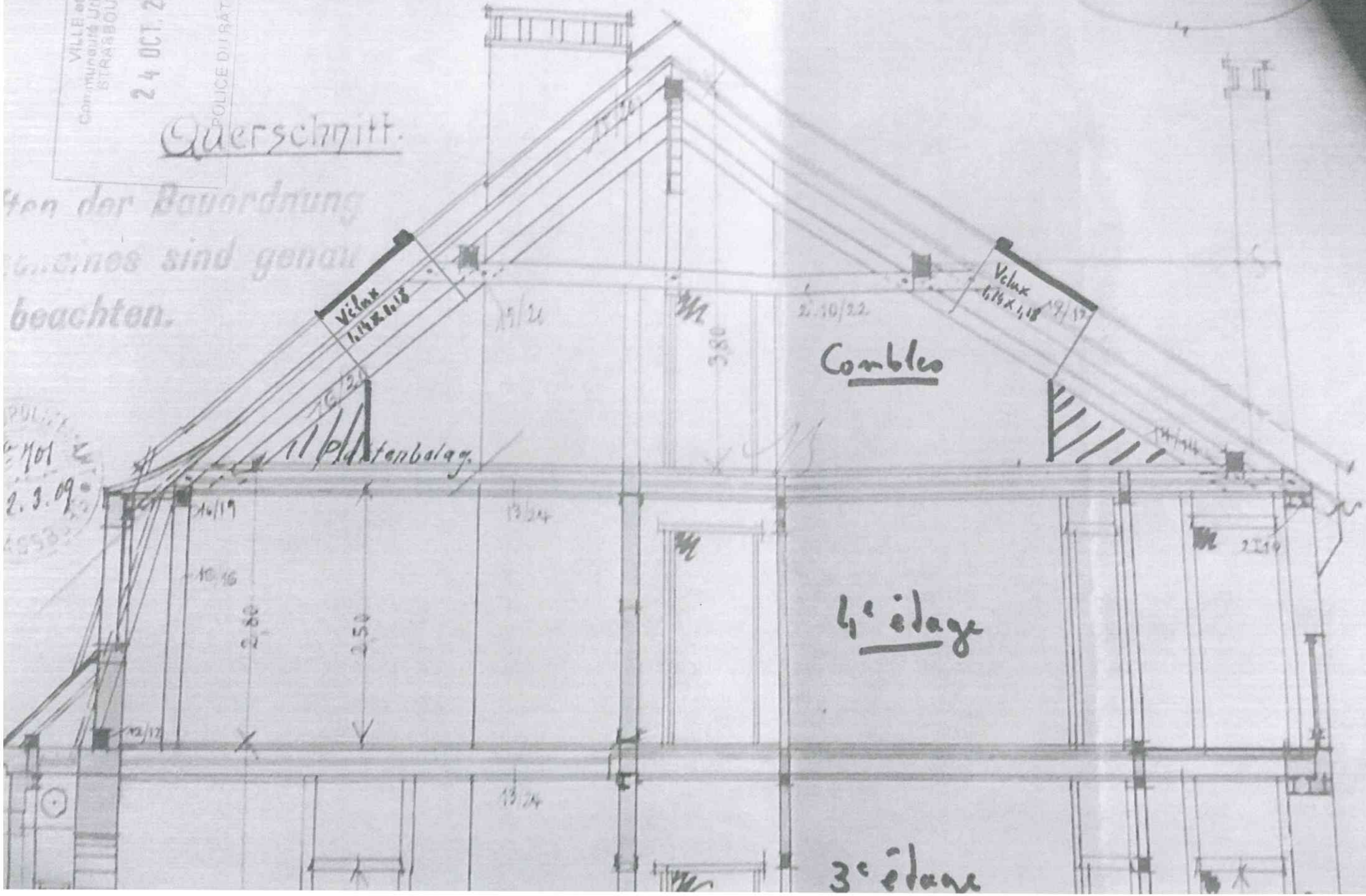
DROITS D'ENREGISTREMENT
SUR ETAT : 12 J - 6.

VILLE et Communauté Urbaine de STRASBOURG
24 OCT. 2005
POLICE DU BÂTIMENT

Blatt 2.

Querschnitt.

...ten der Bauordnung
...ches sind genau
beachten.

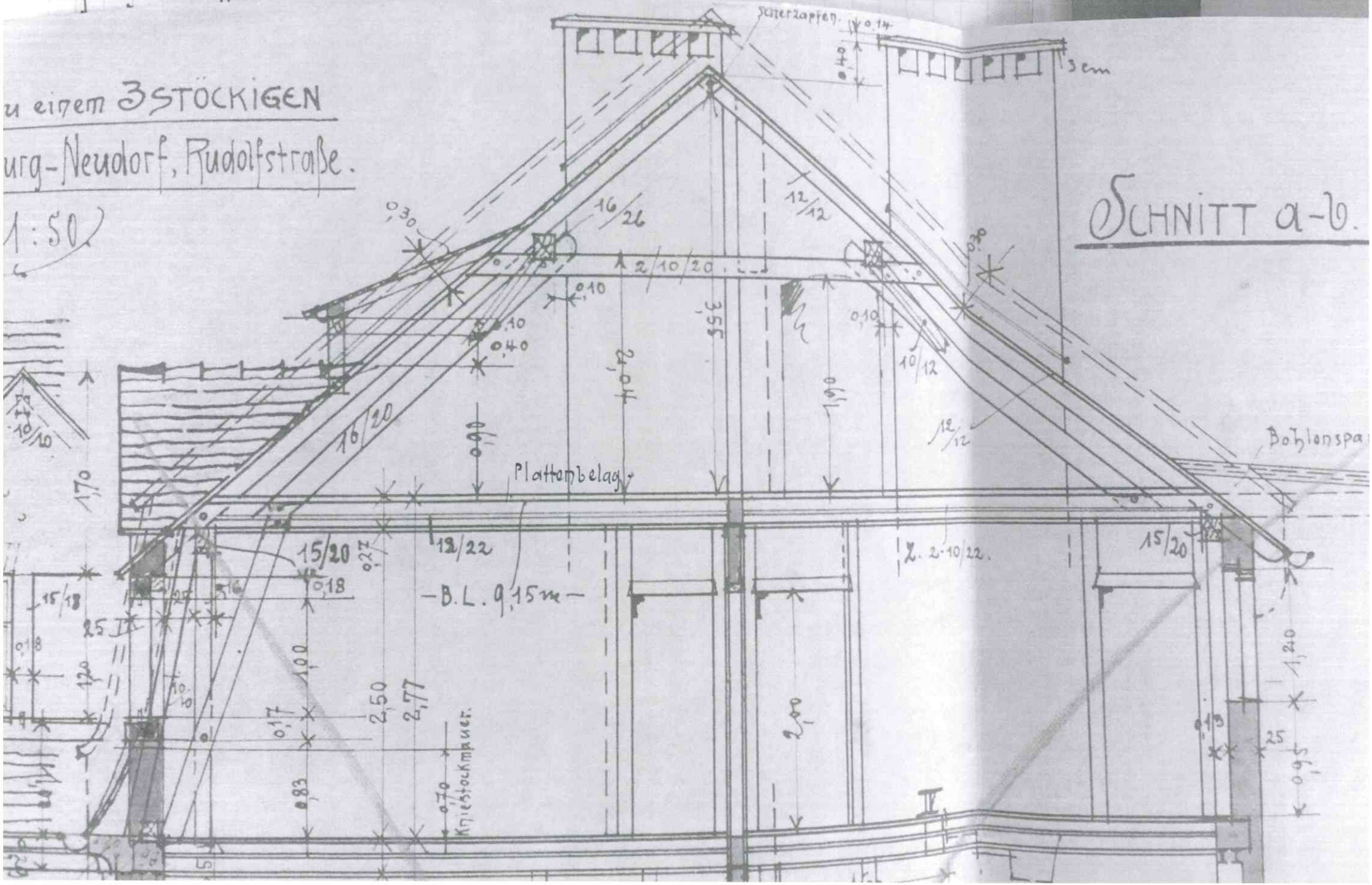


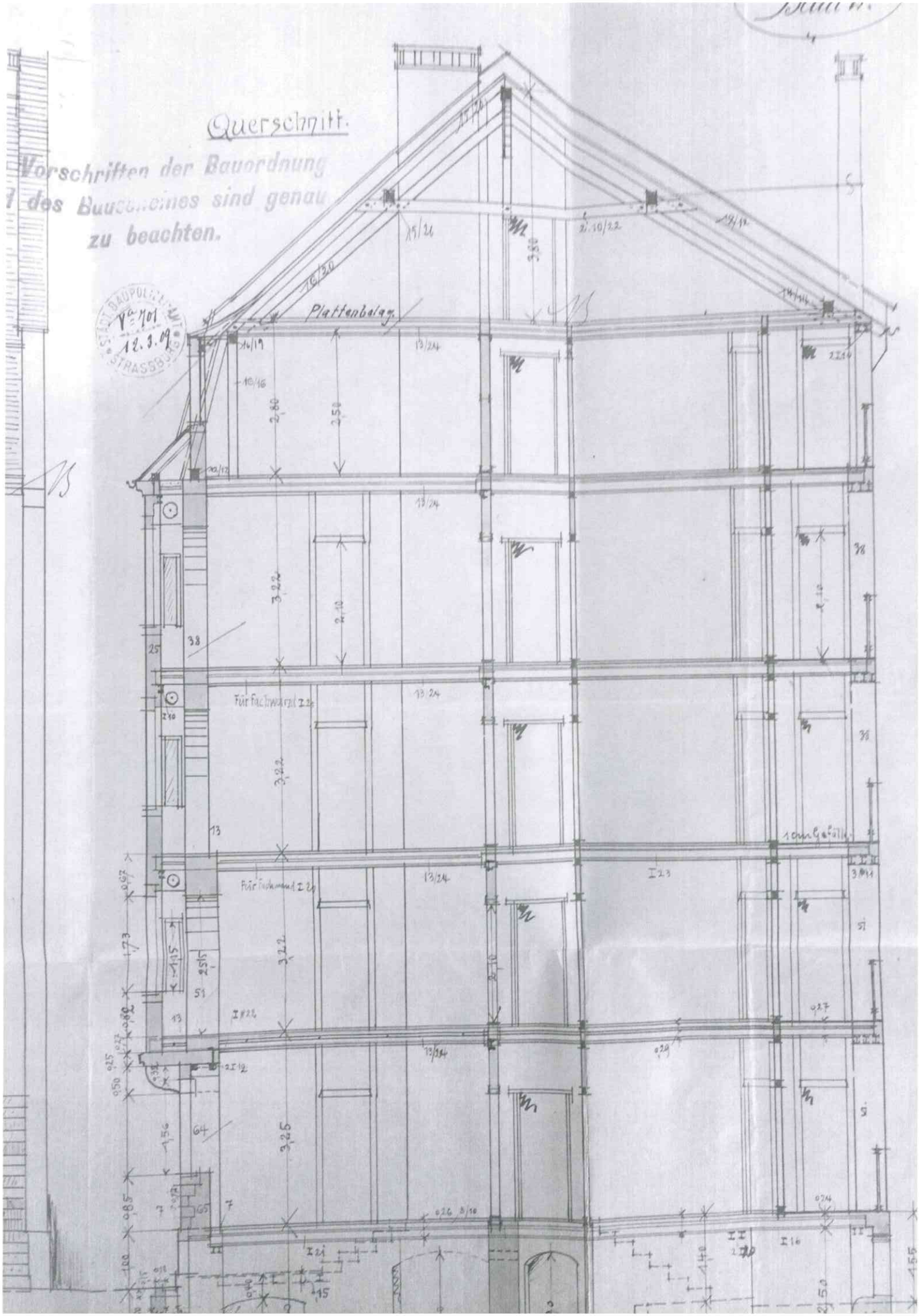
u einem 3STÖCKIGEN

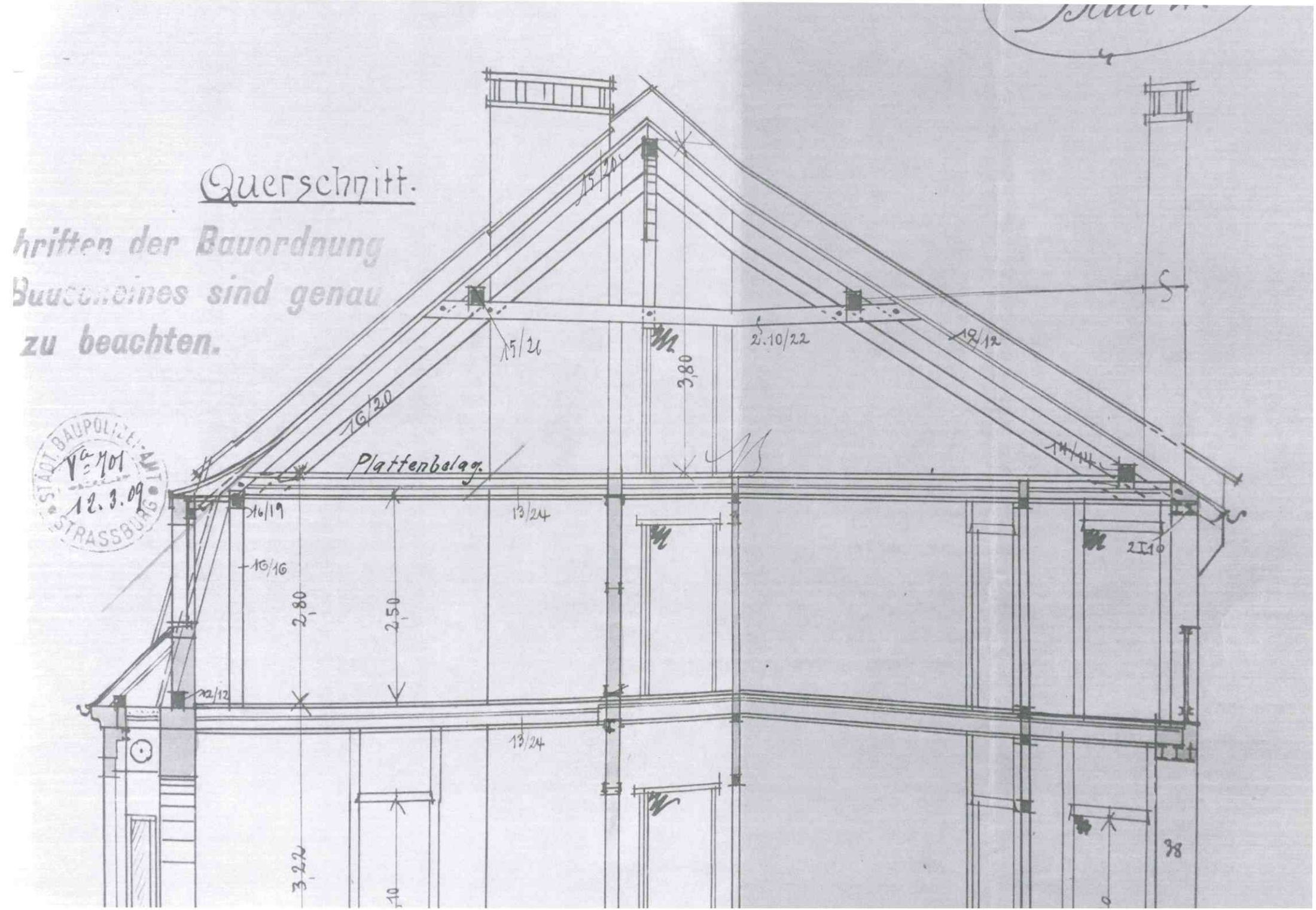
urg-Neudorf, Rudolfstraße.

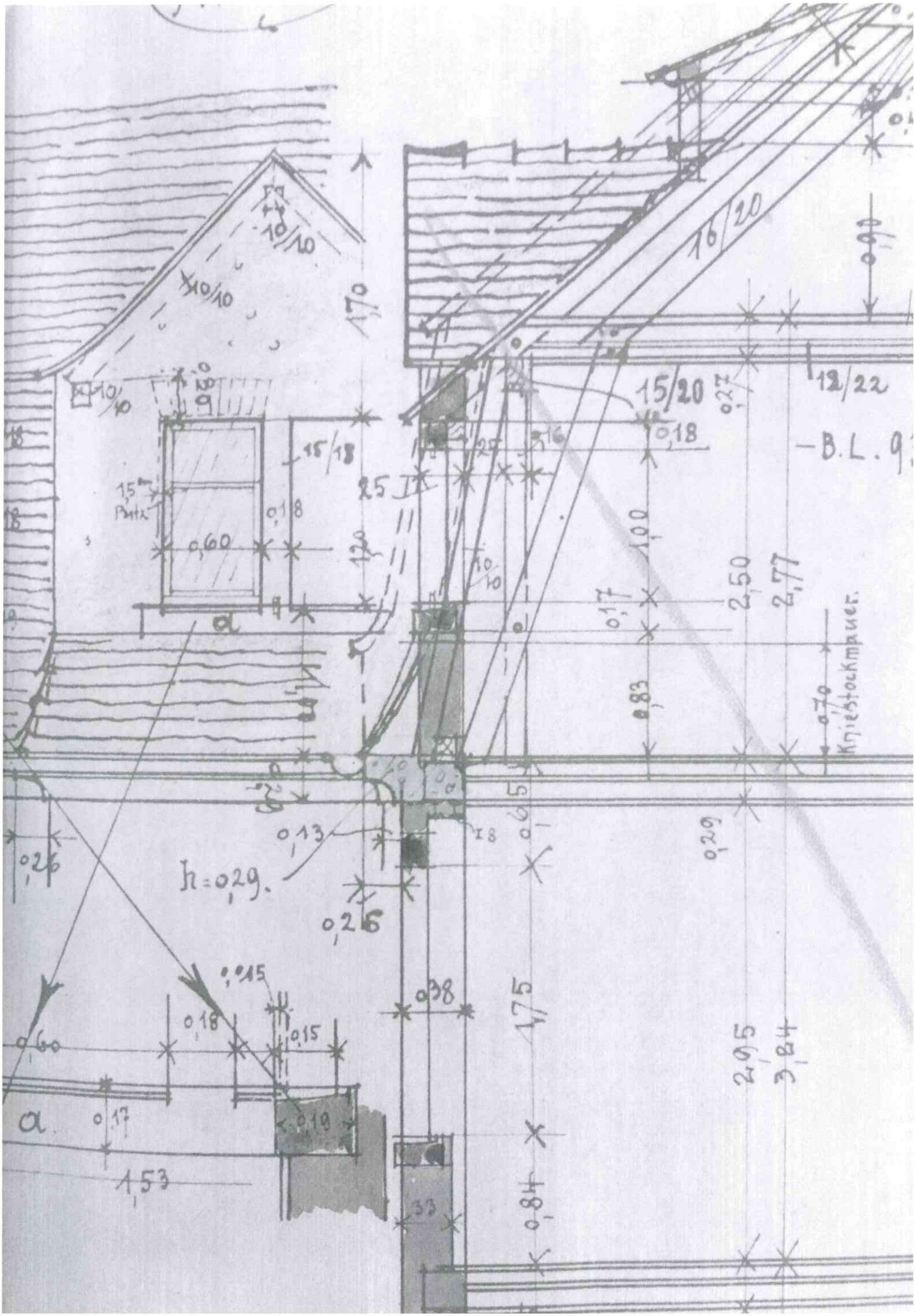
1:50

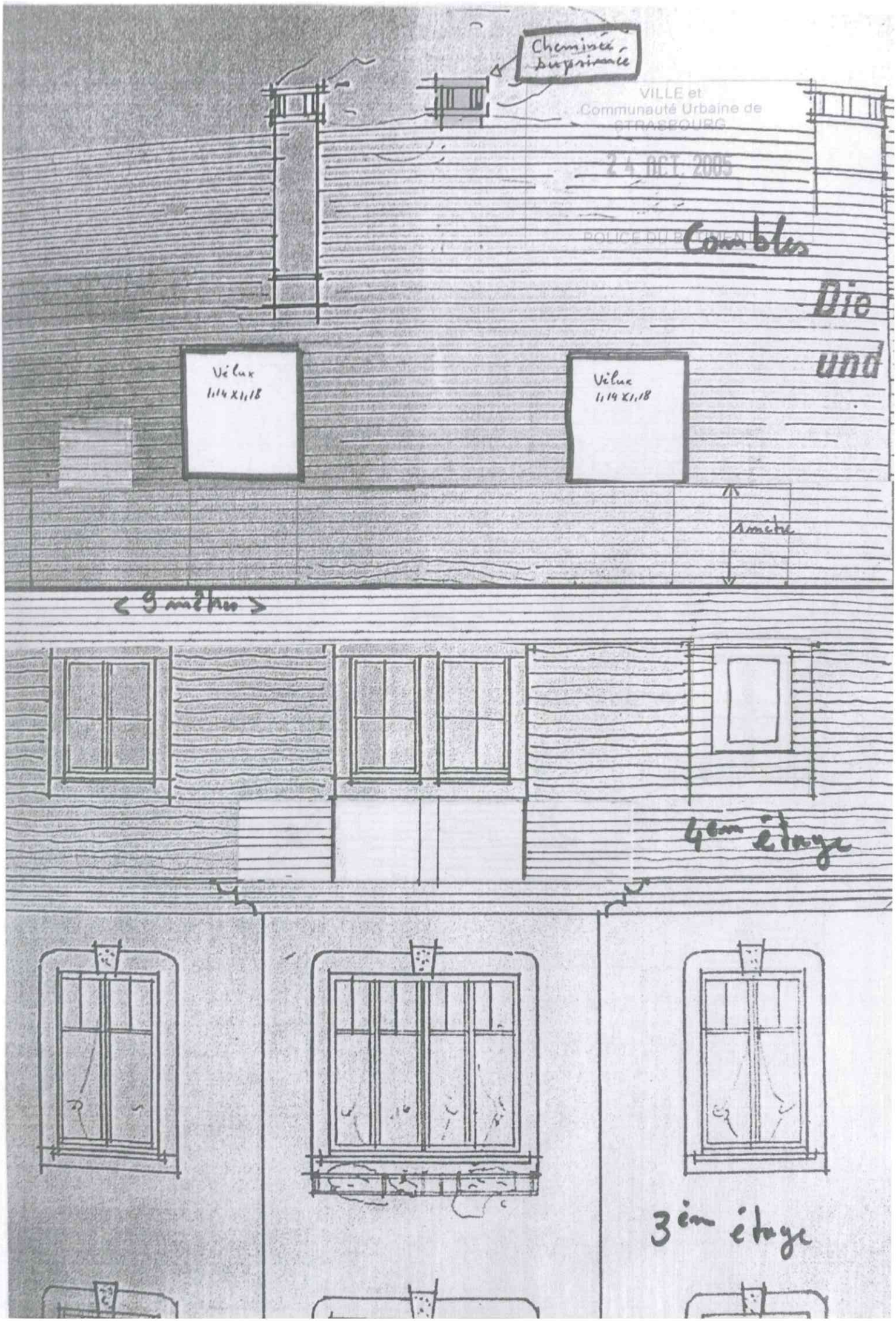
SCHNITT a-b.




Querschnitt.
Vorschriften der Bauordnung
des Bauscheines sind genau
zu beachten.
STADT BAUPOLIZEI STRASSBURG
Nr. 701
12. 3. 09.
Plattenbelag
Für Fachwerk
Für Fachwerk
1 cm Gefälle

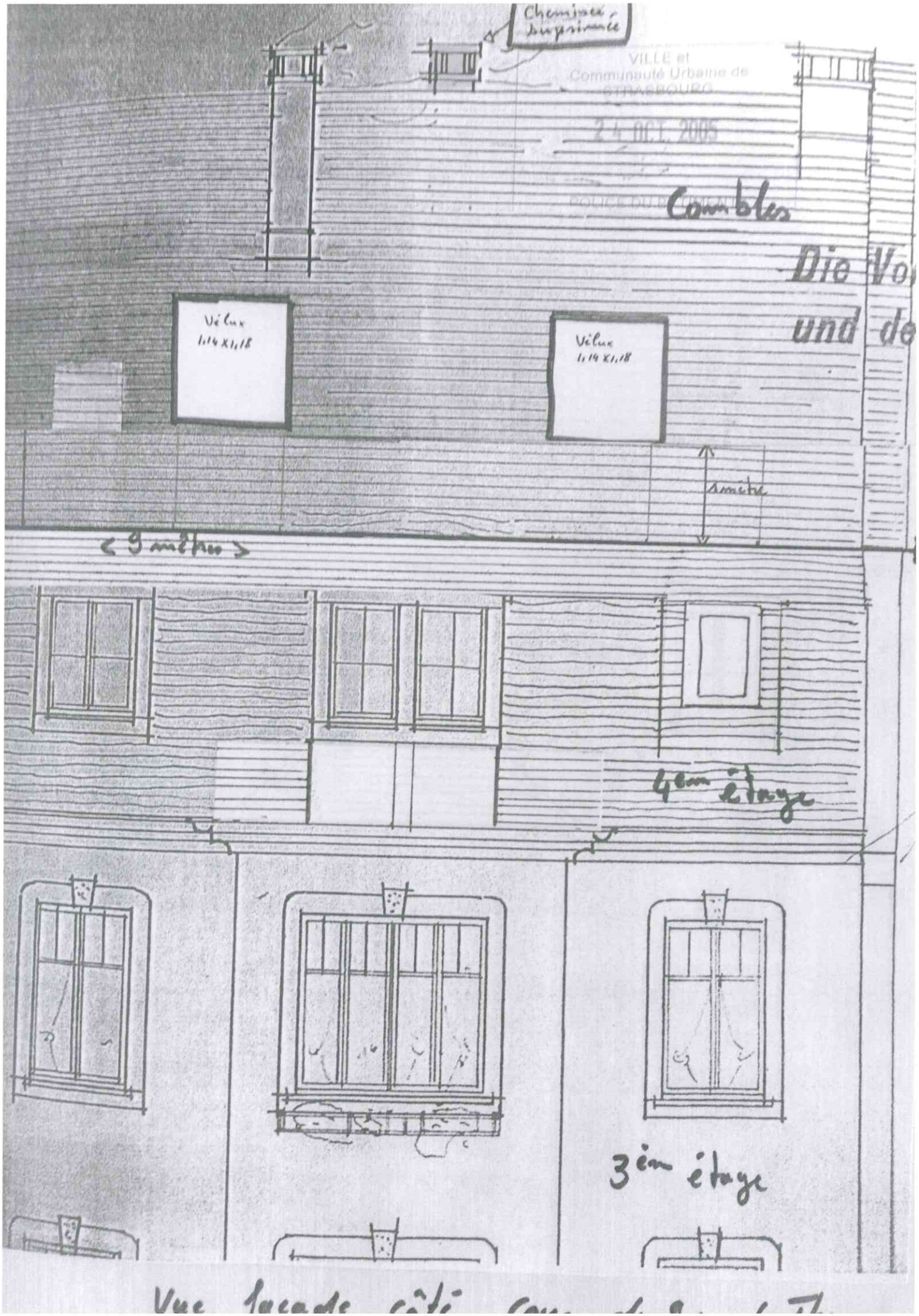

Querschnitt.
hriften der Bauordnung
Bauscheines sind genau
zu beachten.
STADT. BAUPOLIZEI-AMT STRASSBURG
Nr. 701
12. 3. 09
15/20
15/21
2.10/22
12/12
3,80
16/20
Plattenbelag.
14/14
16/19
13/24
2I10
16/16
2,80
2,50
12/12
13/24
3,22
38


16/20
15/20
12/22
15/18
10/10
1,70
1,20
2,50
2,77
2,95
3,84
1,75
1,53
0,60
0,18
0,15
0,13
0,26
0,29
0,38
0,84
0,83
1,00
0,70
Kniestockmauer
h=0,29.
a



VILLE et
Communauté Urbaine de
STRASBOURG
24 OCT. 2005
POLICE DU BÂTIMENT

Combles Die und



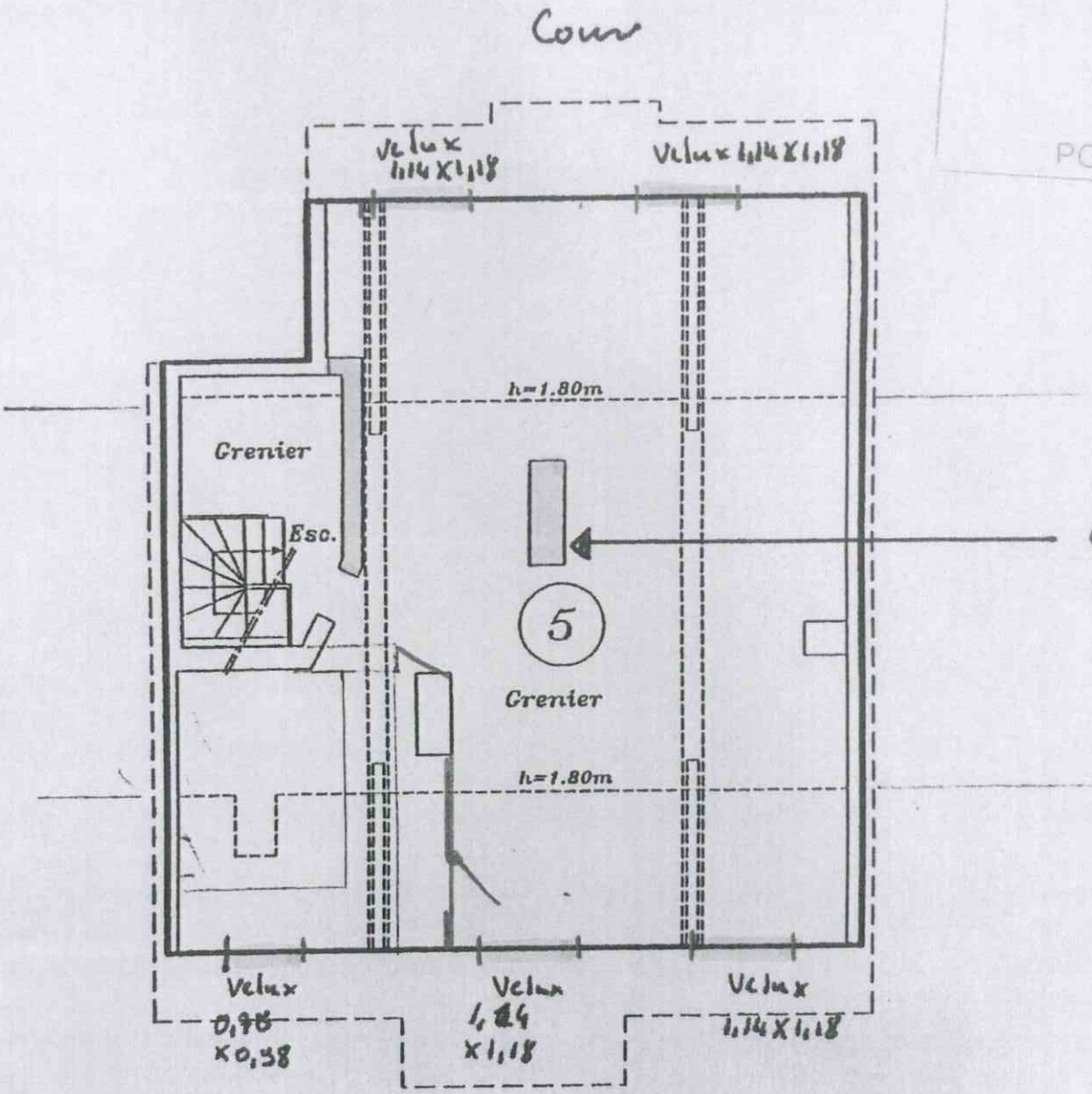
VILLE et Communauté Urbaine de STRASBOURG
24 OCT. 2005
POLE DU DROIT DES SOLS

Vue façade côté

9, rue de Thann

COMBLES

Communi
STR
241
POLICE D



Rue de Thann

Conditions Générales de Vente

ARTICLE 1 – CHAMP D'APPLICATION

Les présentes Conditions Générales de Vente s'appliquent à toutes les prestations de services conclues par la société N2A EXPERTISES SASU SASU, dont le nom commercial est N2A EXPERTISES SASU SASU, auprès des clients professionnels, particuliers, collectivités ou pouvoirs publics, quelles que soient les clauses pouvant figurer sur les documents du Client, et notamment ses conditions générales d'achat, sur lesquelles les présentes Conditions Générales de Vente prévalent conformément aux dispositions de l'article L 441-6 du Code de Commerce, et concernant les services suivants -Diagnostics Immobiliers - Normes d'habitabilité Plans Thermographie – Bilan et conseil Thermique - Expertises du Bâti.

Ces Conditions Générales de Vente et les Conditions Particulières de Vente sont systématiquement communiquées à tout client qui en fait la demande, pour lui permettre de passer commande auprès du Prestataire. Des conditions tarifaires particulières peuvent être pratiquées en fonction des spécificités des demandes du Client, concernant, en particulier, les modalités et les délais de règlement. Par exception, des conditions particulières peuvent compléter, suppléer ou exclure telle clause des présentes conditions générales.

ARTICLE 2 - DEVIS

Nos devis sont gratuits et sont réalisés, par tous moyens (téléphone, email, courrier postal), sur simple description du bien. Pour les prestations concernant des ensembles immobiliers ou incluant des prestations plus complexes, une visite sur site est préalablement effectuée avant l'établissement du devis.

Ce devis peut prendre la forme d'un bon de commande, d'un contrat cadre ou le cas échéant, d'un ordre de mission. La société N2A EXPERTISES SASU établit un devis reprenant les termes de l'accord intervenu, puis l'adresse au client. Le client renvoie le devis dument signé en ayant pris le soin d'apposer son cachet ou sa signature.

ARTICLE 3 - BON DE COMMANDE

Le consommateur dispose d'un délai de quatorze jours pour exercer son droit de rétractation sans avoir à motiver sa décision ni à supporter d'autres coûts que ceux prévus aux articles L. 221-23 à L. 221-25. Il peut exercer ce droit via le formulaire joint systématiquement avec le devis .

Professionnels, si vous passez commande pour le compte de l'un de vos clients, vous êtes réputés agir sur mandat du propriétaire du bien et engager ce dernier de façon régulière. Vous vous engagez à justifier du dit mandat en cas de besoin. Les éventuelles modifications de la commande demandées par le client ne seront prises en compte, dans la limite des possibilités du prestataire, que si elles sont notifiées par écrit, 24 heures au moins avant l'heure prévue pour la fourniture des prestations de services commandées. La société N2A EXPERTISES SASU se réserve la possibilité de modifier le contenu de sa prestation lorsque la configuration, ainsi que la particularité des lieux, impliquera des suggestions particulières. Le devis ainsi modifié sera soumis à l'accord préalable du client.

N2A EXPERTISES

ARTICLE 4 - SOUS-TRAITANCE

La société N2A EXPERTISES SASU s'octroie la possibilité de sous-traiter, d'effectuer de la sous-traitance ou de co-traiter à tout moment, tout ou partie de ses missions.

ARTICLE 5 - DELAI

Nos techniciens rempliront la mission que vous leur aurez confiée dans le délai stipulé à la commande et enverrons le rapport d'expertise au plus tard 2 jours ouvrés après le rendez- vous, sauf si des résultats d'analyses en laboratoire sont en cours, ou que, dans certains cas de mission, la rédaction d'un rapport n'est pas comprise dans la prestation.

ARTICLE 6 - TRANSMISSION DES RAPPORTS

Sauf stipulation écrite contraire, le client ou son mandataire autorise N2A EXPERTISES SASU à adresser, le cas échéant, un exemplaire de ses correspondances et rapports directement aux personnes intéressées qui ne sont pas signataires de la présente convention.

ARTICLE 7 – RESPONSABILITES

Les techniciens d' N2A EXPERTISES SASU sont formés et certifiés. Ils ne jouent le rôle ni d'architecte, ni de constructeur, à quelque titre que ce soit. N2A EXPERTISES SASU effectue ses expertises en référence aux textes législatifs ou réglementaires, aux normes visées dans les conditions particulières ou dans les rapports établis par ses soins.

Les expertises sont formulées à partir de constats effectués par les techniciens sur les lieux de la commande et ne sauraient en aucun cas prendre en compte toute modification éventuelle ultérieure des locaux visités.

Les parties visitées et les éléments sont ceux accessibles le jour de l'intervention. Le technicien n'est pas tenu de déposer les revêtements, doublages, habillages, lambris, coffrages, ni déplacer le mobilier, sauf disposition contraire expresse incluse dans les conditions particulières de la convention.

Lors de ses interventions, N2A EXPERTISES SASU ne prend ni n'assume en aucune façon, ni à aucun moment, la garde des ouvrages ou éléments d'ouvrages soumis aux expertises. Il appartient en conséquence aux propriétaires ou constructeurs intéressés de prendre sous leur seule responsabilité, toutes mesures utiles pour assurer à tout moment la sécurité des personnes et des biens. Sauf disposition contraire, le technicien d' N2A EXPERTISES SASU réalisera les seuls expertises qui lui auront été commandées.

L'intervention d' N2A EXPERTISES SASU prend fin à la remise du rapport, objet de la commande, ou dans certains cas de mission, à la fin de l'intervention sur les lieux de la commande si la rédaction d'un rapport n'est pas compris dans la prestation.

Les décrets d'application qui encadrent les expertises sont susceptibles de changer avec la réglementation. N2A EXPERTISES SASU ne peut en aucun cas être tenue responsable des changements dans la réglementation.

Il n'appartient pas à N2A EXPERTISES SASU de s'assurer que le rapport écrit ou oral soit suivi d'effet. La responsabilité d' N2A EXPERTISES SASU est celle d'un prestataire de services assujetti à une obligation de moyens. N2A EXPERTISES SASU ne peut être tenue pour responsable lorsqu'un rendez-vous ne peut être effectué, faute de temps, du fait d'erreurs dans les informations communiquées par le client.

De même, la responsabilité de la société ne saurait être engagée lorsque des dissimulations de la part du donneur d'ordre ou du propriétaire sont avérées, rendant nos expertises erronées ou incomplètes.

La société N2A EXPERTISES SASU n'encourt aucune responsabilité en cas de non exécution ou de retard dans l'exécution de l'une de ses obligations si ceux-ci résultent d'un fait indépendant de sa volonté et qui échappe à son contrôle ; Est considéré comme tel, tout événement extérieur, imprévisible et irrésistible au sens de l'article 1148 du code civil.

Pour nos prestations , nous garantissons qu'elles sont réalisées avec du matériel en parfait état de marche . Notre prestation n'utilisant pas d'intervention physique sur les équipements du client, nous ne pourrons être tenus pour responsables de dommages quelconques directs ou indirects, autres que l'exécution de notre mission spécifique, de son dol ou de sa faute lourde.

N2A EXPERTISES SASU est titulaire d'une assurance de responsabilité civile et professionnelle.

ARTICLE 8 - DUREES DE VALIDITE

La durée de validité de nos rapports se conforme à la durée réglementaire légale.

ARTICLE 9 - OBLIGATIONS DU CLIENT

Le client ou son mandataire s'engage à : Donner le droit d'accès à ses locaux. Fournir toutes facilités pour l'exercice de la mission, sans perte de temps ou incidence financière et dans des conditions de sécurité satisfaisantes (moyens d'accès en hauteur sécurisés au-delà de trois mètres, plans, documents techniques…) Informer toutes personnes intéressées des dispositions qui les concernent dans les présentes conditions générales et dans la convention. Fournir à N2A EXPERTISES SASU, sans frais pour cette société et en tenant compte des délais nécessaires à ses opérations, tous renseignements et documents nécessaires à l'accomplissement de la mission dont elle a été chargée, ainsi que toutes pièces modificatives (notamment le nombre de pièces, la désignation des annexes telles que caves, garages ou greniers, le règlement de copropriété à jour, le n° de cadastre ou le n° de lot, factures d'énergie pour le Dpe, étude thermique…)

ARTICLE 10 – LANGUE DU CONTRAT – DROIT APPLICABLE

De convention exprès entre les parties, le présent contrat est régi et soumis au droit français. Les rapports écrits des prestations de service seront rédigés en langue française.

ARTICLE 11 – DROIT A L'IMAGE Le client autorise expressément la société N2A EXPERTISES SASU à procéder à toute prise de photographies de l'immeuble dont il est propriétaire, à toutes prises de vues de l'intervention à l'intérieur comme à l'extérieur de cet immeuble aux fins de leurs diffusions sur supports informatiques ou imprimés auprès des ayants droits.

ARTICLE 12 – HONORAIRES & REDUCTIONS DE PRIX

Les prestations de services sont fournies aux tarifs mentionnés sur le barème des prix au jour de la commande. Ces tarifs sont fermes et non révisables pendant leur période de validité.

Les commandes de services spécifiques du client, auxquelles ce barème ne peut s'appliquer, feront l'objet d'un devis préalablement accepté par celui-ci.

Les tarifs s'entendent TTC. Une facture est établie par le prestataire et remise au Client lors de chaque fourniture de services. Ce forfait englobe la prise de rendez-vous jusqu'à la remise du rapport , objet de la commande ou à la fin de l'intervention sur les lieux de la commande si la rédaction d'un rapport n'est pas comprise dans la prestation.

Ce forfait ne comprend pas notamment : - Des interventions dans d'autres départements ; Majoration suivant les départements . - Les suppléments pour prélèvements et analyses éventuelles par un laboratoire accrédité dont le montant unitaire est mentionné dans le devis. Les suppléments pour intervention complémentaire lorsque la première visite n'a pu faire l'objet d'une mission complète indépendamment de la volonté d' N2A EXPERTISES SASU donneront lieu à un devis et accord préalable du client . Le Client pourra bénéficier de réductions de prix, rabais, remises et ristournes, en fonction du nombre de prestations commandées et des offres commerciales au jour de la commande.

Article 13- MEDIATEUR DE LA CONSOMMATION

Conformément à l'article L 611-1 du code de la consommation, le consommateur est informé qu'il a la possibilité de saisir un médiateur de la consommation dans les conditions prévues aux articles L 611-1 et suivants du code de la consommation, dont les coordonnées administratives sont : Association MEDIMMOCONSO, 1 Allée du Parc de Mesemena - Bât A - CS 25222 - 44505 LA BAULE CEDEX ; Mail : contact@medimmoconso.fr Site internet : https://medimmoconso.fr/adresser-une-reclamation/

.../...

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Le diagnostiqueur pourra, conformément à la règlementation, être amené à réaliser des prélèvements de revêtement dans le cadre du diagnostic plomb.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE L'ETAT RELATIF À LA PRESENCE DE TERMITES ET DE L'ÉTAT PARASITAIRE

Textes relatifs à la mission état relatif à la présence de termites :
Code de la construction et de l'habitation (Art. L.133-1 à L.133-6 et R.133-1 à R.133-6), arrêté du 29 mars 2007 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état du bâtiment relatif à la présence de termites, arrêtés municipaux ou préfectoraux en vigueur (consulter la Direction Départementale de l'Equipement ou la mairie du lieu de diagnostic). L'état relatif à la présence de termites se réfère à la norme en projet NF P 03-201 concernant le diagnostic technique relatif à la présence de termites dans les bâtiments (norme mentionnée à l'art. 1 de l'arrêté du 29 mars 2007). Article L. 133-6 du Code de la construction et de l'habitat : en cas de vente de tout ou partie d'un immeuble bâti situé dans une zone délimitée en application de l'article L. 133-5, un état relatif à la présence de termites est produit dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 271-4 à L. 271-6. Article L133-1 du Code de la construction et de l'habitat : dans les secteurs délimités par le conseil municipal, le maire peut enjoindre aux propriétaires d'immeubles bâtis et non bâtis de procéder dans les six mois à la recherche de termites ainsi qu'aux travaux préventifs ou d'éradication nécessaires.
Méthode d'investigation pour l'état relatif à la présence de termites :

- L'investigation consiste à faire un examen le plus complet possible de la situation du bâtiment désigné par le client sur le contrat de mission vis-à-vis des termites. Suite à l'investigation sur le bâtiment, l'opérateur doit signaler au paragraphe «constatations diverses» du rapport la présence des éventuels indices d'agents de dégradation biologique du bois autres que les termites.
- examen visuel des parties visibles et accessibles,
- sondage mécanique des bois visibles et accessibles.
- Aux abords immédiats du bien, examen des arbres et autres végétaux, souches, piquets de clôture, poteaux, planches ou autres débris de végétaux posés sur le sol, le stockage de bois et tous les matériaux contenant de la cellulose afin de détecter la présence ou des indices de présence de termites, ainsi que les zones favorables au passage et/ou au développement des termites, accessibles à l'opérateur.

En cas d'état parasitaire ou de termites, le client doit informer le diagnostiqueur s'il a connaissance de :

- traitement ou éléments relatif à la présence de termites ou d'état parasitaire.

- de travaux de rénovation/réhabilitation réalisés.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DU CONSTAT AMIANTE

En cas de constat amiante, le demandeur autorise, sauf mention contraire (dans ce cas, le propriétaire ne pourra s'exonérer de la garantie des vices cachés - constat vente - ou s'expose à une amende pénale - DTA), l'opérateur de repérage à prélever pour analyse amiante les échantillons nécessaires (coût unitaire technique en euro TTC consultable depuis un devis en ligne ou un devis émis). Le programme des différents repérages amiante « vente », « DAPP », « Démolition » ou « DTA » règlementaires est réalisé d'après les listes de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique. Avant la visite, le demandeur doit remettre à l'opérateur tous les documents relatifs au bien immobilier (dossier descriptif, rapport de recherche antérieur, 3 derniers PV d'assemblée générale). Le donneur d'ordre doit remettre au diagnostiqueur, préalablement au démarrage de la mission, tout document lié à la problématique amiante dans l'immeuble concerné (diagnostics antérieurs, analyse de laboratoire,...).

N2A EXPERTISES

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE L'ETAT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES D'ELECTRICITÉ

- Le diagnostic a pour objet d'identifier par des contrôles visuels, des essais et des mesures les défauts susceptibles de compromettre la sécurité des personnes.
- Les exigences techniques faisant l'objet du présent diagnostic procèdent de la prévention des risques liés à l'état de l'installation électrique et à son utilisation (électrisation, électrocution, incendie).
- En aucun cas, il ne s'agit d'un contrôle de conformité de l'installation vis-à-vis d'une quelconque réglementation.
- Le champ d'application du diagnostic porte uniquement sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation.
- Il est rédigé autant de rapports de diagnostics qu'il existe d'appareils généraux de commande et de protection présents. Les appareils généraux de commande et de protection, dédiés exclusivement à l'injection d'énergie électrique sur le réseau public de distribution, ne sont pas concernés par cette disposition.
- Le domaine d'application comprend les circuits extérieurs alimentés depuis l'appareil général de commande et de protection de l'installation intérieure, comme par exemple, l'éclairage des jardins, le portail, etc.
- L'absence d'appareil général de commande et de protection ne dispense pas de la réalisation d'un diagnostic.
- Le diagnostic concerne l'ensemble des circuits à basse tension et natures de courant associés en vue de l'utilisation de l'énergie électrique. Il concerne également la partie de l'installation de branchement située dans la partie privative.
- Hormis pour les piscines et les locaux contenant une baignoire ou une douche, sont exclus du champ d'application les circuits de communication, de signalisation et de commande alimentés en très basse tension de sécurité (TBTS) sous une tension < 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.
- Sont notamment exclus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc.
- Le diagnostic ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe.
- L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique ni destruction des isolants des câbles. - L'intervention du contrôleur ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique, dans la partie privative. Le diagnostic ne concerne pas les circuits internes des matériels d'utilisation destinés à être reliés à l'installation électrique fixe.
- L'intervention du diagnostiqueur ne porte que sur les constituants visibles, visitables de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans déplacement de meubles ni démontage de l'installation électrique, ni destruction des isolants des câbles, hormis certaines exceptions. Elle ne préjuge pas de l'usage et des modifications ultérieures de l'installation électrique.

  Le donneur d'ordre, ou son représentant :

  Préalablement au diagnostic :
- Informe, ou fait informer par l'opérateur de diagnostic, les occupants éventuels des locaux de la date et de l'heure du diagnostic ;
- Conseille aux occupants éventuels d'être présents lors du diagnostic ;
- Leur demande ou, s'il est lui-même l'occupant, fait en sorte : de s'assurer de la possibilité de mettre hors tension toute ou partie de l'installation pour la réalisation du diagnostic ; de signaler à l'opérateur de diagnostic les parties de l'installation qui ne doivent pas être mises hors tension et les motifs de cette impossibilité (matériel de surveillance médicale, alarmes, etc.) ; que les équipements qui pourraient être sensibles à une mise hors tension (matériels programmables par exemple) ou risqueraient d'être détériorés lors de la remise sous tension (certains matériels électroniques, de chauffage, etc.) soient mis hors tension par l'occupant avant l'intervention de l'opérateur de diagnostic.

- Pendant toute la durée du diagnostic : fait en sorte que tous les locaux et leurs dépendances sont accessibles ; s'assure que l'installation est alimentée en électricité, si celle-ci n'a pas fait l'objet d'une interruption de fourniture par le gestionnaire du réseau public de distribution ; s'assure que les parties communes, où sont situées des parties d'installation visées par le diagnostic, sont accessibles.

L'opérateur de diagnostic :

- Attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que la responsabilité du donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident lié à toute ou partie de l'installation contrôlée ou non ;
- Rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic : est limitée aux points effectivement vérifiés ; ne saurait en aucun cas être étendue aux conséquences de la mise hors tension de toute ou partie de l'installation qui ne lui aurait pas été signalée préalablement au diagnostic ; ne peut être étendue au risque de non réenclenchement de (ou des) appareil(s) de coupure.
- Conseille le (ou les) occupant(s) d'être présent(s) ou représenté(s) lors du diagnostic afin, notamment, de pallier les éventuels désagréments ou dommages consécutifs aux coupures et aux remises sous tension de l'installation.

CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE DE L'ETAT DES INSTALLATIONS INTÉRIEURES DE GAZ

Domaine d'application :
Le champ d'application du diagnostic porte sur l'installation intérieure de gaz telle que définie dans l'Article 2 de l'Arrêté du 2 août 1977 relatif aux règles techniques et de sécurité applicables aux installations de gaz combustible et d'hydrocarbures liquéfiés situées à l'intérieur des bâtiments d'habitation ou de leurs dépendances.
Le diagnostic concerne toutes les installations de production individuelle de chaleur ou d'eau chaude sanitaire, quelle que soit la puissance, faisant partie de l'installation intérieure de gaz.
En outre, il concerne les installations d'appareils de cuisson s'ils sont desservis par une installation fixe.
Le diagnostic porte sur les quatre domaines clés de l'installation intérieure de gaz suivants :

- la tuyauterie fixe ;
- le raccordement en gaz des appareils
- la ventilation des locaux
- la combustion.

Le diagnostic des installations intérieures de gaz ne concerne pas :- l'alimentation en gaz des chaufferies ou des mini-chaufferies destinées à la production collective de chaleur ou d'eau chaude sanitaire telles que définies à l'Article 2 de l'Arrêté du 2 août 1977 ; - le contrôle et la vérification du fonctionnement des dispositifs de sécurité collective (DSC) équipant les installations de VMC GAZ ; - le contrôle de l'état du conduit de fumée. Seule la présence manifeste du conduit et l'état du conduit de raccordement sont contrôlés ; - les appareils de cuisson à poste fixe alimentés en gaz directement par un tube souple ou un tuyau flexible par une bouteille de butane ; - les appareils de chauffage mobiles alimentés par une bouteille de butane ; - le contrôle du fonctionnement des fours à gaz.
Les points de contrôle qui relèvent d'un autre type de diagnostic ne sont pas traités par le présent document.
L'intervention de l'opérateur de diagnostic ne porte que sur les constituants visibles et accessibles de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue, sans montage ni démontage hormis les exceptions mentionnées dans le présent document. Il ne préjuge pas des modifications susceptibles d'intervenir ultérieurement sur tout ou partie de l'installation.
Pour les parties des installations intérieures placées en alvéole technique gaz, le contrôle est limité à la vérification de l'étanchéité apparente des tuyauteries et au contrôle du bon fonctionnement de ces appareils. Les fiches de contrôle qui ne sont pas applicables aux alvéoles techniques gaz font l'objet de la mention «Ce contrôle ne s'applique pas aux alvéoles techniques».
Les mesures susceptibles d'être prises en cas de détection d'une anomalie présentant un Danger Grave et Immédiat :
En cas de présence d'anomalies présentant un Danger Grave et Immédiat, l'opérateur de diagnostic doit, sans délai : - interrompre immédiatement, partiellement ou totalement, l'alimentation en gaz de l'installation ; - apposer les étiquettes de condamnation sur la (ou les) partie(s) d'installation

concernée(s) ; - signaler et localiser les anomalies correspondantes au donneur d'ordre et à l'occupant le cas échéant, et leur apporter des explications sur la nature des anomalies relevées et sur la nature des risques encourus en cas d'utilisation de l'installation (fuite de gaz, intoxication oxycarbonée) ; - adresser le rapport de visite signé, ainsi que la Fiche Informative Distributeur de gaz, au donneur d'ordre ou à son représentant, en mentionnant que le distributeur de gaz a été informé de la présence d'anomalie(s) présentant un Danger Grave et Immédiat ; - informer le distributeur de gaz, du ou des codes d'anomalie DGI, des coordonnées du titulaire du contrat de fourniture de gaz, de l'adresse du logement diagnostiqué, et du numéro de point de livraison du gaz ou du point de comptage estimation, ou à défaut le numéro de compteur. Le distributeur de gaz lui remettra à cette occasion un numéro d'enregistrement d'appel.
L'opérateur de diagnostic doit pouvoir justifier de l'envoi des documents ou informations au donneur d'ordre et au distributeur de gaz, listés ci-dessus.
Les obligations du donneur d'ordre ou de son représentant :
Le donneur d'ordre ou son représentant :

1 préalablement au diagnostic :

- communique à l'opérateur de diagnostic, le nom des occupants, les coordonnées du titulaire du contrat de fourniture de gaz et le Point de Comptage Estimation, ou le numéro de point de livraison du gaz. Ces éléments sont disponibles sur les factures émises par le fournisseur de gaz ;
- informe, ou fait informer par l'opérateur de diagnostic, les occupants éventuels des locaux de la date et de l'heure du diagnostic ;
- conseille aux occupants éventuels d'être présents lors du diagnostic ;
- leur demande ou, s'il est lui-même l'occupant, fait en sorte que les appareils d'utilisation présents puissent être mis en marche ou arrêtés par une personne désignée par l'occupant ou par un représentant du donneur d'ordre.

NOTE :Le cas échéant, le donneur d'ordre présente les justificatifs de contrôle de vacuité du conduit de fumées et d'entretien de la chaudière et les notices d'utilisation des appareils.

2 pendant toute la durée du diagnostic :

- fait en sorte que tous les locaux et leurs dépendances concernés sont accessibles ;
- s'assure que l'installation est alimentée en gaz.

3 après le diagnostic, en cas de DGI, le donneur d'ordre doit :

- adresser au vendeur, à l'occupant si différent du vendeur, et à l'acquéreur éventuel, une copie de la Fiche Informative Distributeur de gaz donnée en Annexe F ;
- informer les occupants éventuels des résultats du diagnostic ;
- indiquer aux occupants éventuels que :
  - l'installation présente une (ou des) anomalie(s) suffisamment grave(s) qui ont conduit l'opérateur de diagnostic à interrompre aussitôt l'alimentation en gaz de (ou des) partie(s) d'installation concernée ;
  - les parties de l'installation concernées, signalées par une étiquette de condamnation, ne doivent pas être utilisées jusqu'à la suppression du (ou des) défaut(s) constituant la source du danger ;
  - le distributeur de gaz a été informé de la présence d'anomalie(s) présentant un Danger Grave et Immédiat.

Les obligations de l'opérateur de diagnostic.

Si le diagnostic ne peut être réalisé en totalité, l'opérateur de diagnostic doit consigner dans le rapport de visite chaque impossibilité et les motifs correspondants, notamment :

- non accessibilité des locaux ou des dépendances ;
- installation non alimentée en gaz ;
- appareils d'utilisation présents ne pouvant être mis en marche ou arrêtés par une personne désignée par l'occupant.

Par ailleurs, l'opérateur de diagnostic :

- attire l'attention du donneur d'ordre sur le fait que la responsabilité dudit donneur d'ordre reste pleinement engagée en cas d'accident ou d'incident sur tout ou partie de l'installation, contrôlée ou non ;
- rappelle au donneur d'ordre que sa responsabilité d'opérateur de diagnostic est limitée aux points effectivement vérifiés et que les contrôles réalisés ne préjugent pas de la conformité de l'installation ;
- conseille le (ou les) occupant(s) d'être présent(s) lors du diagnostic afin, notamment, de pallier les éventuels désagréments ou dommages consécutifs aux coupures et aux remises sous pression de l'installation.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, **ALLAG Nassere**, Président de la société **N2A expertises** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

- Avoir souscrit à une assurance (GROUPAMA n° 41480519 valable jusqu'au 30/12/2020) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de nos interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à notre impartialité et à notre indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il nous est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.
-

Fait à **Montauban** le **02/01/2020**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation
« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »
Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation
« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

N2A EXPERTISES

Dossier Technique Amiante

AMIANTE

Numéro de dossier : **034115-SYNDIC-STRASBOURG**
Date du repérage : **23/11/2021**

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique « amiante »
(Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Désignation du ou des bâtiments

Adresse : **9 Rue de Thann**
Commune : **67100 STRASBOURG**
Section cadastrale EC, Parcelle(s) n° 258,
Désignation et situation du ou des lot(s) de copropriété :
Parties communes

Désignation du ou des propriétaires

Nom et prénom : **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc**
Adresse : **9 Rue de Thann**
67100 Strasbourg

Dans le cadre de la mission, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Version du dossier :

Objet : REV01 du 23/11/2021 Établissement du Dossier Technique Amiante

À conserver même après destruction

Sommaire du Dossier technique Amiante

1. Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique amiante

2. Résultat des évaluations périodiques

3. Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante

4. Fiche récapitulative du Dossier technique amiante Recommandations générales de sécurité du dossier technique amiante

1

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier technique amiante

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au dossier technique « amiante »
(Listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé publique)

Numéro de dossier : 034115-SYNDIC-STRASBOURG
Date du repérage : 23/11/2021

Références réglementaires et normatives

Textes réglementaires	Articles L 271-4 à L 271-6 du code de la construction et de l'habitation, Art. L. 1334-13, R. 1334-20 et 21 , R. 1334-23 et 24, Annexe 13.9 du Code de la Santé Publique; Arrêtés du 12 décembre 2012 et 26 juin 2013, décret 2011-629 du 3 juin 2011, arrêté du 1er juin 2015.
Norme(s) utilisée(s)	Norme NF X 46-020 d'Août 2017 : Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis

Immeuble bâti visité

Adresse	Rue : ..... **9 Rue de Thann**
	Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: **Parties communes**
	Code postal, ville : ..... **67100 STRASBOURG**
	..... **Section cadastrale EC, Parcelle(s) n° 258,**
Périmètre de repérage :	..... **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**
Type de logement :	..... **Parties communes**
Fonction principale du bâtiment :	..... **Autres**
Date de construction :	..... **Date du permis de construire non connue**

Le propriétaire et le donneur d'ordre

Le(s) propriétaire(s) :	Nom et prénom : ..... **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc**
	Adresse : ..... **9 Rue de Thann**
	67100 Strasbourg
Le donneur d'ordre	Nom et prénom : ..... **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc**
	Adresse : ..... **9 Rue de Thann**
	67100 Strasbourg

Le(s) signataire(s)

	NOM Prénom	Fonction	Organisme certification	Détail de la certification
Opérateur(s) de repérage ayant participé au repérage ---------- Personne(s) signataire(s) autorisant la diffusion du rapport	Grégory ARNOLD	Opérateur de repérage	I.Cert Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE	Obtention : 04/01/2018 Échéance : 02/01/2023 N° de certification : CPDI2050

Raison sociale de l'entreprise : **N2A expertises** (Numéro SIRET : **820622454**)
Adresse : **3 Quai Kléber, 67000 STRASBOURG**
Désignation de la compagnie d'assurance : **GROUPAMA**
Numéro de police et date de validité : **41480519 / 30/12/2021**

Date d'émission du rapport de repérage : 23/11/2021, remis au propriétaire le 23/11/2021
Diffusion : le présent rapport de repérage ne peut être reproduit que dans sa totalité, annexes incluses
Pagination : le présent rapport avec les annexes comprises, est constitué de 29 pages

Sommaire

1. – Les conclusions 6

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses 6

3. – La mission de repérage 7

3.1 L'objet de la mission 7

3.2 Le cadre de la mission 7

4. – Conditions de réalisation du repérage 9

4.1 Bilan de l'analyse documentaire 9

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ 9

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur 9

4.4 Plan et procédures de prélèvements 9

5. – Résultats détaillés du repérage 9

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation) 10

5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse 10

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif 10

6. - Schéma de repérage 11

7. - Photos 12

8. – Analyses & Rapports d'essais 12

9. – Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante 13

10. – Signatures 14

Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations 15

Annexe – Autre documents 18

1. – Les conclusions

Avertissement : les textes ont prévu plusieurs cadres réglementaires pour le repérage des matériaux ou produits contenant de l'amiante, notamment pour les cas de démolition d'immeuble. **La présente mission de repérage ne répond pas aux exigences prévues pour les missions de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou avant réalisation de travaux dans l'immeuble concerné et son rapport ne peut donc pas être utilisé à ces fins.**

1.1 Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2,

il n'a pas été repéré de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

1.2. Dans le cadre de mission décrit à l'article 3.2 les locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante :

Localisation	Parties du local	Raison
Toiture	Toiture	Non accessible et non visible en totalité: Impossibilité d'investigation approfondie
Toutes les pièces intérieures des parties communes pourvues d'un enduit projeté lissé ou taloché.	Murs et Plafonds concernés (Plâtre, enduit ou crépis, nus ou recouverts)	Impossibilité d'investigations approfondies, prélèvements destructifs

Certains locaux, parties de locaux ou composants n'ont pas pu être sondés, des investigations approfondies doivent être réalisées afin d'y vérifier la présence éventuelle d'amiante. Les obligations règlementaires du (des) propriétaire(s) prévues aux articles R.1334-15 à R.1334-18 du Code de la Santé Publique, ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 Décembre 2012 (Listes "A" et "B")

2. – Le(s) laboratoire(s) d'analyses

Raison sociale et nom de l'entreprise :.....Il n'a pas été fait appel à un laboratoire d'analyse
Adresse : .....-
Numéro de l'accréditation Cofrac :.....-

3. – La mission de repérage

3.1 L'objet de la mission

La présente mission concerne le repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante.

3.2 Le cadre de la mission

3.2.1 L'intitulé de la mission

«Repérage en vue de l'établissement du constat de présence ou d'absence d'amiante établi en vue de la constitution du dossier technique amiante».

3.2.2 Le cadre réglementaire de la mission

L'article R 1334-17 et 18 du code de la construction et de l'habitation prévoit que *«Les propriétaires des parties communes d'immeubles collectifs d'habitation ainsi les propriétaires d'immeuble à usage autre que d'habitation y font réaliser un repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante»*

Le dossier de diagnostic technique comprend, entre autres, *«l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du même code»*.

La mission, s'inscrivant dans ce cadre, se veut conforme aux textes réglementaires de référence mentionnés en page de couverture du présent rapport.

3.2.3 L'objectif de la mission

«Le repérage a pour objectif d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante mentionnés en annexe du Code la santé publique.»

L'Annexe du Code de la santé publique est l'annexe 13.9 (liste A et B).

3.2.4 Le programme de repérage de la mission réglementaire

Le programme de repérage est défini par l'Annexe 13.9 (liste A et B) du Code de la santé publique et se limite pour une mission normale à la recherche de matériaux et produits contenant de l'amiante dans les composants et parties de composants de la construction y figurant.

En partie droite l'extrait du texte de l'Annexe 13.9

Liste A	
Composant de la construction	*Partie du composant à vérifier ou à sonder*
Flocages, Calorifugeages, Faux plafonds	Flocages
	Calorifugeages
	Faux plafonds

Liste B	
Composant de la construction	*Partie du composant à vérifier ou à sonder*
1. Parois verticales intérieures	
Murs, Cloisons "en dur" et Poteaux (périphériques et intérieurs)	Enduits projetés
	Revêtement durs (plaques de menuiseries)
	Revêtement durs (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (carton)
	Entourages de poteaux (amiante-ciment)
	Entourages de poteaux (matériau sandwich)
	Entourages de poteaux (carton+plâtre)
	Coffrage perdu
Cloisons (légères et préfabriquées), Gaines et Coffres verticaux	Enduits projetés
	Panneaux de cloisons
2. Planchers et plafonds	
Plafonds, Poutres et Charpentes, Gaines et Coffres Horizontaux	Enduits projetés
	Panneaux collés ou vissés
Planchers	Dalles de sol
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits
	Enveloppes de calorifuges
Clapets / volets coupe-feu	Clapets coupe-feu
	Volets coupe-feu
	Rebouchage
Portes coupe-feu	Joints (tresses)
	Joints (bandes)
Vide-ordures	Conduits
4. Eléments extérieurs	
Toitures	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Accessoires de couvertures (composites)
	Accessoires de couvertures (fibres-ciment)
	Bardeaux bitumineux
Bardages et façades légères	Plaques (composites)
	Plaques (fibres-ciment)
	Ardoises (composites)
	Ardoises (fibres-ciment)
	Panneaux (composites)
	Panneaux (fibres-ciment)
Conduits en toiture et façade	Conduites d'eaux pluviales en amiante-ciment
	Conduites d'eaux usées en amiante-ciment
	Conduits de fumée en amiante-ciment

Important : Le programme de repérage de la mission de base est limitatif. Il est plus restreint que celui élaboré pour les missions de repérage de matériaux ou produits contenant de l'amiante avant démolition d'immeuble ou celui à élaborer avant réalisation de travaux.

Pour rappel : les enduits projetés, faisant partie de la liste B des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante, il est impératif de réaliser des prélèvements sur l'ensemble de ceux-ci, afin de pouvoir statuer sur la présence ou l'absence d'amiante.

Nous ne pouvons être tenus responsable en cas de non respect de la procédure relative au repérage amiante.

N2A expertises se tient à votre disposition pour toute question relative à ce repérage, et si besoin établir un devis détaillé.

Cette recherche ne comporte aucune destruction ni démontage complexe, à l'exception du soulèvement des plaques de faux-plafonds ou trappes de visite. Par conséquent notre responsabilité ne saurait être engagée dans le cas d'une découverte ultérieure de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de notre visite.

En aucun cas le présent diagnostic ne saurait être utilisé lorsque des travaux sont envisagés ou dans le cadre d'une démolition. En effet, le présent diagnostic ne portant que sur les parties visibles et accessibles de l'immeuble et selon la liste des matériaux figurant à l'annexe 13-9 du Code de la construction et de l'habitation, il ne saurait préjuger de la présence ou de l'absence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante soit dans les parties inaccessibles du bien, soit en dehors de la liste figurant à l'annexe 13-9 précitée.

3.2.5 Programme de repérage complémentaire (le cas échéant)

En plus du programme de repérage réglementaire, le présent rapport porte sur les parties de composants suivantes :

Composant de la construction	Partie du composant ayant été inspecté (Description)	Sur demande ou sur information
Néant	-	

3.2.6 Le périmètre de repérage effectif

Il s'agit de l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble concerné par la mission de repérage figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités.

Les pièces visitées

Rez de chaussée - Hall,
Rez de chaussée - Escalier,
1er étage - Palier,
1er étage - Escalier,
2ème étage - Palier,
2ème étage - Escalier,
3ème étage - Palier,
3ème étage - Escalier,
Sous-Sol - Dégagement,
Sous-Sol - Dégagement 2,
Sous-Sol - Local commun,
Sous-Sol - Local vélos

Descriptif des pièces visitées

Localisation	Description
3ème étage - Escalier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
3ème étage - Palier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
2ème étage - Escalier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
2ème étage - Palier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
1er étage - Escalier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
1er étage – Palier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
Rez de chaussée - Hall	Sol Terrazzo Mur Carrelage, crépi Plafond Peinture
Rez de chaussée - Escalier	Sol Bois Mur Crépi Plafond Peinture
Sous-Sol - Dégagement	Sol Béton Mur Crépi Plafond -Béton,Crépi
Sous-Sol - Dégagement 2	Sol Béton Mur Crépi Plafond -Béton,Crépi
Sous-Sol - Local commun	Sol Béton Mur Crépi Plafond -Béton,Crépi
Sous-Sol - Local vélos	Sol Terre battue Mur Crépi Plafond -Béton,Crépi

4. – Conditions de réalisation du repérage

4.1 Bilan de l'analyse documentaire

Documents demandés		Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	-	
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	-	
Eléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	-	

Observations :
Néant

4.2 Date d'exécution des visites du repérage in situ

Date de la commande : 17/11/2021
Date(s) de visite de l'ensemble des locaux : 23/11/2021
Heure d'arrivée : 13 h 00
Durée du repérage : 01 h 00
Personne en charge d'accompagner l'opérateur de repérage : En présence du propriétaire

4.3 Écarts, adjonctions, suppressions par rapport aux arrêtés en vigueur

La mission de repérage s'est déroulée conformément aux prescriptions des arrêtés.

Il s'agit d'un diagnostic visuel et non destructif dont l'expertise ne porte que sur les parties visibles et accessibles du bien (murs, plafonds, cloisons poteaux, etc...) sans aucun démontage ou destruction d'éléments de l'habitation.
Important : les diagnostics amiante effectués lors d'une vente ou pour un Dossier Technique Amiante sont notoirement insuffisants lors de démolition ou de travaux. En effet ils portent sur l'amiante accessible alors que les contrôles amiante avant travaux ou démolition imposent de rechercher ce polluant dans tous les éléments de construction y compris en réalisant des sondages destructifs.
Les zones situées derrière les doublages des murs et plafonds n'ont pu être visités par défaut d'accès.

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

4.4 Plan et procédures de prélèvements

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

5. – Résultats détaillés du repérage

5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste A

Localisation	Identifiant + Description	Condition (justification)	Plan de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste A n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.0.1 Identification des matériaux repérés de la liste B

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation	Commentaires
Néant	-			

Aucun autre matériau de la liste B n'a été repéré dans périmètre de repérage mentionné au paragraphe 3.2.6

5.1 Liste des matériaux ou produits contenant de l'amiante, états de conservation, conséquences réglementaires (fiche de cotation)

Matériaux ou produits contenant de l'amiante

Localisation	Identifiant + Description	Conclusion (justification)	Etat de conservation** et préconisations*
Néant	-		

** Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe 7.4 de ce présent rapport*
*** détails fournis en annexe 7.3 de ce présent rapport*

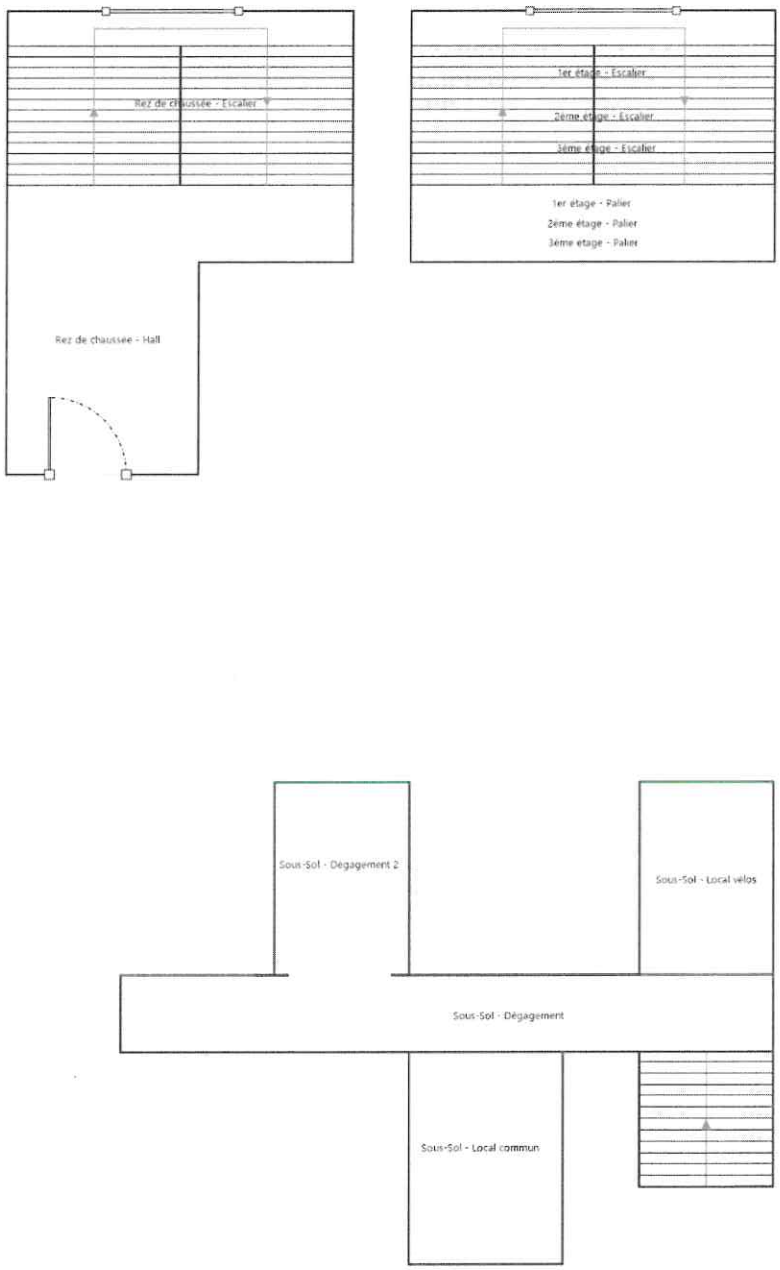
5.2 Listes des matériaux et produits ne contenant pas d'amiante après analyse

Localisation	Identifiant + Description
Néant	-

5.3 Liste des matériaux ou produits ne contenant pas d'amiante sur justificatif

Localisation	Identifiant + Description	Justification
Néant	-	

6. - Schéma de repérage



Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc** Adresse du bien : **9 Rue de Thann 67100 STRASBOURG**
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

7. – Photos

Aucune photo/illustration n'a été jointe à ce rapport.

8. – Analyses & Rapports d'essais

Identification des prélèvements :

Identifiant et prélèvement	Localisation	Composant de la construction	Parties du composant	Description
-	-	-	-	-

Copie des rapports d'analyses :

Aucun rapport d'essai n'a été fourni ou n'est disponible

9. – Evaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou **2°** Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou **3°** Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	**1°** Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou **2°** Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	**1°** Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou **2°** Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.

Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entrainer à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entrainer à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entrainer rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...

10. – Signatures

*Nota : Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par **I.Cert** Centre Alphasis - Bâtiment K - Parc d'affaires - Espace Performance 35760 SAINT GREGOIRE (détail sur www.info-certif.fr)*

Fait à **STRASBOURG**, le **23/11/2021**

Par : Grégory ARNOLD

Signature du représentant :

ANNEXES au rapport de mission de repérage n° 034115-SYNDIC-STRASBOURG

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).
L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.
Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.
Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.
Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.
Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Annexe - Conséquences réglementaires et recommandations

Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Article R1334-27 :
En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

Score 1 – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.
Score 2 – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.
Score 3 – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

Article R1334-28 :
Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.
Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

Article R1334-29 :

Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvres, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. **Réalisation d'une « évaluation périodique »,** lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
   a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
   b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

2. **Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »,** lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
   a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
   c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
   d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
   Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.

3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :

a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante.

Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

Annexe – Autre documents

Groupama

ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE
EXPERT EN DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER

T1/179 – BM – 12/2009

Je soussigné Olivier LARCHER - Directeur Général de Groupama d'Oc

atteste que N2A EXPERTISES

demeurant GROUPE N2A
431 RUE GARREL
82000 MONTAUBAN

est titulaire d'un contrat d'ASSURANCE MULTIRISQUE DES PROFESSIONNELS n° 41480519 - 0001 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité encourue lors de l'exécution des travaux qui lui sont confiés ou du fait de ces travaux.

Il exerce la Profession d' Expert en diagnostic technique immobilier et de formateur en diagnostic technique immobilier.

Les garanties du contrat sont les suivantes :

GARANTIES		MONTANTS DE GARANTIE (2)
Responsabilité civile Exploitation	• Dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs..... **dont :** ♦ *Dommages matériels et immatériels consécutifs à dommages matériels.....* ♦ *Vol du fait des préposés.....* • Faute inexcusable de l'employeur.....	**8 000 000 €** tous dommages confondus **par année d'assurance** **1 500 000 € par sinistre** **15 000 € par sinistre** **1 500 000 € par année d'assurance**
Responsabilité civile Atteintes à l'Environnement Accidentelles	• Tous dommages confondus **dont :** ♦ *Dommages matériels et immatériels consécutifs à dommages matériels.....* ♦ *Frais de remboursement des mesures conservatoires.....*	**765 000 € par année d'assurance** **300.000 € par sinistre** **10% du montant des dommages et à concurrence de 76 500 € par sinistre**
Responsabilité civile Etudes, Conseils, Professions Libérales	• Dommages corporels, matériels et immatériels. • Perte ou destruction de pièces ou documents confiés à l'assuré	**600 000 € par sinistre et 1 000 000 € par année d'assurance** **80000 € par année d'assurance**

(2) Montants non indexés

ETENDUE TERRITORIALE DE LA GARANTIE

La garantie s'exerce dans les Pays de l'Union Européenne ainsi que les Pays membres de l'Association Européenne de Libre Echange (A.E.L.E).

Pour la garantie Responsabilité civile Atteintes à l'Environnement, la garantie s'exerce en France Métropolitaine, dans les Départements et Territoires d'Outre-Mer ainsi que dans la Principauté de Monaco.

Le souscripteur du contrat est avisé que les garanties du présent contrat ne peuvent, en aucun cas, se substituer aux garanties qu'il serait dans l'obligation de souscrire localement dans un pays en application de la législation qui lui est propre en matière d'assurance.

Groupama d'Oc
Siège social : 14, rue Vidailhan CS 93105 31131 BALMA CEDEX - 391 851 557 RCS Toulouse
www.groupama.fr
Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'A.C.P.R. - 4 place de Budapest 75009 Paris

Groupama ENTREPRISES

PERIODE DE VALIDITE du 01/01/2021 au 31/12/2021 inclus.
sous réserve des dispositions de l'article L113-3 du Code des Assurances régissant le paiement de la cotisation.

Cette attestation ne peut engager Groupama d'Oc en dehors des termes et limites précisés par les clauses et conditions du contrat précité auquel elle se réfère.

Elle est établie pour servir et valoir ce que de droit.

Fait le 22 décembre 2020
Le Directeur Général

Groupama d'Oc
Siège social : 14, rue Vidailhan CS 93105 31131 BALMA CEDEX - 391 851 557 RCS Toulouse
www.groupama.fr
Entreprise régie par le Code des Assurances et soumise à l'A.C.P.R. - 4 place de Budapest 75009 Paris

Certificat de compétences Diagnostiqueur Immobilier

N° CPDI2050 Version 010

Je soussigné, Philippe TROYAUX, Directeur Général d'I.Cert, atteste que :

Monsieur ARNOLD Gregory

Est certifié(e) selon le référentiel I.Cert dénommé CPE DI DR 01, dispositif de certification de personnes réalisant des diagnostics immobiliers pour les missions suivantes :

Amiante sans mention	Amiante Sans Mention* Date d'effet : 04/01/2018 - Date d'expiration : 03/01/2023
DPE individuel	Diagnostic de performance énergétique sans mention : DPE individuel Date d'effet : 04/04/2018 - Date d'expiration : 03/04/2023
Electricité	Etat de l'installation intérieure électrique Date d'effet : 22/12/2018 - Date d'expiration : 21/12/2023
Gaz	Etat de l'installation intérieure gaz Date d'effet : 04/01/2018 - Date d'expiration : 03/01/2023
Plomb	Plomb : Constat du risque d'exposition au plomb Date d'effet : 04/04/2018 - Date d'expiration : 03/04/2023

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.
Edité à Saint-Grégoire, le 09/11/2018.

* Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention.

**Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et des matériaux et produits de la liste B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels. Missions de repérage des matériaux et produits de la liste C. Les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement. Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 30 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 6 avril 2007 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz et les critères d'accréditation des organismes de certification - Arrêté du 8 juillet 2008 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité et les critères d'accréditation des organismes de certification.

I.Cert Institut de Certification

Certification de personnes
Diagnostiqueur
Portée disponible sur www.icert.fr

cofrac ACCREDITATION N° 4-0377 PORTEE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR CERTIFICATION DE PERSONNES

Parc d'Affaires, Espace Performance – Bât K – 35760 Saint-Grégoire

CPE DI FR 11 rev13

2

Résultat des évaluations périodiques

Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

Evaluation des matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation	Mesures d'empoussièrement

3

Suivi des travaux de retrait et de confinement de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

4

Fiche récapitulative du Dossier technique amiante

Fiche récapitulative du dossier technique « amiante »

Référence du présent DTA : 034115-SYNDIC-STRASBOURG
Norme méthodologique employée : AFNOR NFX 46-020 de août 2017
Date de création : 23/11/2021

Historique des dates de mise à jour

Révision	Date	Objet
REV 01	23/11/2021	Établissement du Dossier Technique

Informations : cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.
Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti. La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Désignation du & des bâtiments

Adresse
Rue : ..... **9 Rue de Thann**
Bât., escalier, niveau, appartement n°, lot n°: **Parties communes**
Code postal, ville : ..... **67100 STRASBOURG**
..... **Section cadastrale EC, Parcelle(s) n° 258,**

Périmètre de repérage : ..... **Toutes parties accessibles sans démontage ni destruction**
Type de logement : ..... **Parties communes**
Fonction principale du bâtiment : ..... **Autres**
Date de construction : ..... **Date du permis de construire non connue**

Identification de l'immeuble, du détenteur et des modalités de consultation du DTA

Le(s) propriétaire(s) :
Nom et prénom : ..... **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc**
Adresse : ..... **9 Rue de Thann**
67100 Strasbourg

Détenteur du dossier technique amiante :
Nom et prénom : ..... **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc**
Adresse : ..... **9 Rue de Thann**
67100 Strasbourg

Modalités de consultation :

---

2. – Rapport de repérage

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
034115-SYNDIC-STRASBOURG	23/11/2021	N2A expertises Grégory ARNOLD	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Observations :
Néant

3. – Liste des locaux ayant donnés lieu au repérage

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	034115-SYNDIC-STRASBOURG	Rez de chaussée - Hall, Rez de chaussée - Escalier, 1er étage - Palier, 1er étage - Escalier, 2ème étage - Palier, 2ème étage - Escalier, 3ème étage - Palier, 3ème étage - Escalier, Sous-Sol - Dégagement, Sous-Sol - Dégagement 2, Sous-Sol - Local commun, Sous-Sol - Local vélos	Néant
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code de la santé publique	034115-SYNDIC-STRASBOURG	Rez de chaussée - Hall, Rez de chaussée - Escalier, 1er étage - Palier, 1er étage - Escalier, 2ème étage - Palier, 2ème étage - Escalier, 3ème étage - Palier, 3ème étage - Escalier, Sous-Sol - Dégagement, Sous-Sol - Dégagement 2, Sous-Sol - Local commun, Sous-Sol - Local vélos	Néant
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

4. – Identification des matériaux ou produits contenant de l'amiante

4.1 Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)
Néant	-	-			

4.2 Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation	MESURES préconisées par l'opérateur
Néant	-	-			

9. – Evaluation Périodiques

5.1 Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

5.2 Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

5.3 Evaluation des matériaux et produits hors liste A, B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de la visite	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement

* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

10. – Travaux de retrait ou de confinement – Mesures conservatoires

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

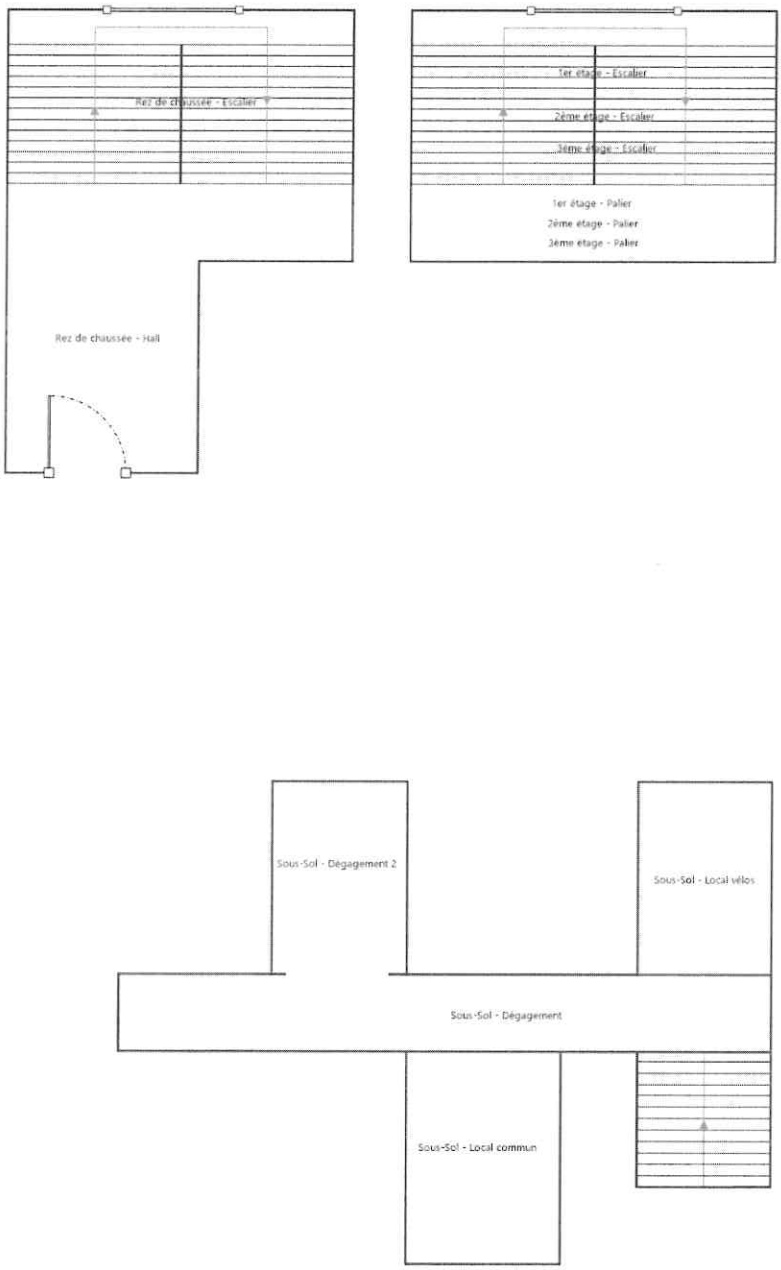
Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

Matériaux et produits hors liste A et B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

6 - Schéma de repérage



Légende

	Conduit en fibro-ciment		Dalles de sol	Nom du propriétaire : **SYNDIC d'Aquin Luc - M. D'AQUIN Luc** Adresse du bien : **9 Rue de Thann 67100 STRASBOURG**
	Conduit autre que fibro-ciment		Carrelage	
	Brides		Colle de revêtement	
	Dépôt de Matériaux contenant de l'amiante		Dalles de faux-plafond	
	Matériau ou produit sur lequel un doute persiste		Toiture en fibro-ciment	
	Présence d'amiante		Toiture en matériaux composites	

Photos

8. - Annexe - Recommandations générales de sécurité

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.
Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

1. Informations générales

a) Dangerosité de l'amiante

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.
En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.
Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.
De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.
Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du
1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.
Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (http://www.travailler-mieux.gouv.fr) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (http://www.inrs.fr).

3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;

travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.
Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.
Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : www.amiante.inrs.fr.
De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.
Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.
Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.
Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.
A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.
Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.
Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : www.sinoe.org.

e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).
Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.
Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

ATTESTATION SUR L'HONNEUR

ATTESTATION SUR L'HONNEUR réalisée pour le dossier n° 034115-SYNDIC-STRASBOURG
relatif à l'immeuble bâti visité situé au : 9 Rue de Thann - 67100 STRASBOURG.

Je soussigné, **Grégory ARNOLD**, technicien diagnostiqueur pour la société **N2A expertises** atteste sur l'honneur être en situation régulière au regard de l'article L.271-6 du Code de la Construction, à savoir :

- Disposer des compétences requises pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier, ainsi qu'en atteste mes certifications de compétences :

Prestations	Nom du diagnostiqueur	Entreprise de certification	N° Certification	Echéance certif
Amiante	Grégory ARNOLD	I.Cert	CPDI2050	02/01/2023 (Date d'obtention : 04/01/2018)
DPE sans mention	Grégory ARNOLD	I.Cert	CPDI2050	03/04/2023 (Date d'obtention : 04/04/2018)
Electricité	Grégory ARNOLD	I.Cert	CPDI2050	21/12/2023 (Date d'obtention : 22/12/2018)
Gaz	Grégory ARNOLD	I.Cert	CPDI2050	03/01/2023 (Date d'obtention : 04/01/2018)
Plomb	Grégory ARNOLD	I.Cert	CPDI2050	03/04/2023 (Date d'obtention : 04/04/2018)

- Avoir souscrit à une assurance (GROUPAMA n° 41480519 valable jusqu'au 30/12/2021) permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de ma responsabilité en raison de mes interventions.
- N'avoir aucun lien de nature à porter atteinte à mon impartialité et à mon indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il m'est demandé d'établir les états, constats et diagnostics composant le dossier.
- Disposer d'une organisation et des moyens (en matériel et en personnel) appropriés pour effectuer les états, constats et diagnostics composant le dossier.
-

Fait à STRASBOURG , le **23/11/2021**

Signature de l'opérateur de diagnostics :

Article L271-6 du Code de la Construction et de l'habitation

« Les documents prévus aux 1° à 4° et au 6° de l'article L. 271-4 sont établis par une personne présentant des garanties de compétence et disposant d'une organisation et de moyens appropriés. Cette personne est tenue de souscrire une assurance permettant de couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions. Elle ne doit avoir aucun lien de nature à porter atteinte à son impartialité et à son indépendance ni avec le propriétaire ou son mandataire qui fait appel à elle, ni avec une entreprise pouvant réaliser des travaux sur les ouvrages, installations ou équipements pour lesquels il lui est demandé d'établir l'un des documents mentionnés au premier alinéa. Un décret en Conseil d'Etat définit les conditions et modalités d'application du présent article. »

Article L271-3 du Code de la Construction et de l'Habitation

« Lorsque le propriétaire charge une personne d'établir un dossier de diagnostic technique, celle-ci lui remet un document par lequel elle atteste sur l'honneur qu'elle est en situation régulière au regard des articles L.271-6 et qu'elle dispose des moyens en matériel et en personnel nécessaires à l'établissement des états, constats et diagnostics composant le dossier. »

N2A EXPERTISES

Tél : 08 05 69 47 48

DEVIS - Dossier N°34115

INFORMATIONS SUR LE BIEN À EXPERTISER

SYNDIC d'Aquin Luc

Adresse :
9 Rue de Thann
67100 Strasbourg

Autre

Demandeur :
M. D'AQUIN Luc
9 Rue de Thann
67100 Strasbourg
0388450850
m.daquin@laposte.net

Type de bien : Parties communes

EXPERTISES A RÉALISER ET PROPOSITION TARIFAIRE :

Désignation	Quantité	P.U Brut	Remise	P.U Net	Montant HT
Dossier Technique Amiante	**1**	**70**	**-0**	**70**	**70**

Afin de valider votre demande, vous pouvez également imprimer ce devis, le signer et nous le renvoyer par courrier en indiquant la date précédée de la mention «Bon pour accord».

Total HT :	**70 €**
Montant TVA (20%) :	**14 €**
Total TTC :	**84 €**

VOTRE SIGNATURE

Fait à ..... Le

***Devis hors prélèvement et analyse en laboratoire agréé COFRAC en cas de présence de matériaux suspects à analyser obligatoirement selon la norme NFX 46-020. Coût 60 € TTC par échantillon.**

CLIQUEZ ICI POUR VALIDER VOTRE DEMANDE EN LIGNE

CLIQUEZ ICI POUR ANNULER VOTRE DEMANDE EN LIGNE

LES TARIFS

84,00 € TTC	Dossier Technique Amiante (DTA) Immeuble entre 2/9 Appartements
104,00 € TTC	Dossier Technique Amiante (DTA) Immeuble supérieur à 9 Appartements
60,00 € TTC	Analyse auprès d'un laboratoire accrédité COFRAC
9,90 € TTC	Impression / envoi d'un rapport en format papier

LES DELAIS

Prise de commande et preparation de intervention	1 jour ouvré	max 10 jours ouvrés	Délai des analyses par un laboratoire accrédité COFRAC
Déplacement sur site pour la réaliation du dossier technique Amiante	5 jours ouvrés	2 jours ouvrés	Transmission final du rapport par Notre plateforme

LES AGENCES

57 — Agence **Moselle**
87 Boulevard Saint Symphorien
57050 LONGEVILLE LES METZ

67 — Agence **Bas-Rhin**
3 Quai Kléber
67000 STRASBOURG

68 — Agence **Haut-Rhin**
213 Boulevard de L'Europe
68000 MULHOUSE

LES COORDONNEES

Jérôme LAPOINTE
Chargé de Projet

Sandra LEZIN
Assistante administrative

Arnaud LEBOURDIER
Assistant administratif

Coordonnées a transmettre au clients

N2A EXPERTISES.FR

N°Vert 0805 69 47 48

serviceclient@n2aexpertises.fr

Horaires d'ouverture :
Du lundi au Vendredi
8h30/12h30 – 13h30 / 18h30

QUE CONTIENT LE DTA ?

Le Dossier Technique Amiante (DTA) contient :
- une localisation précise de tous les produits et matériaux contenant de l'amiante suite à un repérage non-destructif (conformément aux listes A et B des arrêtés du 12 décembre 2012).

Selon les cas, notre diagnostiqueur procède à des prélèvements qui seront transmis pour analyse à un laboratoire agréé COFRAC.

- les consignes de sécurité pour la prévention des risques liés à l'amiante
- une fiche récapitulative.

Le DTA précise également l'état de conservation des matériaux amiantés, qui est évalué par une note de 1 (bon état - un contrôle triennal est alors demandé) à 3 (état dégradé le propriétaire est tenu d'effectuer les travaux de retrait ou de confinement sous 36 mois).

CADRE REGLEMENTAIRE

En application du Code de la Santé Publique, articles R 1334-25 à 29 et conforme à la norme NF X46 020
- Programme de repérage du décret 2011-629 du 03 juin 2011
- Arrêtés du 12 décembre 2012 (relatifs aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage) et du 21 décembre 2012 (relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu*de la fiche récapitulative) du Ministère des Affaires Sociales et de la Santé*

N2A EXPERTISES